

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**BANK OF SCOTLAND PLC**

Membre de Lloyds Banking Group.  
Montant du capital social : 5 847 000 £.  
Siège social : The Mound Edinburg EH1 1 YZ Ecosse.  
Immatriculée en Ecosse sous le n° 327000.  
Adresse de la succursale : 21, rue Balzac, 75008 Paris.  
409 059 961 R.C.S. Paris.

**Rapport et Comptes annuels 2016****Rapport des commissaires aux comptes aux actionnaires de bank of Scotland PLC****Rapport relatif aux IRES aux comptes*****Notre opinion***

A notre avis :

- Les états financiers présentés plus loin reflètent de manière sincère et véritable la situation financière du Groupe et des affaires de la Banque à la date du 31 décembre 2015 ainsi que celle des bénéfices du Groupe et de la trésorerie du Groupe et de la Banque pour l'exercice en question ;
- Les états financiers du Groupe ont été dûment préparés conformément aux Normes Internationales de Reporting Financier [International Financial Reporting Standards] ("IFRS") adoptées par l'Union Européenne ;
- Les états financiers de la Banque ont été dûment préparés selon les IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne et appliquées selon les termes du Companies Act 2006 ; et
- Les états financiers ont été préparés selon les règles prévues par le Companies Act 2006 et, en ce qui concerne les états financiers du Groupe, à l'Article 4 de la Norme IAS.

***Objet de nos vérifications***

Les états financiers du Groupe et les états financiers de la Banque (les "états financiers"), préparés par Lloyds Bank plc comprennent :

- Le Bilan au 31 décembre 2016 ;
- Le Compte de résultat consolidé et le Compte de résultat global de l'exercice en question ;
- L'état des flux de trésorerie de l'exercice ;
- L'Etat des variations des fonds propres de l'exercice ; et
- Les notes relatives aux comptes, incluant une synthèse des politiques comptables significatives et d'autres explications.

Le cadre de reporting financier appliqué dans la présentation des présents états financiers est constitué par la législation applicable et par les normes IFRS telle qu'adoptées par l'Union Européenne et, en ce qui concerne les états financiers de la Banque, telles qu'appliquées selon les termes du Companies Act 2006.

Dans l'application du cadre de reporting financier, les administrateurs ont formulé une série de jugements subjectifs, notamment en ce qui concerne certaines estimations comptables. Dans la formulation desdites estimations, ils ont émis des hypothèses et pris en considération de futurs événements.

**Opinions sur les autres questions exigées par le Companies Act 2006**

A notre avis :

- Les informations contenues dans le Rapport Stratégique et le Rapport des administrateurs concernant l'exercice financier faisant l'objet des présents états financiers sont conformes aux états financiers ; and
- le Rapport Stratégique et le Rapport des Administrateurs ont été préparés selon la législation en vigueur.

De plus, sur la base de la connaissance et de la compréhension du fonctionnement du Groupe, de la Banque et de leur environnement que nous avons acquises dans le cadre de l'audit, nous sommes tenus de déclarer si nous avons constaté des erreurs significatives dans le Rapport Stratégique et dans le Rapport des administrateurs. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

**Autres questions sur lesquelles nous sommes tenus de formuler notre opinion concernant les exceptions*****Adéquation des écritures comptables et des explications et informations reçues***

Selon le Companies Act 2006 nous sommes tenus de vous signaler :

- Si nous n'avons pas reçu toutes les informations et les explications requises pour la réalisation de notre audit ; ou
- Si le Groupe ou la Banque n'a pas tenu une comptabilité adéquate, ou si des déclarations requises pour notre audit n'ont pas été reçues de la part des succursales que nous n'avons pas visitées personnellement ; ou
- Si les états financiers du Groupe ou de la Banque ne sont pas conforme aux écritures comptables et aux déclarations

Nous n'avons aucune exception à signaler en vertu de cette obligation.

***Rémunération des administrateurs***

Selon le Companies Act 2006 nous sommes tenus de vous signaler si, à notre avis, certaines données relatives à la rémunération des administrateurs exigées par la loi n'ont pas été déclarées. Nous n'avons aucune exception à signaler en vertu de cette obligation.

**Responsabilités relatives aux états financiers et à l'audit*****Nos responsabilités et celles des administrateurs***

Comme expliqué de manière plus détaillée dans la déclaration des responsabilités des administrateurs, page 8, les administrateurs sont responsables de la préparation des états financiers et de la vérification de leur sincérité.

Notre responsabilité consiste à vérifier et à formuler une opinion sur les états financiers conformément à la législation applicable et aux Normes Internationales d'Audit (Royaume Uni & Irlande) ("ISA (UK & Ireland)"), lesquelles exigent que nous nous conformions aux Normes d'éthique à l'usage des auditeurs de l'Auditing Practices Board.

Le présent rapport et les opinions qu'il contient ont été élaborés exclusivement pour et dans l'intérêt des membres du Groupe et de la Banque, en tant qu'organe, selon les termes du Chapitre 3 de la Partie 16 du Companies Act 2006, à l'exclusion de toute autre finalité. Dans la formulation de nos opinions, nous déclinons d'ores et déjà toute responsabilité liées à d'autres finalités ou vis-à-vis d'autres personnes ou entités auxquelles le présent rapport serait présenté ou entre les mains desquelles il

pourrait se trouver, sauf accord écrit préalable de notre part.

#### Aspects faisant l'objet de notre audit des états financiers

Nous avons mené notre audit conformément aux ISA (UK & Ireland). L'audit implique l'obtention d'éléments probants suffisants concernant les montants et les déclarations contenus dans les états financiers pour obtenir une assurance raisonnable relative à l'absence, dans les états financiers, de toute inexactitude significative, due à des erreurs ou à une fraude. Ceci inclut l'évaluation des éléments suivants, à savoir :

- Si les politiques comptables adoptées sont adaptées à la situation du Groupe et de la Banque et si elles ont été appliquées de manière cohérente et déclarées de manière adéquate ; et
- Si les estimations comptables effectuées par les administrateurs sont raisonnables ; et
- Si la présentation globale des comptes est conforme.

Nous nous concentrons principalement sur ces éléments dans notre évaluation des jugements formulés par les administrateurs par rapport aux éléments probants disponibles, en formulant nos propres opinions et en évaluant les données qui figurent dans les états financiers.

Nous testons et examinons les informations par des sondages et d'autres techniques d'audit, dans la mesure où nous l'estimons nécessaire afin d'obtenir une base pour la formulation de nos propres opinions. Nous obtenons des informations probantes en testant l'efficacité des contrôles, par des procédures de corroboration ou les deux.

De plus, nous lisons toutes les informations financières et non-financières contenues dans le Rapport et dans les Comptes afin de détecter toute incohérence significative par rapport aux états financiers vérifiés et d'identifier toute information apparemment incorrecte ou présentant une incohérence significative, par rapport aux connaissances que nous avons acquises dans le cadre de la réalisation de l'audit. Si nous constatons une information manifestement erronée ou une incohérence significative, nous en évaluons l'impact pour notre rapport.

*Mark Hannam (Commissaire aux Comptes Principal)  
Pour PricewaterhouseCoopers LLP Chartered  
Experts-Comptables et Commissaires aux Comptes - Londres  
Le 20 Mars 2017*

(a) La mise à jour et l'intégrité du site web de Lloyds Banking Group plc relèvent de la responsabilité des administrateurs ; le travail réalisé par les auditeurs n'impliquant pas la prise en compte de ces aspects, les auditeurs déclinent d'ores et déjà toute responsabilité pour les éventuelles modifications qui pourraient avoir été apportées aux états financiers depuis leur date de présentation initiale sur le site web.

(b) La législation britannique en matière de préparation et diffusion des états financiers peut différer de celle en vigueur dans d'autres pays.

Le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016 avant impôt s'élève à £3,395 million.

La banque a versé durant l'exercice un acompte sur dividende de £2,000 million et £1,500 million, soit un total de £3,500 million. Le Conseil d'administration réuni le 20 mars 2017 a décidé de ne pas verser de dividende complémentaire.

#### Compte de résultat consolidé de l'exercice au 31 décembre 2016

	Note	2016 Millions £	2015 Millions £
Intérêts créditeurs et autres revenus similaires		9 810	10 520
Intérêts et dépenses similaires		3 480	-3 852
Intérêts créditeurs nets	5	6 330	6 668
Revenus des redevances et commissions		766	785
Revenus des redevances et commissions		-357	-320
Revenu net des redevances et commissions	6	409	465
Revenu net généré par des transactions	7	190	93
Autre revenu d'exploitation	8	325	59
Autres revenus		924	617
Total revenus		7 254	7 285
Provisions réglementaires		-635	-1,421
Autres frais d'exploitation		-3 018	-3 018
Total frais d'exploitation	9	-3 653	-4 439
Excédent des opérations de négociation		3 601	2 846
Dépréciation	10	-206	-193
Bénéfice avant impôt		3 395	2 653
Imposition	11	-1 157	-729
Bénéfice de l'exercice		2 238	1 924
Bénéfices attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires		2 137	1 924
Bénéfices attribuables aux autres actionnaires		101	—
Bénéfices attribuables aux actionnaires		2 238	1 924
Bénéfices attribuables aux actionnaires minoritaires		—	—
Bénéfice de l'exercice		2 238	1 924

*1 Le bénéfice après impôt attribuable aux autres détenteurs de fonds propres, qui s'élève à £ 101 millions (2015 : £ zéro), est partiellement compensé, dans les réserves, par un crédit d'impôt attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires, d'un montant de £ 28 millions (2015 : £ zéro).*

#### Compte de résultat global de l'exercice au 31 décembre 2016

Groupe	2016 Millions £	2015 Millions £
--------	-----------------	-----------------

Bénéfice de l'exercice	2,238	1,924
Autre résultat global : postes susceptibles d'être réaffectés par la suite au compte de résultat		
Mouvements de la réserve de réévaluation concernant les actifs financiers cessibles		
Variation de la juste valeur	74	-11
Transfert des cessions au compte de résultat	-72	-37
Transfert des dépréciations au compte de résultat	1	38
Imposition	-25	2
	-22	-8
Mouvements de la réserve de couverture de la trésorerie :		
Part effective de la variation de la juste valeur transférée à « autre résultat global »	122	182
Transferts nets au compte de résultat	-232	-554
Imposition	30	58
	-80	-314
Ecarts de conversion de devises (impôt : zéro)	-1	85
Autre résultat global de l'exercice après impôt	-103	-237
Résultat global total de l'exercice	2 135	1 687
Résultat global total attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	2 034	1 687
Résultat global total attribuable aux détenteurs d'autres actions	101	—
Résultat global total attribuable aux actionnaires	2 135	1 687
Résultat global total attribuable aux actionnaires minoritaires	—	—
Résultat global total de l'exercice	2 135	1 687

Banque	2016 Millions £	2015 Millions £
Bénéfice de l'exercice	2 093	3 011
Autre résultat global : postes susceptibles d'être réaffectés par la suite au compte de résultat		
Mouvements de la réserve de réévaluation concernant les actifs financiers cessibles		
Variation de la juste valeur	73	-36
Transfert des cessions au compte de résultat	-54	-32
Transfert des dépréciations au compte de résultat	—	36
Imposition	-28	6
	-9	-26
Mouvements de la réserve de couverture de la trésorerie		
Part effective de la variation de la juste valeur transférée à « autre résultat global »	122	182
Transferts nets au compte de résultat	-228	-554
Imposition	30	58
	-76	-314
Ecarts de conversion de devises (impôt : zéro)	7	9
Autre résultat global de l'exercice après impôt	-78	-331
Résultat global total de l'exercice	2 015	2 680
Résultat global total attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	1 914	2 680
Résultat global total attribuable aux détenteurs d'autres actions	101	—
Résultat global total de l'exercice	2 015	2 680

## Bilan au 31 décembre 2016

Actif	Note	Groupe		Banque	
		2016 Millions £	2015 Millions £	2016 Millions £	2015 Millions £
En-caisse et soldes détenus auprès de banques centrales		2 840	2 481	2 840	2 481
Postes en cours de recouvrement de la part de banques		188	172	188	172
Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat	12	1 062	4 456	949	4 235
Instruments financiers dérivés	13	14 664	14 926	13 924	14 539
Prêts et créances					
Prêts et avances aux banques	14	1 116	669	1 022	603
Prêts et avances aux clients	15	268 899	270 837	262 122	263 051
Titres obligataires	169	182	162	174	
Créances vis-à-vis d'entités membres du Groupe Banking Lloyds	52 692	38 776	71 586	58 201	
		322 876	310 464	334 892	322 029
Actifs financiers cessibles	19	2 916	4 460	2 526	4 122
Goodwill	21	325	325	325	325
Autre actif incorporel	22	100	102	100	102
Immobilisations corporelles	23	1 106	1 192	851	929
Impôt à court terme recouvrable		7	—	7	—
Actif d'impôt différé	30	1 941	2 022	1 953	2 156

Investissement dans des filiales	20	–	–	163	199
Autre actif	24	660	733	622	646
Total actif		348 685	341 333	359 340	351 935

Fonds propres et passif	Note	2016 Millions £	2015 Millions £	2016 Millions £	2015 Millions £
Passif					
Dépôts de banques	25	6 191	1 541	6 156	1 525
Dépôts de clients	26	179 317	190 046	179 282	190 016
Créances vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking		105 863	86 273	121 045	102 408
Postes en cours de transmission aux banques		248	342	248	342
Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat	27	945	4 415	943	4 414
Instruments financiers dérivés	13	13 725	13 329	13 361	12 976
Effets en circulation		1 402	1 112	1 402	1 112
Titres obligataires en émission	28	16 679	18 492	13 738	14 402
Autre passif	29	824	1 098	661	947
Passif d'impôt à court terme		798	307	675	152
Autres provisions	31	1 846	1 899	1 831	1 891
Passif subordonné	32	7 084	7 360	7 084	7 360
Total passif		334 922	326 214	346 426	337 545
Capital					
Share capital	33	5 847	5 847	5 847	5 847
Compte de primes d'émission	34	–	–	–	–
Autres réserves	35	2 165	2 268	2 385	2 463
Bénéfices non distribués	36	4 243	5 496	3 182	4 580
Fonds propres		12 255	13 611	11 414	12 890
Autres instruments de fonds propres	37	1 500	1 500	1 500	1 500
Total fonds propres sauf participations minoritaires		13 755	15 111	12 914	14 390
Participations minoritaires		8	8	–	–
Total fonds propres		13 763	15 119	12 914	14 390
Total fonds propres et passif		348 685	341 333	359 340	351 935

1 La Banque a enregistré un bénéfice après impôt pour l'exercice de £2093 millions (2015 : £3,011 millions).

Les Etats Financiers ont été approuvés par les administrateurs le 20 mars 2017

<b>Lord Blackwell</b>	<b>António Horta-Osório</b>	<b>George Culmer</b>
Président	Directeur Général	Directeur Financier

#### Etat des variations de fonds propres de l'exercice au 31 décembre 2016

Groupe	Attribuable aux actionnaires				Autres instruments de fonds propres Millions £	Participations minoritaires Millions £	Total Millions £
	Capital et primes Millions £	Autres réserves Millions £	Bénéfices non distribués Millions £	Total Millions £			
Bilan au 1er janvier 2015	5 847	2 505	12 983	21 335	–	8	21 343
<b>Résultat global</b>							
Bénéfice de l'exercice	–	–	1 924	1 924	–	–	1 924
Total autres éléments du résultat global							
Mouvements de la réserve de réévaluation concernant les actifs financiers cessibles après impôt	–	-8	–	-8	–	–	-8
Mouvements de la réserve de couverture de la trésorerie	–	-314	–	-314	–	–	-314
Ecart de conversion de devises, après impôt	–	85	–	85	–	–	85
Total autres éléments du résultat global		-237	-	-237	-	-	-237
Total autres éléments du résultat global	-	-237	1 924	1 687	-	-	1 687
Transactions avec les propriétaires							
Dividendes payés (note 38)	–	–	-9 500	-9,500	–	–	-9 500
Apports en capital reçus	–	–	89	89	–	–	89
Emission de titres complémentaires de Catégorie 1	–	–	–	–	1 500	–	1 500
Total transactions avec les propriétaires	–	–	-9 411	-9 411	1 500	–	-7 911
Bilan au 1er janvier 2015	5 847	2 268	5 496	13 611	1 500	8	15 119
<b>Résultat global</b>							
Bénéfice de l'exercice	–	–	2 238	2 238	–	–	2 238
Autres éléments du résultat global (dépenses)							
Mouvements de la réserve de réévaluation concernant les actifs financiers cessibles après impôt	–	-22	–	-22	–	–	-22
Mouvements de la réserve de couverture de la trésorerie	–	-80	–	-80	–	–	-80

Ecart de conversion de devises, après impôt	-	-1	-	-1	-	-	-1
Total autres éléments du résultat global	-	-103	-	-103	-	-	-103
Total résultat global	-	103	2 238	2 135	-	-	2 135
Transactions avec les propriétaires							
Dividendes payés (note 38)	-	-	-3 500	-3 500	-	-	-3 500
Distributions d'autres instruments de fonds propres, après impôt	-	-	-73	-73	-	-	-73
Apports en capital reçus	-	-	82	82	-	-	82
Emission de titres complémentaires de Catégorie 1	-	-	-	-	-	-	-
Total transactions avec les propriétaires	-	-	-3 491	-3 491	-	-	-3 491
<b>Bilan au 1er janvier 2016</b>	5 847	2 165	4 243	12 255	1 500	8	13 763

## Etat de variation de fonds propres de l'exercice au 31 décembre 2016

Banque	Capital et primes	Autres réserves	Bénéfices non distribués	Fonds propres	Autres instruments de fonds propres	Total
	Millions £	Millions £	Millions £	Millions £	Millions £	Millions £
Bilan au 1er janvier 2015	5 847	2 794	10 980	19 621	-	19 621
<b>Résultat global</b>						
Bénéfice de l'exercice	-	-	3 011	3 011	-	3 011
Autres éléments du résultat global						
Mouvements de la réserve de réévaluation concernant les actifs financiers cessibles, après impôt	-	-26	-	-26	-	-26
Mouvements de la réserve de couverture de la trésorerie	-	-314	-	-314	-	-314
Ecart de conversion de devises, après impôt	-	9	-	9	-	9
Total autres éléments du résultat global	-	-331	-	-331	-	-331
Total autres éléments du résultat global	-	-331	3 011	2 680	-	2 680
Transactions avec les propriétaires						
Dividendes payés (note 38)	-	-	-9 500	-9 500	-	-9 500
Apports en capital reçus	-	-	89	89	-	89
Emission de titres complémentaires de Catégorie 1	-	-	-	-	1 500	1 500
Total transactions avec les propriétaires	-	-	-9 411	-9 411	1 500	-7 911
Bilan au 1er janvier 2015	5 847	2 463	4 580	12 890	1 500	14 390
<b>Résultat global</b>						
Bénéfice de l'exercice	-	-	2 093	2 093	-	2 093
Autres éléments du résultat global						
Mouvements de la réserve de réévaluation concernant les actifs financiers cessibles, après impôt	-	-9	-	-9	-	-9
Mouvements de la réserve de couverture de la trésorerie	-	-76	-	-76	-	-76
Ecart de conversion de devises, après impôt	-	7	-	7	-	7
Total autres éléments du résultat global	-	-78	-	-78	-	-78
Total autres éléments du résultat global	-	-78	2 093	2 015	-	2 015
Transactions avec les propriétaires						
Dividendes payés (note 38)	-	-	-3 500	-3 500	-	-3 500
Distributions d'autres instruments de fonds propres, après impôt	-	-	-73	-73	-	-73
Apports en capital reçus	-	-	82	82	-	82
Emission de titres complémentaires de Catégorie 1	-	-	-	-	-	-
Total transactions avec les propriétaires	-	-	-3 491	-3 491	-	-3 491
<b>Bilan au 1er janvier 2016</b>	5 847	2 385	3 182	11 414	1 500	12 914

## Etat des flux de trésorerie de l'exercice au 31 décembre 2016

	Note	Groupe		Banque	
		2016 Millions £	2015 Millions £	2016 Millions £	2015 Millions £
Bénéfice avant impôt		3 395	2 653	3 269	3 659
Ajustements concernant :					
Variations de l'actif d'exploitation	47	-6 366	38 436	-6 654	37 097
Variations de l'actif d'exploitation	47	11 484	-33 494	10 015	-33 164
Eléments non-monétaires et autres éléments	47	-3 743	-1 702	-2 083	-3 277
Impôt payé		-572	-458	-439	-421
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation		4 198	5 435	4 108	3 894
Trésorerie générée par les activités d'investissement					
Actifs financiers cessibles		-297	-11,368	-195	-11,300
Produit de la vente et de l'échéance d'actifs financiers cessibles		2 291	12 017	2 251	12 006
Dividendes reçus de la part des filiales		-	-	9	1 284
Achat d'immobilisations		-131	-136	-108	-135

Produit de la vente d'immobilisations		112	92	86	15
Acquisition d'entreprises, après déduction de la trésorerie acquise		—	-5	—	-5
Cession d'entreprises, après déduction de la trésorerie cédée	47	5	22	—	—
Trésorerie nette générée par les activités d'investissement		1 980	622	2 043	1 865
Trésorerie générée par les activités de financement					
Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires	38	-3 500	-9 500	-3 500	-9 500
Distributions d'autres instruments de fonds propres		-101	—	-101	—
Emission de titres supplémentaires de Catégorie 1		—	1 500	—	1 500
Intérêts payés sur passif subordonné		-222	-246	-222	-245
Remboursement de passif subordonné	32	-360	-250	-360	—
Remboursement de capital à la société mère ultime		-1 350	—	-1 350	—
Trésorerie nette employée dans des activités de financement		-5 533	-8 496	-5 533	-8 245
Effets de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		18	-1	18	2
Variations de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		663	-2 440	636	-2 484
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		2 389	4 829	2 327	4 811
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	47(d)	3 052	2 389	2 963	2 327

### Notes relatives aux états financiers

#### 1 Base de préparation

Les états financiers de Lloyds Bank plc ont été préparés selon les normes IFRS [International Financial Reporting Standards] adoptées par l'Union Européenne (UE) et appliquées selon les dispositions du Companies Act 2006. Les normes internationales de reporting financier comprennent les normes IFRS proprement dites publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et les normes dites IAS, publiées par l'organisme prédécesseur de l'IASB, ainsi que les interprétations publiées par l'IFRS Interpretations Committee (IFRS IC) et son prédécesseur. La version de l'IAS 39 Instruments Financiers : Comptabilisation et Evaluation assouplit certaines règles en matière de comptabilité de couverture ; le Groupe, toutefois, n'a pas profité de cet assouplissement, et il n'y a, donc, aucune différence entre l'application au Groupe des IFRS telles qu'adoptées par l'UE et les IFRS publiées par l'IASB. Les informations financières ont été préparées selon la convention du coût historique, telle que modifiée par la réévaluation des biens d'investissement, des actifs financiers cessibles, des valeurs négociables et de certains autres éléments d'actif et de passif financier comptabilisés à leur juste valeur, par le biais du compte de résultat et tous les contrats en produits dérivés.

La continuité de l'activité de la Banque et du Groupe dépend de leur capacité de financer avec succès leurs bilans respectifs et de conserver un niveau de capitalisation suffisant. Afin de vérifier que la Banque et le Groupe disposent de ressources suffisantes pour poursuivre leur exploitation dans un futur prévisible, les administrateurs ont examiné un certain nombre de facteurs essentiels que nous avons décrits au Chapitre « Principaux risques et incertitudes » à la rubrique Risque de financement et de liquidités, page 5 et ont pris en compte un certain nombre de projections relatives au capital et au financement du Groupe. En tenant compte de tous ces facteurs, les administrateurs estiment que l'adoption du principe de continuité de l'activité en vue de la préparation des états financiers est encore justifiée.

Les détails des interprétations des IFRS applicables au Groupe, qui n'étaient pas encore en vigueur au 31 décembre 2016 et qui n'ont pas été appliquées dans la préparation des présents états financiers, figurent à la note 49.

#### 2 Politiques comptables

Les politiques comptables sont décrites ci-dessous. Elles ont été appliquées de manière cohérente.

##### a Consolidation

L'actif, le passif et le résultat des entités membres du Groupe (y compris les entités structurées) figurent dans les états financiers sur la base des comptes préparés à la date de reporting. Les entités du Groupe incluent les filiales, les entités associées et les joint-ventures. Vous trouverez des informations détaillées sur les filiales et les autres entités apparentées du Groupe pages 100 à 102.

##### (1) Filiales

Les filiales sont des entités contrôlées par le Groupe. Le groupe contrôle une entité quand il exerce un pouvoir sur celle-ci, quand il est exposé à ou a droit à des rendements variables suite à son implication dans des activités exercées avec ladite entité et quand il est en mesure d'affecter ces rendements par l'exercice de son pouvoir. Ceci implique, généralement, la détention d'une participation représentant plus de la moitié des droits de vote, bien que parfois une participation inférieure puisse également permettre au Groupe d'exercer un pouvoir. L'existence et l'effet de droits de vote potentiels actuellement exerçables ou convertibles sont pris en compte dans l'évaluation du contrôle exercé ou non par le Groupe. Le Groupe vérifie si l'exercice d'un pouvoir, de sa part, sur une certaine entité est effectif lorsque certains faits ou circonstances indiquent que les éléments ci-dessus ont subi des changements. Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date de transfert du contrôle au Groupe et sont déconsolidées dès la cessation du contrôle.

Les entités structurées sont conçues de manière à ce que leurs activités ne soient pas régies par le biais de droits de vote. Dans l'évaluation du pouvoir exercé par le Groupe sur les entités dans lesquelles il détient une participation, le Groupe prend en compte des éléments tels que l'objet social et la structure de l'entité ; sa propre capacité effective de diriger les activités de l'entité ; la nature des relations entretenues avec l'entité et la taille de son exposition au caractère variable des rendements de l'entité.

Le traitement des transactions avec des participations minoritaires dépend du fait de savoir si, suite à la transaction, le Groupe perd ou non le contrôle de la Filiale. Les variations des participations détenues par la société mère dans une filiale qui ne donnent pas lieu à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des opérations sur capitaux propres ; tout écart entre le montant de l'ajustement des participations minoritaires et la juste valeur de la contrepartie versée ou reçue est comptabilisé directement dans les fonds propres et attribué aux propriétaires de l'entité mère. Lorsque le Groupe perd le contrôle de la filiale, le montant de toute participation minoritaire détenue dans l'ancienne filiale est décomptabilisé, à la date de la perte de contrôle, et l'investissement détenu dans l'ancienne filiale est réévalué à sa juste valeur ; la perte ou le gain comptabilisé(e) dans le compte de résultat lors de la cession partielle de la filiale inclut le gain ou la perte réalisé(e) sur la réévaluation de la participation détenue.

Les opérations intersociétés, les soldes ainsi que les pertes ou les plus-values non réalisé(e)s sur les transactions effectuées entre les sociétés du Groupe sont éliminé(e)s.

La méthode comptable de l'acquisition est utilisée pour la comptabilisation des regroupements d'entreprises réalisés par le Groupe. La contrepartie de l'acquisition

d'une filiale est égale à la juste valeur des actifs transférés, du passif encouru et des participations émises par le Groupe. Cette contrepartie inclut la juste valeur de l'actif ou du passif résultant d'un accord de contrepartie conditionnelle. Les frais relatifs aux acquisitions sont comptabilisés dans les dépenses lorsqu'ils sont encourus, à l'exception des frais relatifs à l'émission d'instruments obligataires (cf. 2e (4)) ou de capital (cf. 2o)). Les actifs identifiables acquis et le passif assumé dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont initialement mesurés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

## **(2) Joint-ventures et entreprises associées**

Les contrats relatifs à la constitution de joint-ventures sont des contrats conjoints dans le cadre desquels le Groupe exerce un contrôle commun, avec d'autres Parties, et a droit aux actifs nets résultant des accords conclus. Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence significative, mais non pas un contrôle proprement dit ou un contrôle commun, en termes de politiques financières et d'exploitation. L'on entend par influence significative le pouvoir de participer aux décisions en matière de politiques financières et d'exploitation de l'entité, sans exercer, toutefois, un contrôle ou un contrôle commun sur lesdites décisions ; cela représente une participation comprise entre 20 et 50 % du capital de l'entité, assortie de droit de vote.

Le Groupe utilise l'exonération accordée sur le capital-risque pour les investissements impliquant une influence ou un contrôle conjoint et dans le cadre desquels l'unité opérationnelle fonction en tant que société de capital-risque. Ces investissements sont comptabilisés à leur juste valeur, lors de leur comptabilisation initiale, dans le compte de résultat. Sinon, les investissements du Groupe dans des joint-ventures et des entreprises associées sont comptabilisés par la méthode de la mise en équivalence.

## **b Goodwill**

Le goodwill résulte des regroupements d'entreprises, y compris de l'acquisition de filiales, et de l'acquisition de participations dans des joint-ventures et des entreprises associées ; le goodwill représente la différence positive entre le coût d'une acquisition et la juste valeur de la part d'actif, de passif et de passif éventuel acquise par le Groupe. Lorsque cette juste valeur est supérieure au coût d'acquisition, la différence est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat.

Le goodwill est comptabilisé dans l'actif, au coût, et testé au moins une fois par an en termes de dépréciation. Toute dépréciation constatée dans la valeur comptable du goodwill est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat et cette écriture n'est pas contrepassée par la suite. Le goodwill résultant des acquisitions d'entreprises associées ou de joint-ventures est inclus dans les investissements du Groupe dans des joint-ventures et des entreprises associées. A la date de cession d'une filiale, la valeur nette comptable du goodwill attribuable est incluse dans le calcul du bénéfice ou de la perte à la date de cession.

## **c Autre actif incorporel**

Les actifs dont la durée de vie est considérée comme étant déterminée sont amorties de manière linéaire au cours de leur durée de vie, comme suit : jusqu'à 7 ans pour les logiciels immobilisés ; 10 à 15 ans pour les marques et les autres éléments d'actif incorporel.

Les actifs incorporels dotés d'une durée de vie déterminée sont examinés à chaque date de reporting afin de détecter d'éventuels signes de dépréciation. Si tel est le cas, on procède à la détermination du montant recouvrable de l'actif et, si la valeur nette comptable de l'actif est supérieure à son montant recouvrable, la dépréciation est enregistrée immédiatement. Les marques auxquelles a été attribuée une durée de vie indéterminée ne sont pas amorties. Ces actifs incorporels sont réévalués annuellement pour vérifier si l'attribution d'une durée de vie indéterminée est toujours justifiée. Dans le cas contraire, une durée de vie déterminée est définie et l'actif est soumis à un test de dépréciation.

## **d Comptabilisation des recettes**

Les intérêts débiteurs et créditeurs sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers productifs d'intérêts, par la méthode du taux d'intérêt effectif, à l'exception de ceux qui sont comptabilisés à leur juste valeur dans le compte de résultat. La méthode du taux d'intérêt effectif permet de calculer le coût amorti d'un élément d'actif ou de passif financier et d'affecter les intérêts créditeurs ou débiteurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'escompte exact des futurs paiements ou encaissements estimés au comptant sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, le cas échéant, sur une plus brève période, par rapport à la valeur nette comptable de l'élément d'actif ou de passif en question, y compris les frais de rachat anticipé, et les pénalités s'y rapportant ; ainsi que les primes et les remises qui font partie intégrante du retour global. Les coûts transactionnels directs progressifs applicables à l'acquisition, à l'émission ou à la cession d'un instrument financier sont également pris en compte.

Les frais et les commissions ne faisant pas partie intégrante du taux d'intérêt effectif sont généralement comptabilisés une fois que le service a été fourni. Les commissions d'engagement sur des prêts susceptibles d'être utilisés sont différées (avec les frais directs s'y rapportant) et comptabilisées en tant qu'ajustement aux taux effectif d'intérêt sur le prêt, une fois que celui-ci a été utilisé. Lorsqu'il est improbable que les engagements de prêt soient utilisés, les frais correspondants sont comptabilisés sur la durée de vie de la facilité de crédit.

Les dividendes partagés sont comptabilisés lorsque le droit de recevoir des paiements est établi. Les politiques de comptabilisation applicables aux baux figurent au point (j)(2) ci-dessous.

## **e Actif et passif financier**

Lors de leur comptabilisation initiale, les éléments d'actif financier sont comptabilisés à leur juste valeur, dans le Compte de Résultat, dans les Actifs financiers cessibles, les investissements détenus jusqu'à la date d'échéance ou les Prêts et créances. Le passif financier est mesuré pour son coût amorti, sauf le passif détenu à des fins de transaction et les autres éléments de passif inscrits au Compte de résultat à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale et détenus à la juste valeur. Le Groupe comptabilise initialement les Prêts et créances, dépôts, Titres obligataires en émission et le passif subordonné lors de l'acceptation des conditions contractuelles relatives à l'instrument. Les achats et les ventes de titres selon les modalités habituelles ainsi que les autres actifs financiers et passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à la date de négociation, à savoir la date à laquelle le Groupe s'est engagé à acheter ou vendre un élément d'actif.

Les éléments d'actif financier sont décomptabilisés à la date d'expiration du droit contractuel de recevoir les flux de trésorerie générés par ces derniers ou après le transfert, par le Groupe, de son droit de recevoir des flux de trésorerie générés par les actifs et la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété ou lorsque le Groupe n'a transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et des avantages, tout en ayant transféré le contrôle.

Les éléments de passif financier sont décomptabilisés après leur extinction (à savoir une fois que l'obligation a été acquittée), leur annulation ou leur expiration.

### **(1) Instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur sur le compte de résultat**

Les éléments de passif financier sont comptabilisés, à leur juste valeur, dans le compte de résultat lorsqu'il s'agit de valeurs mobilières ou lorsqu'ils sont inscrits au compte de résultat par la Direction, à leur juste valeur. Les instruments dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur (cf. politique comptable f).

**Instruments détenus à des fins de transaction :** Les valeurs mobilières sont des titres obligataires et des actions principalement acquis en vue de leur vente à court terme ou faisant partie d'un portefeuille géré en vue de la réalisation de plus-values à court terme. Lesdites valeurs sont classées en tant que valeurs mobilières et inscrites au bilan à leur juste valeur. Les plus/moins-values résultant des variations de la juste valeur, ainsi que les coupons d'intérêts et les revenus des dividendes sont comptabilisés dans le compte de résultat, au poste "résultat net des opérations de négoce" sur la période pendant laquelle ils sont réalisés.

**Instruments classés à leur juste valeur sur compte de résultat :** Les autres éléments d'actif et de passif comptabilisés pour leur juste valeur sur le compte de résultat



sont désignés comme tels par la Direction, lors de la comptabilisation initiale. Ils sont inscrits au bilan pour leur juste valeur et les plus/moins-values résultant des variations de la juste valeur, ainsi que les coupons d'intérêts et les revenus des dividendes sont comptabilisés dans le compte de résultat, au poste "résultat net des opérations de négoce" sur la période pendant laquelle ils sont réalisés. Les éléments d'actif et de passif financier sont comptabilisés à leur juste valeur, sur le compte de résultat, lors de l'acquisition, dans les cas suivants :

- En cas d'élimination ou de réduction significative du traitement incohérent qui résulterait, autrement, de la mesure de l'actif et du passif ou de la comptabilisation des plus-values et des pertes sur des bases différentes. La comptabilisation à la juste valeur permet d'enregistrer les modifications apportées à la juste valeur de ces actifs dans le compte de résultat avec les variations de valeur des éléments de passif correspondants, atténuant, ainsi, de manière significative l'incohérence qui se produirait si les actifs étaient classés comme Actifs financiers cessibles.
- Si les éléments d'actif et de passif font partie d'un ensemble de postes qui est géré et dont le rendement est évalué sur la base de la juste valeur conformément à une stratégie documentée de gestion du risque ou d'investissement, les informations communiquées par la Direction étant également élaborées sur cette base.
- Si les éléments d'actif et de passif comportent un ou plusieurs instruments dérivés intégrés, qui modifient de manière significative les flux de trésorerie résultant du contrat et qui doivent être comptabilisés séparément.

La juste valeur des éléments d'actif et de passif négociés sur des marchés actifs se fonde, respectivement, sur l'offre actuelle et les prix de l'offre. Si le marché n'est pas actif, le Groupe fixe la juste valeur à l'aide de techniques d'évaluation. Reportez-vous à la note 42(3) (Instruments Financiers : Actif et passif financier comptabilisé à la juste valeur) pour des détails sur les techniques d'évaluation et les données significatives pour les modèles d'évaluation.

#### **Actifs financiers cessibles**

Les titres obligataires et les actions non comptabilisés comme valeurs mobilières, à leur juste valeur, dans le compte de résultat, ou comme investissements détenus jusqu'à la date d'échéance ou en tant que Prêts et créances sont classés comme "Actifs financiers cessibles" et sont inscrits au Bilan à leur juste valeur, incluant les frais de transaction. Les actifs financiers cessibles sont destinés à être détenus pendant une période indéterminée et peuvent être revendus pour couvrir des besoins de liquidités ou des variations de taux d'intérêts, de taux de change ou des prix des actions. Les plus/moins-values résultant des variations dans la juste valeur des investissements classés comme cessibles sont comptabilisées directement dans "autres éléments du résultat global", jusqu'à la vente, la dépréciation ou l'échéance de l'actif financier en question, lorsque la plus/moins-value globale précédemment comptabilisée dans "autres éléments du résultat global" est comptabilisée dans le compte de résultat. Les intérêts calculés par la méthode du taux d'intérêt effectif ainsi que les plus/moins-values sur change de titres obligataires libellés en devises étrangères sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Le Groupe a le droit de transférer un élément d'actif financier du poste « Actifs cessibles » au poste "Prêts et créances" lorsque le poste d'actif en question aurait été conforme à la définition des Prêts et créances lors de sa réaffectation s'il n'avait pas été classé comme actif cessible et lorsqu'il existe l'intention et la possibilité de détenir ledit actif financier pendant un futur proche. La réaffectation d'un élément d'actif financier de la catégorie des "actifs cessibles" à la catégorie des actifs détenus jusqu'à leur date d'échéance est autorisée lorsque le Groupe a la possibilité et l'intention de conserver l'actif en question jusqu'à sa date d'échéance.

Les réaffectations s'effectuent à la juste valeur applicable à la date de réaffectation. La juste valeur devient le nouveau coût ou le coût amorti, selon les cas. Les taux d'intérêts effectifs pour les actifs financiers réaffectés en Prêts et créances et les actifs détenus jusqu'à leur date d'échéance sont fixés à la date de réaffectation. Les plus/moins-values précédemment réalisées sur un élément d'actif transféré comptabilisé dans les fonds propres sont amorties sur le compte de résultat sur la durée de vie restante de l'investissement par la méthode du taux d'intérêt effectif ou jusqu'à la dépréciation de l'actif. Tout écart entre le nouveau coût amorti et les flux de trésorerie prévisionnels est également amorti sur la durée de vie résiduelle de l'actif par la méthode du taux d'intérêt effectif.

Lorsqu'une perte par dépréciation est comptabilisée pour les actifs cessibles transférés, le solde non amorti de toute réserve non cessible restant dans les fonds propres est transféré au compte de résultat et enregistré en tant que partie intégrante de la perte par dépréciation.

#### **(2) Prêts et créances**

Le poste "Prêts et créances" inclut les Prêts et avances en faveur des banques et des clients et les actifs admissibles, y compris ceux transférés dans cette catégorie à partir du compte de résultat dans lequel ils étaient comptabilisés à leur juste valeur ou à partir des Actifs financiers cessibles. Les Prêts et créances sont initialement comptabilisés lorsque les liquidités sont mises à la disposition des emprunteurs, à leur juste valeur incluant les frais de transaction ou, pour les actifs admissibles transférés dans cette catégorie, à leur juste valeur applicable à la date de transfert. Les éléments d'actif financier classés comme Prêts et créances sont comptabilisés à leur coût amorti par la méthode du taux d'intérêt effectif (cf. politique 2d) moins la provision pour dépréciation (cf. politique 2 h).

Le Groupe a conclu des transactions de titrisation ou d'autres transactions similaires pour financer certains prêts et avances en faveur des clients. Lorsque les entités de titrisation sont financées par l'émission de titres obligataires, à des conditions prévoyant que la majorité des risques et des avantages du portefeuille de prêts titrisés reviennent au Groupe, ces prêts et ces avances continuent à être comptabilisés par le Groupe, avec l'enregistrement d'une obligation correspondante relative au financement.

#### **(3) Emprunts**

Les emprunts (qui comprennent les dépôts bancaires, les dépôts des clients, les titres obligataires en émission et le passif subordonné) sont comptabilisés initialement à la juste valeur, à savoir leur valeur d'émission après déduction des frais de transaction. Ces instruments sont ensuite comptabilisés à leur coût amorti par la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actions privilégiées et les autres instruments assortis d'un coupon obligatoire ou qui sont rachetables à une date donnée sont comptabilisés comme passif financier. Le coupon sur ces instruments est comptabilisé sur le compte de résultat, dans les intérêts débiteurs.

Un échange de passifs financiers à des conditions substantiellement différentes est comptabilisé comme extinction de l'obligation financière initiale et l'enregistrement d'une nouvelle obligation. La différence entre le montant comptabilisé d'un élément de passif financier éteint et le montant de la nouvelle obligation financière est comptabilisée dans le compte de résultat avec les coûts et les commissions encourus(e).

Lorsqu'un élément de passif financier est échangé contre un instrument de fonds propres, le nouvel instrument de fonds propres est comptabilisé à la juste valeur et tout écart entre la valeur comptable initiale de la dette et la juste valeur du nouvel instrument de fonds propres est comptabilisé dans le compte de résultat.

#### **(4) Contrats de vente et rachat**

Les titres vendus dans le cadre de contrats de rachat (repos) sont toujours inscrits au bilan lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages sont conservés. Les fonds encaissés dans le cadre de ces contrats sont inclus dans les dépôts bancaires, dépôts de la clientèle ou dans le passif détenu à des fins de transaction. En revanche, les titres achetés dans le cadre de contrats de revente (reverse repos), en vertu desquels le Groupe n'acquiert pas la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété, sont comptabilisés comme Prêts et créances ou valeurs négociables. La différence entre le prix de vente et de rachat est traitée comme intérêt et amortie sur la durée des contrats par la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les transactions de prêt et d'emprunt de titres sont généralement garanties par des titres ou des sommes au comptant avancées ou encaissées. Les titres prêtés à des contreparties sont inscrits au bilan. Les titres empruntés ne sont pas inscrits au bilan, à moins qu'ils ne soient vendus à des tiers, auquel cas l'obligation de les retourner est enregistrée à la juste valeur dans le passif détenu à des fins de transaction. La garantie au comptant fournie ou reçue est considérée comme un prêt ou une créance

ou comme un dépôt par les clients.

#### **f Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture**

Les instruments dérivés sont classés en tant qu'instruments détenus à des fins de transaction, sauf ceux qui sont désignés comme des instruments de couverture efficaces selon l'IAS 39. Tous les instruments dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur. Les produits dérivés sont inscrits au bilan, dans l'actif, lorsque leur juste valeur est positive et dans le passif lorsque leur valeur est négative. Cf. note 42(3) (Financial instruments : Instruments financiers : actif et passif financier comptabilisé à la juste valeur) pour une description détaillée des techniques d'évaluation et des modèles d'évaluation les plus significatifs.

Les variations de la juste valeur des instruments dérivés ne faisant pas partie d'une relation de couverture sont immédiatement comptabilisées dans le compte de résultat.

Les instruments dérivés intégrés dans des instruments financiers sont traités comme des instruments dérivés séparés lorsque leurs caractéristiques économiques et leurs risques ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte et lorsque le contrat hôte n'est pas comptabilisé à sa juste valeur sur le compte de résultat. Ces instruments dérivés intégrés sont évalués à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat.

La méthode de comptabilisation des mouvements de la juste valeur des instruments dérivés dépend du fait qu'ils soient désignés ou non comme instruments de couverture et, dans ce cas, de la nature du poste couvert. La comptabilité de couverture permet de désigner un certain instrument financier - généralement un instrument dérivé tel qu'un swap, en tant que couverture d'un autre instrument financier comme un prêt ou un dépôt ou un portefeuille desdits instruments. Au début de la relation de couverture, un document officiel, expliquant la stratégie de couverture, le poste couvert, l'instrument de couverture et la méthode utilisée pour mesurer l'efficacité de la relation de couverture dans la compensation des variations de la juste valeur ou de la trésorerie du risque couvert. L'efficacité de la relation de couverture est testée au début et pendant toute sa durée et si l'on estime, à n'importe quel moment, qu'elle n'est plus suffisamment efficace en vue de la réalisation de l'objectif poursuivi, la comptabilité de couverture sera interrompue.

##### **(1) Couvertures de la juste valeur**

Les variations de la juste valeur des instruments dérivés désignées et qualifiées comme couvertures de la juste valeur sont enregistrées au compte de résultat, avec les variations de la juste valeur de l'élément d'actif ou de passif couvert attribuables au risque couvert ; ceci s'applique également si l'actif couvert est classé comme un actif cessible. Si la couverture ne remplit plus les critères applicables à la comptabilité de couverture, les variations de la juste valeur imputable au risque couvert ne sont plus inscrites au compte de résultat. L'ajustement cumulé apporté à la valeur comptable du poste couvert est amorti sur le compte de résultat par la méthode du taux d'intérêt effectif jusqu'à l'échéance.

##### **(2) Couvertures des flux de trésorerie**

La fraction efficace des variations de la juste valeur des produits dérivés désignés et admissibles comme couverture de trésorerie est comptabilisée dans les "autres éléments du résultat global" de la réserve de couverture des flux de trésorerie. La plus/moins-valeur relative à la fraction inefficace est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat. Les montants cumulés dans les fonds propres sont réaffectés au compte de résultat sur les exercices pendant lesquels le poste couvert affecte les bénéfices ou les pertes. Lors de l'expiration ou de la vente d'un instrument de couverture, ou lorsqu'une couverture ne correspond plus aux critères de la comptabilité de couverture, les plus/moins-values cumulées dans les fonds propres à ladite date restent dans les fonds propres et sont comptabilisées au compte de résultat lorsque la transaction prévisionnelle est définitivement comptabilisée dans le compte de résultat. Lorsqu'une transaction prévisionnelle n'est plus censée se réaliser, la plus/moins-valeur cumulée comptabilisée dans les fonds propres est immédiatement transférée au compte de résultat.

##### **(3) Couvertures des investissements nets**

Les couvertures des investissements nets réalisés dans des entités étrangères sont comptabilisées de manière similaire à celle des couvertures des flux de trésorerie. Les plus/moins-values réalisées sur l'instrument de couverture concernant la fraction efficace de la couverture sont comptabilisées dans "autres éléments du résultat global", les plus/moins-values relatives à la fraction inefficace étant immédiatement comptabilisées au compte de résultat. Les plus/moins-values cumulées dans les fonds propres sont incluses dans le compte de résultat lors de la cession de l'entité étrangère. Les instruments de couverture utilisés pour la couverture des investissements nets peuvent inclure des éléments de passif non dérivés et des instruments financiers dérivés.

#### **g Compensation**

Les éléments d'actif et passif financier sont compensés et le montant net est comptabilisé dans le bilan s'il existe un droit légalement applicable de compensation et s'il existe l'intention de procéder au règlement net ou à réalisation de l'actif de façon concomitant(e) avec le règlement de l'obligation. La garantie au comptant sur des transactions en produits dérivés cotés en Bourse est présentée en tant que montant brut à moins que les flux de trésorerie relatifs à la garantie ne soient toujours réglés net avec les flux de trésorerie résultant des instruments dérivés. Dans certains cas, même s'il existe un contrat-cadre de compensation, si la Direction n'a pas l'intention de régler sur une base nette les résultats relatifs à l'actif et au passif financier seront inscrits au bilan pour leur montant brut.

#### **h Dépréciation de l'actif financier**

##### **(1) Actifs comptabilisés au coût amorti**

A chaque date de bilan, le Groupe évalue s'il existe, suite à l'occurrence d'un ou plusieurs événements après la date de comptabilisation initiale du poste d'actif financier et avant la date du bilan, une preuve objective de la dépréciation d'un actif ou d'un ensemble d'actifs financier(s).

Si un tel événement a eu un impact sur les futurs flux de trésorerie estimés du poste ou de l'ensemble de postes d'actif financier, on procède à la comptabilisation d'une provision pour dépréciation dont le montant est égal à la différence entre la valeur comptable de l'élément d'actif et la valeur actuelle des futurs flux de trésorerie estimés actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif. Si l'actif a un taux d'intérêt variable, le taux d'escompte utilisé pour mesurer la provision pour dépréciation est le taux d'intérêt effectif en vigueur.

Suite à la comptabilisation d'une perte par dépréciation sur un ou plusieurs élément(s) d'actif financier, les intérêts créditeurs continuent à être comptabilisés sur la base du taux d'intérêt effectif, sur la valeur nette comptable de l'actif après déduction des provisions pour dépréciation. Si, par la suite, le montant de la perte par dépréciation diminue et que cette diminution peut être objectivement reliée à un événement survenu après la comptabilisation de la dépréciation, telle que l'amélioration de la cote de crédit de l'emprunteur, la provision sera réajustée et le montant de la contre-passation sera enregistré dans le compte de résultat.

Les provisions pour dépréciation sont évaluées individuellement pour l'actif financier considéré comme étant significatif individuellement. Ladite évaluation individuelle est principalement utilisée pour le portefeuille de prêts commerciaux du Groupe. Les provisions pour dépréciation pour les portefeuilles de prêts homogènes d'un moindre montant, tels que la plupart des prêts immobiliers résidentiels, des prêts personnels et des soldes de cartes de crédit des portefeuilles au détail du Groupe dans les Divisions Détail et Crédits à la consommation, qui sont en dessous des seuils d'évaluation individuelle, ainsi que pour la couverture des pertes sur prêts qui ont été encourues mais qui n'ont pas été identifiées séparément à la date du bilan, sont déterminées collectivement.

Dans certains cas, le Groupe peut renégocier les termes initiaux d'un prêt accordé à un client, soit dans le cadre de ses relations normales avec le client ou suite à une évolution défavorable de la situation de l'emprunteur. Si le paiement renégocié des intérêts et du capital ne recouvre pas la valeur comptable initiale de l'actif, l'actif en question continue à être comptabilisé comme un impayé et est considéré comme une créance douteuse. Si, en revanche, le paiement renégocié des intérêts et du capital

recouvre la valeur comptable initiale, le prêt n'est plus comptabilisé comme étant impayé ou douteux, à condition que les paiements soient effectués conformément aux conditions renégociées. La renégociation peut entraîner la décomptabilisation du prêt et de la provision et à la comptabilisation d'un nouveau prêt à la juste valeur.

#### ***Radiations***

Un prêt ou une avance est généralement radié(e), en tout ou en partie, par rapport à la provision correspondante lorsque le produit de la réalisation des garanties disponibles a été encaissé ou lorsqu'il n'existe aucune probabilité réaliste de recouvrement et que le montant de la perte a été dûment estimé. Le recouvrement ultérieur des postes radiés vient en déduction des pertes par dépréciation comptabilisées au compte de résultat. Qu'il s'agisse de prêts au détail garantis ou non garantis, la radiation a lieu uniquement après la mise en place de toute une série de processus de recouvrement, ou lorsque l'état du compte indique, selon les politiques en vigueur, que l'octroi d'un délai de grâce n'est plus approprié. Pour les prêts commerciaux, la radiation a lieu en cas de restructuration du prêt contracté par le client, ou si l'actif est sous administration et que les seuls montants susceptibles d'être perçus sont ceux qui ont été estimés par l'administrateur, en cas de cession de l'actif sous-jacent s'il a été décidé qu'aucune autre somme ne sera perçue à titre de règlement ou en présence d'éléments probants provenant de sources externes (par exemple, des évaluations effectuées par des sociétés externes) qui montrent une baisse irréversible des flux de trésorerie prévus.

#### ***Actifs financiers cessibles***

Le Groupe évalue, à chaque date de bilan, l'éventuelle existence d'éléments probants évidents de la dépréciation d'un actif cessible. Outre les critères applicables aux actifs financiers comptabilisés au coût amorti, comme indiqué plus haut, cette évaluation inclut un examen de la situation financière actuelle (y compris de la solvabilité) est des futures perspectives de l'émetteur, en tenant compte des flux de trésorerie prévisionnels et, pour les titres de participation, d'une éventuelle baisse significative et prolongée de la juste valeur de l'actif en-dessous de son coût. En cas de perte par dépréciation, la perte cumulée, mesurée en tant que différence entre le coût d'acquisition (après le remboursement et l'amortissement du capital) et la juste valeur actuelle, moins la perte par dépréciation constatée sur l'actif précédemment comptabilisé, est réaffectée à partir des fonds propres au compte de résultat. Pour les instruments obligataires dépréciés, les pertes par dépréciation sont comptabilisées sur les périodes suivantes lorsqu'un impact négatif ultérieur a été constaté sur la trésorerie prévisionnelle ; la réduction de la juste valeur causée par l'élargissement généralisé des différentiels de crédit ne peut entraîner, à elle toute seule, une ultérieure dépréciation. Si, sur une période suivante, la juste valeur de l'instrument obligataire classé comme cessible augmente et si ladite augmentation peut être objectivement reliée à un événement survenu après la comptabilisation de la perte par dépréciation, un montant égal ou inférieur à la perte par dépréciation initiale est crédité sur le compte de résultat ; toute différence supplémentaire est affectée aux "autres éléments du résultat global". Les pertes par dépréciation comptabilisées, sur le compte de résultat, dans les instruments obligataires ne sont pas contre-passées par le biais du compte de résultat.

#### ***Immobilisations corporelles***

Les immobilisations corporelles (autres que les biens d'investissement) sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé. La valeur du terrain (incluse dans celle des locaux) n'est pas amortie. L'amortissement sur les autres actifs est calculé selon la méthode linéaire en vue de l'affectation de la différence entre le coût et la valeur résiduelle sur la durée de vie de l'immobilisation, comme suit : la période la plus courte entre une période de 50 ans et la période restant à courir du bail pour les locaux en pleine propriété/en location de courte ou longue durée ; la période la plus courte entre une période de 10 ans et, si le renouvellement du bail n'est pas probable, la période restant à courir du bail pour les améliorations locatives ; 10 à 20 ans pour le mobilier et les installations ; et 2 à 8 ans pour les autres équipements et les véhicules à moteur.

La valeur résiduelle et la durée de vie du bien sont réexaminées - et modifiées, si nécessaire - à chaque date de bilan.

Les éléments d'actif sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou un changement de situation laissent supposer que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si la valeur comptable d'un élément d'actif se révèle supérieure à son montant recouvrable, elle fait immédiatement l'objet d'une réduction. Le montant recouvrable et le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif moins les frais de vente et sa valeur d'utilisation.

Les propriétés immobilières comprennent les terrains et les bâtiments en pleine propriété et en location de longue durée détenus soit en vue de la perception d'un loyer ou en vue de la réalisation d'une plus-value en capital ou les deux. Les biens d'investissement sont inscrits au bilan à leur juste valeur, à savoir la valeur normale déterminée selon les orientations publiées par la Royal Institution of Chartered Surveyors. Si cette information n'est pas disponible, le Groupe applique d'autres méthodes d'évaluation telles que des projections des flux de trésorerie actualisés ou les prix récemment observés. Ces évaluations sont revues au moins une fois par an par un expert. Les biens d'investissement restructurés en vue de la poursuite de leur utilisation en tant que tels ou pour lesquels le marché s'est montré moins actif continuent à être mesurés à la juste valeur. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat ne tant que produit d'exploitation net.

#### ***j Baux***

##### ***(1) En qualité de preneur***

Les contrats de location signés par le Groupe sont, en générale, des contrats de location-exploitation. Les loyers des contrats de location-exploitation payables sont enregistrés dans le compte de résultat selon la méthode linéaire, sur la durée du contrat.

En cas de résiliation du contrat de location avant l'expiration de sa durée, les paiements effectués en faveur du bailleur au titre des pénalités sont comptabilisés dans les dépenses sur la période pendant laquelle la résiliation a eu lieu.

##### ***(2) En qualité de bailleur***

Les actifs loués aux clients sont classés dans les actifs financiers si le contrat de location prévoit le transfert en faveur du preneur de la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété, mais non pas nécessairement du titre de propriété légal. Tous les autres contrats de location sont considérés comme des contrats de location-exploitation. Lorsque les actifs font l'objet d'un contrat de leasing financier, la valeur actuelle des loyers perçus, ainsi que la valeur résiduelle non garantie, sont comptabilisées, après déduction des provisions, dans "Prêts et avances en faveur des banques et des clients". La différence entre la créance brute et sa valeur actuelle est comptabilisée comme revenu de location financière constaté d'avance. Le revenu des locations financières est comptabilisé dans les intérêts créditeurs sur toute la durée de la location, par la méthode de l'investissement net (avant impôt) de manière à fournir un taux de rendement constant sur l'investissement net relatif aux contrats de location. Les valeurs résiduelles non garanties sont régulièrement vérifiées pour détecter une éventuelle dépréciation.

L'actif faisant l'objet de contrats de location-exploitation est inclus dans les immobilisations corporelles, au coût, et amorti sur sa durée de vie, à savoir la durée de vie du contrat de location, après prise en compte des valeurs résiduelles prévisionnelles. Le revenu locatif de la location-exploitation est comptabilisé de manière linéaire sur la durée de vie du contrat de location.

Le Groupe évalue les accords ne concernant pas la location, tels que les contrats d'externalisation ou autres contrats similaires, pour déterminer s'ils contiennent une composante locative, qui est ensuite comptabilisée séparément.

#### ***k Avantages sociaux***

Les avantages sociaux à court terme, tels que les salaires, les congés payés, les primes au comptant basées sur les performances et les cotisations sociales sont comptabilisés sur la période de service de l'employé.

#### ***Rémunération en actions***

Le Groupe Lloyds Banking gère un certain nombre de plans de rémunération en actions réglées en instruments de capitaux propres, destinés à rémunérer les services rendus par certains salariés. La valeur des services rendus par les salariés en échange de ladite rémunération en actions faisant l'objet de ces plans est comptabilisée dans les dépenses pendant la période d'acquisition des instruments, avec une augmentation correspondante enregistrée dans les fonds propres. Cette dépense est déterminée par rapport à la juste valeur du nombre d'instruments de fonds propres dont l'acquisition est prévue. La juste valeur des instruments de fonds propres alloués se fonde sur les prix de marché, si disponibles, en vigueur à la date d'allocation. En l'absence des prix de marché, la juste valeur des instruments à la date d'allocation est estimée à l'aide d'une technique d'évaluation adéquate, telle que le modèle de calcul du prix des options de Black-Scholes ou la simulation Monte Carlo. La détermination de la juste valeur ne prend pas en compte l'impact des conditions d'acquisition étrangères au marché, qui sont incluses dans les hypothèses adoptées pour l'estimation du nombre d'options qui pourraient être acquises. Cette estimation est réexaminée et modifiée, si nécessaire, à chaque date de bilan. Les modifications de l'estimation initiale sont comptabilisées dans le compte de résultat avec un ajustement correspondant des fonds propres. L'annulation, par les salariés, de leur participation aux plans d'épargne d'entreprise [Save As You Earn] du Groupe est traitée comme une condition de non-acquisition et le Groupe comptabilise, sur l'exercice pendant lequel a eu lieu l'annulation, le montant de la dépense qui aurait été comptabilisée, autrement, sur la période d'acquisition restant à courir. Les modifications sont évaluées à la date de modification, tandis que l'augmentation des charges est enregistrée sur le compte de résultat.

### **I Imposition**

L'impôt sur le revenu courant payable sur les bénéfices imposables est comptabilisé dans les dépenses sur la période pendant laquelle les bénéfices sont générés.

Le Groupe provisionne le passif fiscal potentiel pouvant résulter des montants dus à l'administration fiscale, notamment suite à une interprétation et à une application différente de la législation fiscale par HMRC. En fonction de leur complexité, les provisions se fondent sur l'interprétation de la législation fiscale formulée par la Direction, sur les précédents, les orientations et sur l'avis de conseils fiscaux externes. La provision constitue l'estimation la plus proche du montant qui pourrait être requis pour régler une certaine obligation, en tenant compte de l'avis de la Direction concernant les risques et les incertitudes applicables.

L'impôt différé est entièrement provisionné, par la méthode du passif fiscal, sur la base des écarts temporaires entre la base imposable des éléments d'actif et de passif et leurs valeurs comptables figurant dans les états financiers consolidés. Cependant, l'impôt différé n'est pas comptabilisé s'il résulte de la comptabilisation initiale d'un élément d'actif ou de passif dans le cadre d'une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui n'affecte, à la date de la transaction, ni le bénéfice imposable ou les pertes. L'impôt différé est déterminé en appliquant le taux adopté ou substantiellement adopté à la date du bilan et qui devrait s'appliquer lorsque l'actif d'impôt différé est réalisé ou le passif d'impôt différé est réglé.

L'actif d'impôt différé est comptabilisé lorsqu'il est probable qu'il y aura un futur bénéfice imposable par rapport auquel les différences temporelles pourront être utilisées. L'impôt sur le revenu payable sur les bénéfices est comptabilisé dans les dépenses sur la période pendant laquelle le bénéfice a été généré. Les effets fiscaux des pertes disponibles pour le report sont comptabilisés dans l'actif lorsqu'il est probable qu'il y aura un futur bénéfice imposable par rapport auquel ces pertes pourront être utilisées. Les impôts différés et à court terme relatifs aux plus/moins-values réalisées sur la réévaluation de la juste valeur des investissements cessibles et des couvertures des flux de trésorerie, lorsque ces plus/moins-values sont comptabilisées dans "autres éléments du résultat global", sont également comptabilisés dans "autres éléments du résultat global". Cet impôt est ensuite transféré au compte de résultat avec la plus/moins-value.

L'actif et le passif d'impôt différé et courant sont compensés, lorsqu'ils sont encourus, dans la même catégorie de reporting fiscal lorsque le droit de compensation est légalement établi en cas de règlement sur base nette ou de réalisation de l'actif concomitante avec le règlement du passif.

### **m Conversion de devises**

Les postes inscrits dans les états financiers de chaque entité du Groupe sont évalués à l'aide de la devise de fonctionnement de l'entité utilisée dans son environnement économique principal (la "devise de fonctionnement"). Les états financiers consolidés sont présentés en livres sterling, à savoir la devise fonctionnelle et de présentation de la Société. Les transactions en devises étrangères sont converties dans la devise de fonctionnement adéquate en appliquant les taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les plus/moins-values de conversion de devises résultant du règlement de ces transactions et de la conversion, au taux en vigueur à la fin de l'exercice, de l'actif et du passif monétaire libellé en devises étrangères sont comptabilisées dans le compte de résultat, à moins qu'elles ne soient enregistrées dans "autres éléments du résultat global" en tant que flux de trésorerie admissibles ou couverture des investissements nets. Les actifs non monétaires mesurés à leur juste valeur sont convertis au taux de change en vigueur à la date de détermination de la juste valeur. Les écarts de conversion des fonds propres et autres éléments non monétaires similaires comptabilisés à leur juste valeur dans le compte de résultat sont inscrits au compte de résultat dans les plus/moins-values de la juste valeur. Les écarts de conversion sur l'actif financier non monétaire cessible, tels que les participations, sont inclus dans la réserve de juste valeur des fonds propres sauf si l'actif en question fait l'objet d'une couverture de la juste valeur.

Les résultats et la situation financière de toutes les entités du Groupe dotées d'une devise de fonctionnement différente de la devise de présentation sont convertis dans la devise de présentation comme suit: l'actif et le passif des activités menées à l'étranger, y compris les ajustements du goodwill et de la juste valeur résultant de l'acquisition d'une entité étrangère, sont convertis en livres sterling au taux de change en vigueur à la date du bilan, et les recettes et les dépenses des activités menées à l'étranger sont converties en livres sterling à des taux de change moyens, à moins que ceux-ci ne soient proches des taux de change en vigueur à la date des transactions, auquel cas les recettes et les dépenses sont converties aux dates de réalisation des transactions.

Les écarts de conversion des activités menées à l'étranger, résultant de la conversion d'une activité menée à l'étranger sont comptabilisées dans "autres éléments du résultat global" et cumulées dans une composante séparée des fonds propres avec les écarts de conversion résultant de la conversion des emprunts et autres instruments en devises désignés en tant que couverture desdits investissements (cf. f(3) ci-dessus). Lors de la cession ou de la liquidation d'une activité étrangère, le montant global des écarts de conversion relatifs à ladite activité est réaffecté à partir des fonds propres et pris en compte dans la détermination des bénéfices ou des pertes résultant de la cession ou de la liquidation.

### **n Provisions et passif éventuel**

Des provisions sont comptabilisées au titre des obligations présentes résultant d'événements passés, lorsqu'il est probable que des sorties de ressources seront nécessaires pour régler lesdites obligations et que le montant desdites ressources peut être estimé.

Le passif éventuel est représenté par des obligations potentielles dont l'existence dépend de l'issue de certains futurs événements ou desdites obligations présentes lorsque les sorties de ressources sont incertaines ou ne peuvent pas être mesurées de manière fiable. Bien que n'étant pas présenté dans les états financiers, le passif éventuel fait l'objet d'une publication, à moins qu'il ne se réfère à une date éloignée.

Une provision est constituée au titre des engagements de prêt irrévocables non utilisés, si l'utilisation de la facilité est probable et donnera lieu à la comptabilisation d'un actif à un montant inférieur au montant avancé.

### **o Capital**

Les coûts marginaux directement imputables à l'émission de nouvelles actions ou options ou à l'acquisition d'une activité sont comptabilisés dans les fonds propres en déduction du produit, après impôt. Les dividendes payés sur les actions ordinaires du Groupe sont comptabilisés en déduction des fonds propres sur la période pendant laquelle ils sont versés.

### **p Trésorerie et équivalents de trésorerie**

Aux fins de l'état des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent la trésorerie et les soldes non obligatoires détenus auprès des banques centrales et les montants dus par des banques à une échéance inférieure à trois mois.

#### q Investissements dans des filiales

Les investissements dans des filiales sont effectués au coût historique, moins les provisions pour dépréciation.

### 3 Estimations comptables déterminantes et jugements

La préparation des états financiers selon les normes IFRS requiert, de la part de la Direction, la formulation de jugements, estimations et hypothèses dans l'application des politiques comptables, qui affectent les montants déclarés de l'actif, du passif, des recettes et des dépenses. Compte tenu de l'incertitude inhérente à la formulation des estimations, les résultats déclarés sur les exercices ultérieurs peuvent se fonder sur des montants qui diffèrent des estimations. Les estimations, jugements et hypothèses sont régulièrement évalués et se fondent sur l'historique et d'autres facteurs, dont la prévision de futurs événements potentiellement plausibles compte tenu des circonstances.

Les jugements significatifs formulés par la Direction dans l'application des politiques comptables du Groupe et les sources essentielles de l'incertitude inhérente aux estimations relatives aux présents états financiers, qui sont jugés globalement essentiels pour les résultats et la situation financière du Groupe, sont les suivants.

- Provision pour pertes par dépréciation sur prêts et créances (note 18)
- Recouvrabilité de l'actif d'impôt différé (note 30)
- Provision pour assurance de protection des paiements et autres provisions réglementaires (note 31) ; et
- Juste valeur des instruments financiers (note 42).

### 4 Analyse par segments

L'IFRS 8 « Segments Opérationnels » exige le reporting d'informations financières et descriptives concernant les segments opérationnels, se fondant sur les modalités de reporting et d'évaluation internes. Le responsable principal des décisions en matière d'exploitation est le Comité Exécutif du Groupe de Lloyds Banking Group. Le Groupe Bank of Scotland est géré par entité et non pas par segment. Le Comité Exécutif du Groupe n'évalue pas les performances du Groupe Bank of Scotland et alloue les ressources aux différents segments : par conséquent, les présents états ne contiennent aucune information par segment. Une brève description des sources de revenus du Groupe est fournie dans la description de l'Activité. La société mère ultime Lloyds Banking Group plc, produit des comptes consolidés qui définissent la base des segments utilisée pour la gestion des performances et l'allocation des ressources pour le Groupe Lloyds Banking.

Suite à la réduction des activités du Groupe hors Royaume Uni, l'analyse entre les activités menées au Royaume Uni et celles menées à l'étranger n'est plus fournie.

### 5 Intérêts créditeurs nets

	Moyenne pondérée du taux d'intérêt effectif			
	2016 %	2015 %	2016 £m	2015 £m
Intérêts et revenus similaires				
Intérêts à recevoir sur prêts et créances	3,09	3,13	9 775	10 441
<b>Actifs financiers cessibles</b>	0,94	1,68	35	79
Total intérêts et revenus similaires	3,06	3,11	9 810	10 520
Intérêts et dépenses similaires				
Dépôts de banques et dépôts de clients	1,21	1,26	-3 151	-3 448
Titres obligataires en émission	0,62	0,84	-110	-166
<b>Passif subordonné</b>	3,05	3,10	-219	-238
Intérêts et dépenses similaires	1,22	1,28	-3 480	-3 852
Intérêts créditeurs nets			6 330	6 668

Sont inclus dans les Intérêts créditeurs et autres revenus similaires, £117 millions (2015 : £125 millions) d'actifs financiers dépréciés. Les intérêts créditeurs nets incluent une créance de £232 millions (2015 : £554 millions) qui a été transférée à partir de la réserve de couverture des flux de trésorerie (cf. note 35).

### 6 Revenu net des redevances et commissions

Revenus des redevances et commissions	2016 £m	2015 £m
Comptes courants	231	242
Commissions sur cartes de débit et de crédit	229	233
Autres	306	310
Revenu net des redevances et commissions	766	785
Revenus des redevances et commissions	-357	-320
Revenu net des redevances et commissions	409	465

Les redevances et commissions faisant partie intégrante du taux d'intérêt effectif font partie du produit net d'intérêts créditeurs figurant à la note 5. Les redevances et commissions relatives aux instruments comptabilisés à leur juste valeur dans le compte de résultat sont incluses dans le produit net des opérations de négoce figurant à la note 7.

### 7 Revenu net généré par des transactions

	2016 £m	2015 £m
Plus – values sur conversion de devises	125	58
Plus – values sur négociation de devises		5320
Total opérations de change		

Plus – valeurs sur biens immobiliers (note 23)		
Plus (moins) – valeurs sur titres et autres plus – (moins) values (cf. ci-dessous)		
Revenu net des transactions		

Plus (moins) – valeurs sur titres et autres plus – (moins) values résultant de l'actif et du passif détenu à sa juste valeur, sur compte de résultat, à des fins de transaction, comme suit :

	2016 £m	2015 £m
Recettes (dépenses) nettes résultant d'actifs inscrits à leur juste valeur sur compte de résultat :	-	18
Titres obligataires, prêts et avances	-	157
Actions participatives	-	175
Produit net total résultant des actifs comptabilisés à leur juste valeur sur le compte d résultat	-1	-
Produit net total résultant du passif comptabilisés à sa juste valeur sur le compte de résultat	-1	175
Produit (perte) net(te) total(e) résultant des actifs et du passif comptabilisés à leur juste valeur sur le compte de résultat	32	-197
Plus (moins) – valeurs sur titres et autres plus – (moins) values	31	-22

#### 8 Autre revenu d'exploitation

	2016 £m	2015 £m
Produit des contrats de location-exploitation	24	24
Revenu locatif généré par des biens d'investissement (note 23)	3	5
Plus-values réalisées sur la cession d'actifs financiers cessibles (note 35)	71	37
Part des résultats de joint-ventures et sociétés associées	-1	-3
Gestion du passif	112	-
Autres	116	-4
Total autres produits d'exploitation	325	59

En 2016, une plus-value de £112 millions a été générée par la restructuration d'instruments de capital au sein du Groupe Lloyds Banking.

#### 9 Frais d'exploitation

	2016 £m	2015 £m
Frais de personnel		
Salaires	1 142	1 171
Charges sociales	120	121
Pensions et autres prestations post-retraite	221	211
Frais de restructuration	8	-
Autres frais de personnel	10	20
	1 501	1 523
Locaux et équipements :		
Loyers et charges	159	155
Réparation et maintenance	15	14
Autres	22	91
	196	260
Autres frais		
Communications et traitement de données	150	164
Frais de publicité et de promotion	50	67
Frais et honoraires de conseil	4	14
Autres	945	816
	1 149	1 061
Amortissement :		
Amortissement d'immobilisations corporelles (note 23)	143	150
Amortissement d'autres actifs incorporels (note 22)	29	24
	172	174
Total frais d'exploitation, sauf provisions réglementaires	3 018	3 018
Provisions réglementaires :		
Assurance de protection des paiements (note 31)	266	1 102
Autres provisions réglementaires (note 31)	369	319
	635	1 421
Total frais d'exploitation	3 653	4 439

L'effectif moyen de l'exercice s'est élevé à :

	2016	2015
UK	35 350	35 982

Etranger	402	369
Total	35 752	36 351

*1 La majorité du personnel du Groupe est employée par la société mère, HBOS plc.*

#### Frais et honoraires des commissaires aux comptes

	2016 £m	2015 £m
Frais dus pour l'audit du rapport annuel de la Banque pour l'exercice en cours	1,5	1,1
Frais dus pour d'autres services :		
Audit des filiales de la Banque selon la législation	0,7	0,7
Autres services fournis selon la législation	0,2	
Total des frais et honoraires dus aux commissaires aux comptes de la Banque par le Groupe	2,4	2,1

#### 10 Dépréciation

	2016 £m	2015 £m
Pertes par dépréciation sur prêts et créances		
Prêts et avances aux clients	216	217
Titres obligataires comptabilisés dans « prêts et créances »	–	-2
Total pertes par dépréciation sur prêts et créances (note 18)	216	215
Dépréciation d'actifs financiers cessibles	–	4
Autres provisions pour risque de crédit	-10	-26
Dépréciation totale comptabilisée sur compte de résultat	206	193

Aucune provision pour dépréciation n'a été constituée pour les montants dus par les entités apparentées du Groupe Lloyds Banking.

#### 11 Imposition

##### a Analyse de la charge fiscale de l'exercice

	2016 £m	2015 £m
Impôt sur les sociétés au Royaume Uni :		
Impôt à court terme sur le bénéfice de l'exercice	-726	-284
Ajustements par rapport aux exercices précédents	-344	-48
	-1 070	-322
Impôt étranger		
Impôt à court terme sur le bénéfice de l'exercice	-12	-16
Ajustements par rapport aux exercices précédents	13	-2
Impôt étranger		
Impôt à court terme sur le bénéfice de l'exercice	-12	-16
Ajustements par rapport aux exercices précédents	13	-2
	1	-18
Charge d'impôt à court terme	-1 069	350
Impôt différé (note 30)		
Création et annulation d'écarts temporaires	-324	-399
Suite à la modification de la loi britannique relative à l'impôt sur les sociétés	-75	18
Ajustements par rapport aux exercices précédents	311	2
	-88	-379
Charge fiscale	-1 157	-729

La charge fiscale de l'exercice 2016 a été calculée selon un taux d'imposition des sociétés de 20% (2015 : 20.25%).

##### b Facteurs affectant la charge fiscale de l'exercice

Un rapprochement de la charge qui résulterait de l'application du taux normal d'impôt sur les sociétés applicable au Royaume Uni au bénéfice avant impôt avec la charge fiscale réelle de l'exercice figure ci-dessous :

	2016 £m	2015 £m
Bénéfice avant impôt	3 395	2 653
La charge fiscale a été calculée selon un taux d'imposition des sociétés britannique de 20% (2015 : 20.25 %)	-679	-537
Facteurs affectant la charge		
Effet de la majoration bancaire	-303	–
Impact de la modification du taux d'imposition des sociétés au Royaume Uni	-75	18
Postes non admissibles	-116	-190
Postes non imposables	6	4

Différences par rapport aux taux d'imposition applicables à l'étranger	-1	-5
Plus-values exonérées	18	31
Pertes fiscales non précédemment comptabilisées	11	–
Ajustements par rapport aux exercices précédents	-20	-48
Effet des pertes ou des gains réalisés dans des joint-ventures ou des sociétés associées	–	-1
Autres éléments	2	-1
Charge fiscale sur les gains réalisés dans des joint-ventures	-1 157	-729

Le Finance (No. 2) Act 2015 a introduit des restrictions sur la déductibilité fiscale des provisions pour frais de gestion encourus après le 8 juillet 2015. Cela a donné lieu à la comptabilisation d'une charge fiscale supplémentaire de 87 millions £ (2015 £151 millions).

Le Finance (No. 2) Act 2015 a introduit une majoration supplémentaire de 8% sur les bénéfices des activités bancaires à compter du 1er janvier 2016.

La modification de l'impôt sur les sociétés a donné lieu à une réduction de £75 millions de l'actif d'impôt différé net du Groupe au 31 décembre 2016, qui a été inscrite au compte de résultat.

## 12 Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Actif détenu à des fins de transaction	943	4 230	943	4 230
Autre actif financier comptabilisé à sa juste valeur sur compte de résultat	119	226	6	5
Total	1 062	4 456	949	4 235

Ces actifs comprennent :

	Groupe				Banque			
	2016		2015		2016		2015	
	Actif détenu à des fins de transaction £m	Autre actif financier comptabilisé à sa juste valeur sur compte de résultat £m	Actif détenu à des fins de transaction £m	Autre actif financier comptabilisé à sa juste valeur sur compte de résultat £m	Actif détenu à des fins de transaction £m	Autre actif financier comptabilisé à sa juste valeur sur compte de résultat £m	Actif détenu à des fins de transaction £m	Autre actif financier comptabilisé à sa juste valeur sur compte de résultat £m
Prêts et avances aux clients	943	–	4 230	–	943	–	4 230	–
Actions participatives	–	119	–	226	–	6	–	5
Total	943	119	4 230	226	943	6	4 230	5

Pour les montants ci-dessus faisant l'objet de contrats de rachat et de mise en pension, cf. note 45.

## 13 Instruments financiers dérivés

Les justes valeurs sont des valeurs notionnelles des instruments dérivés, telle que figurant au tableau ci-dessous :

Groupe	2016			2015		
	Montant contractuel / notionnel £m	Actif à la juste valeur £m	Passif à la juste valeur £m	Montant notionnel/ contractuel £m	Actif à la juste valeur £m	Passif à la juste valeur £m
Négociation						
Contrats de taux de devises						
Spot, à terme et futures	1 201	145	20	2 141	35	23
Swaps de devises	46 121	1 181	1 063	48 726	1 172	885
Options achetées	165	11	–	215	12	–
Options souscrites	208	–	9	251	–	12
	47 695	1 337	1 092	51 333	1 219	920
Contrats de taux de devises :						
Swaps de taux d'intérêt	199 031	7 880	8 730	237 242	8 415	8 672
Contrats à terme	5 159	–	1	39 112	11	14
Options achetées	3 213	747	–	6 180	691	–
Options souscrites	3 839	–	868	7 590	–	782
Futures	5 959	–	–	22 451	–	–
	217 201	8 627	9 599	312 575	9 117	9 468
Dérivés de crédit	712	–	10	541	–	11
Contrats de fonds propres et autres contrats	276	387	360	474	382	372
Total actif/passif dérivé détenu à des fins de transaction	265 884	10 351	11 061	364 923	10 718	10 771
Couverture						
Instruments dérivés désignés comme couverture de la juste valeur						
Swaps de taux d'intérêt	19 771	2 690	690	21 352	2 804	686
Swaps de devises	11	–	–	469	19	11
	19 782	2 690	690	21 821	2 823	697



Instruments dérivés désignés comme couverture de la juste valeur	–	–	–			
Swaps de taux d'intérêt	39 525	1 623	1 974	44 922	1 385	1 861
Futures	2 817	–	–	7 487	–	–
	42 342	1 623	1 974	52 409	1 385	1 861
Total actif/passif dérivé détenu à des fins de transaction	62 124	4 313	2 664	74 230	4 208	2 558
Total actif/passif dérivé comptabilisé	328 008	14 664	13 725	439 153	14 926	13 329

Le montant notionnel du contrat ne représente pas l'exposition réelle du Groupe au risque de crédit qui se limite au coût actuel du remplacement des contrats par une valeur positive pour le Groupe en cas de défaut de la contrepartie. Afin de réduire le risque de crédit, le Groupe emploie toute une série de techniques d'amélioration telles que la compensation et la collatéralisation, qui permet de fournir une garantie contre ce risque. (Cf. note 45 Risque de crédit).

Le Groupe détient des instruments dérivés dans le cadre des stratégies suivantes :

- Stratégie centrée sur le client : les instruments dérivés sont détenus dans le cadre de la fourniture aux Clients du Groupe de produits de gestion du risque ;
- En vue de la gestion et de la couverture du risque de taux d'intérêt et de change du Groupe résultant de l'activité bancaire courante. La stratégie de comptabilité de couverture adoptée par le Groupe consiste à associer des approches basées sur la juste valeur et des approches basées sur la couverture des flux de trésorerie telles que décrites à la note 45.

Les principaux instruments dérivés utilisés par le Groupe sont les suivants :

- Les taux d'intérêts liés aux contrats comprennent les swaps de taux d'intérêt, les contrats à terme et les options. Un swap de taux d'intérêt est un contrat conclu entre deux parties en vue de l'échange de paiements à taux fixe et à taux variable, sur la base de taux d'intérêt définis dans le contrat, sans échange de montants en capital sous-jacents. Les contrats à terme sont des contrats relatifs au paiement des écarts entre un taux d'intérêt spécifique et un taux de référence, appliqué à un montant en capital nominal à une certaine date, dans le futur. Une option de taux d'intérêt offre à l'acheteur, contre paiement d'une prime, le droit (sans aucune obligation) de fixer le taux d'intérêt sur un futur prêt ou dépôt, pendant une certaine période, à partir d'une future date expressément fixée.
- Les contrats de taux de change incluent les contrats à terme en devises étrangères, les swaps de devises étrangères et les options. Un contrat à terme en devises étrangères concerne l'achat ou la vente d'un certain montant de devises étrangères à une date future préalablement fixée, à un taux préétabli. Les swaps de devises impliquent, généralement, l'échange d'obligations de paiement d'intérêts libellées dans différentes devises ; l'échange du montant en capital peut être fictif ou réel. Une option en devises, offre à l'acheteur, contre paiement d'une prime, le droit (sans aucune obligation) de vendre certains montants de devises à des taux de change préétablis, avant une certaine date à venir.
- Les dérivés de crédit, à savoir principalement des contrats d'échange sur défaut, sont utilisés par le Groupe dans le cadre de son activité de négociation en pour la gestion de son propre risque de crédit. Un contrat d'échange sur défaut est un swap dans le cadre duquel l'une des contreparties reçoit une prime, à une fréquence préétablie, en échange de la garantie d'effectuer un certain paiement en cas d'occurrence d'un certain événement négatif en termes de crédit. Le Groupe utilise ce type de contrat, associé à un financement externe, également pour garantir des prêts accordés aux entreprises et par la division Banque Commerciale d'un montant de £455 millions (2014 : £611 millions).
- Les dérivés d'actions sont également utilisés par le Groupe dans le cadre de son activité de fourniture de produits en actions au détail, afin d'éliminer l'exposition du groupe aux fluctuations de différents indices boursiers internationaux. L'achat d'options sur actions liées aux indices donne au Groupe le droit, sans aucune obligation, d'acheter ou vendre un certain nombre d'obligations ou un ensemble d'obligations, sous la forme d'indices publiés avant une certaine date à venir.

#### Flux de trésorerie couverts

Concernant les couvertures des flux de trésorerie, le tableau suivant indique les dates d'occurrence prévues des Flux de trésorerie couverts de la Banque et leur impact prévu sur le résultat.

2016	0-1 ans £m	1-2 ans £m	2-3 ans £m	3-4 ans £m	4-5 ans £m	5-10 ans £m	10-20 ans £m	Plus de 20 ans £m	Total £m
Flux de trésorerie couverts prévisionnels qui sont censés se réaliser									
Flux de trésorerie entrants prévisionnels	32	40	84	89	93	404	163	12	917
Flux de trésorerie sortants prévisionnels	4	-5	-21	-19	-22	-136	-126	-3	-336
Flux de trésorerie couverts prévisionnels qui sont censés se réaliser									
Flux de trésorerie entrants prévisionnels	45	44	87	92	96	385	157	11	917
Flux de trésorerie sortants prévisionnels	-8	-6	-23	-21	-22	-138	-115	-3	-336

  

2015	0-1 ans £m	1-2 ans £m	2-3 ans £m	3-4 ans £m	4-5 ans £m	5-10 ans £m	10-20 ans £m	Plus de 20 ans £m	Total £m
Flux de trésorerie couverts prévisionnels attendus :									
Flux de trésorerie entrants prévisionnels	60	54	106	121	144	672	174	18	1 349
Flux de trésorerie sortants prévisionnels	–	-10	-36	-44	-45	-197	-210	-6	-548
Flux de trésorerie couverts prévisionnels qui sont censés se réaliser									
Flux de trésorerie entrants prévisionnels	73	64	109	126	147	643	170	17	1 349
Flux de trésorerie sortants prévisionnels	–	-25	-40	-45	-46	-195	-193	-4	-548

En 2015 ou en 2016, aucune transaction n'a fait l'objet d'une cessation de la comptabilisation de la couverture des flux de trésorerie en raison de la probable non-réalisation de flux de trésorerie considérés, jusque-là, comme hautement probables.

Banque	2016			2015		
	Montant contractuel / notionnel £m	Juste valeur assets £m	Passif comptabilisé à sa juste valeur £m	Actifs à la juste valeur £m	Passif comptabilisé à sa juste valeur £m	Passif comptabilisé à sa juste valeur £m
Négociation						
Contrats de taux de devises						
Spot, à terme et futures	571	23	20	520	6	16
Swaps de devises	45 868	927	1 063	48 715	1 162	885
Options achetées	165	11	–	215	12	–

Options souscrites	208	–	9	251	–	12
	46 812	961	1 092	49 701	1 180	913
Contrats de taux d'intérêt :						
Swaps de taux d'intérêt	199 031	7 880	8 710	237 242	8 414	8 653
Contrats de taux à terme	5 159	–	1	39 112	11	14
Options achetées	3 213	747	–	6 180	691	–
Options souscrites	3 839	–	868	7 590	–	782
Futures	5 959	–	–	22 451	–	–
	217 201	8 627	9 579	312 575	9 116	9 449
Dérivés de crédit	712	–	10	541	–	11
Contrats de fonds propres et autres contrats	226	23	16	425	35	45
Total actif/passif dérivé détenu à des fins de transaction	264 951	9 611	10 697	363 242	10 331	10 418
Couverture						
Instruments dérivés désignés comme couverture de la juste valeur						
Swaps de taux d'intérêt	19 771	2 690	690	21 352	2 804	686
Swaps de devises	11	–	–	469	19	11
	19 782	2 690	690	21 821	2 823	697
Dérivés désignés comme couverture de la juste valeur						
Swaps de taux d'intérêt	39 525	1 623	1 974	44 922	1 385	1 861
Futures	2 817	–	–	7 487	–	–
	42 342	1 623	1 974	52 409	1 385	1 861
Total actif/passif dérivé détenu à des fins de transaction	62 124	4 313	2 664	74 230	4 208	2 558
Total actif/passif dérivé comptabilisé	327 008	13 924	13 361	437 472	14 539	12 976

**Flux de trésorerie couverts**

Le tableau ci-dessous indique, pour les couvertures de flux de trésorerie désignées, à quelle date lesdits flux de trésorerie sont censés se réaliser et à quelle date ils vont avoir un effet sur le résultat.

2016	0-1 ans £m	1-2 ans £m	2-3 ans £m	3-4 ans £m	4-5 ans £m	5-10 ans £m	10-20 ans £m	Plus de 20 ans £m	Total £m
Flux de trésorerie couverts prévisionnels censés se réaliser									
Flux de trésorerie entrants prévisionnels	32	40	84	89	93	404	163	12	917
Flux de trésorerie sortants prévisionnels	-4	-5	-21	-19	-22	-136	-126	-3	-336
Les flux de trésorerie couverts prévisionnels affectent le compte de résultat									
Flux de trésorerie entrants prévisionnels	45	44	87	92	96	385	157	11	917
Flux de trésorerie sortants prévisionnels	-8	-6	-23	-21	-22	-138	-115	-3	-336

2015	0-1 ans £m	1-2 ans £m	2-3 ans £m	3-4 ans £m	4-5 ans £m	5-10 ans £m	10-20 ans £m	Plus de 20 ans £m	Total £m
Flux de trésorerie couverts prévisionnels censés se réaliser									
Flux de trésorerie entrants prévisionnels	60	54	106	121	144	672	174	18	1 349
Flux de trésorerie sortants prévisionnels	–	-10	-36	-44	-45	-197	-210	-6	-548
Les flux de trésorerie couverts prévisionnels affectent le compte de résultat									
Flux de trésorerie entrants prévisionnels	73	64	109	126	147	643	170	17	1 349
Flux de trésorerie sortants prévisionnels	–	-25	-40	-45	-46	-195	-193	-4	-548

En 2015 ou en 2016, aucune transaction n'a fait l'objet d'une cessation de la comptabilisation de la couverture des flux de trésorerie en raison de la très probable non-réalisation des flux de trésorerie considérés, jusque-là, comme hautement probables.

**14 Prêts et avances aux banques**

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Prêts aux banques	562	259	527	239
Placements effectués sur le marché monétaire auprès des banques	554	410	495	364
Total prêts et avances aux banques	1 116	669	1 022	603

Aucune provision pour prêts douteux n'a été constituée pour les expositions en cours au 31 décembre 2015 ou au 31 décembre 2016

Au 31 décembre 2016, £445 millions (2015 : £305 millions) de prêts et avances aux banques pour le Groupe et £445 millions (2015 : £305 millions) pour la Banque avaient une échéance résiduelle supérieure à 1 an.

Pour les montants mentionnés ci-dessus qui sont soumis à des contrats de mise en pension, cf. note 42.

**15 Prêts et avances aux clients**

	Groupe	Banque
--	--------	--------

	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Agriculture, forêts et pêche	616	596	616	596
Alimentation en eau et en énergie	207	237	207	237
Fabrication	344	624	344	624
Bâtiment	1 380	1 570	1 380	1 570
Transport, distribution et hôtels	2 942	3 227	2 942	3 227
Postes et télécommunications	242	217	242	217
Sociétés immobilières	6 534	7 107	6 637	7 251
Services financiers, commerciaux et autres services	2 601	3 392	2 599	3 388
Personnel				
Prêts immobiliers	245 327	245 900	238 599	238 387
Autres	10 667	10 191	10 645	10 137
Leasing financier	342	546	–	1
Location-achat	82	40	82	40
Total prêts et avances aux clients avant provision pour pertes par dépréciation	271 284	273 647	264 293	265 675
Provision pour pertes par dépréciation (note 18)	-2 385	-2 810	-2 171	-2 624
Total prêts et avances aux clients	268 899	270 837	262 122	263 051

Au 31 décembre 2016 £253,796 millions (2015 : £225,034 million) de prêts et avances aux clients, pour le Groupe, et £247,387 millions (2015 : £247,506 millions) pour la Banque avaient une échéance résiduelle supérieure à 1 an.

Pour les montants mentionnés ci-dessus qui sont soumis à des contrats de mise en pension, cf. note 42.

Les prêts et avances aux clients incluent les créances financières et locatives, que l'on peut analyser comme suit :

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Investissement brut dans des contrats de leasing financier, réalisable	93	115	–	1
À 1 an maximum				
A plus d'1 an et moins de 5 ans				
A plus de 5 ans	169	270	–	–
	200	363	–	–
Futur produit financier non réalisé sur leasing financier	462	748	–	1
Loyers reçus d'avance	-110	-192	–	–
Investissement net dans des contrats de leasing financier	-10	-10	–	–
	342	546	–	1

L'investissement net dans le leasing financier représente des montants recouvrables comme suit :

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
À 1 an maximum	66	70	–	1
A plus d'1 an et moins de 5 ans.	123	206	–	–
A plus de 5 ans	153	270	–	–
Investissement net dans des contrats de leasing financier	342	546	–	1

Les équipements loués aux clients dans le cadre de contrats de leasing financier concernent principalement des transactions de financement structuré pour le financement de l'achat d'avions, navires et autres équipements à forte valeur. Aucun loyer conditionnel n'a été inscrit au compte de résultat de l'exercice 2015 et 2016, pour des leasings financiers. Aucune provision pour créance douteuse sur leasing financier n'a été enregistrée dans la provision pour pertes par dépréciation du Groupe (2015 : zéro £).

## 16 Titrisation et obligations couvertes

### Programmes de titrisation

Les prêts et avances consentis aux clients et les titres obligataires désignés comme Prêts et créances incluent les prêts titrisés dans le cadre des programmes de titrisation du Groupe, dont la majorité a été vendue par les sociétés du Groupe à des entités structurées constituées pour être hors d'atteinte en cas de faillite. Les entités structurées étant financées par l'émission d'obligations à des conditions prévoyant que la majorité des risques et des avantages liés au portefeuille reviennent à l'entité du Groupe, les entités structurées sont entièrement consolidées et la totalité de ces prêts sont inscrits au bilan du Groupe, les effets en émission correspondants étant inclus dans Titres obligataires en émission.

### Programmes d'obligations couvertes

Certain Prêts et avances consentis aux clients ont été assignés à des entités à responsabilité limitée constituées pour être hors d'atteinte en cas de faillite à titre de garantie des émissions d'obligations sécurisées par le Groupe. Le Groupe conserve tous les risques et les avantages liés à ces prêts et les entités sont entièrement consolidées sans le bilan du groupe, tandis que les obligations en émission correspondantes faisant l'objet de la couverture sont incluses dans les Titres obligataires en émission.

Les principaux programmes de titrisation et obligations sécurisées du Groupe, ainsi que les soldes des avances faisant l'objet de ces accords et la valeur comptable des titres en mission au 31 décembre figurent ci-dessous. Les titres en émission figurent à la note 28.

	2015		2014	
	Prêts et avances titrisés £m	Notes en émission £m	Prêts et avances titrisés £m	Notes en émission £m
Programmes de titrisation				
Prêts immobiliers résidentiels Royaume Uni	24164	15989	26173	17963
Créances de cartes de crédit	7610	5723	7312	5277
Prêts immobiliers résidentiels Pays Bas	2033	2081	1981	2044
Prêts commerciaux	411	411	341	341
	34,218	25,625	35807	25625
Moins ceux détenus par le Groupe		-18642		-19208
Total programmes de titrisation (note 28)		5562		6417
Programmes d'obligations couvertes	11032	10389	21159	14365
Adossées à des prêts immobiliers	8945	9189	18615	12665
Adossées à des prêts relatifs à des programmes de logements sociaux	2087	1,200	2,544	1,700
Moins obligations détenues par le Groupe		-700		-4197
Total programmes d'obligations couvertes (note 28)		9,869		10,168
Total programmes de titrisation et obligations couvertes		15,251		16,585

L'emploi des dépôts en espèces de £5,713 millions (2014 : £5,801 millions) détenus par le Groupe est limité au remboursement des obligations émises par les entités structurées, les avances à terme relatives aux obligations sécurisées et aux autres obligations légales. De plus, le Groupe avait en place des engagements contractuels relatifs à l'octroi de facilités de liquidités à certaines entités structurées. Au 31 décembre 2016, ces obligations n'avaient pas été activées et l'exposition maximale relevant de ces facilités s'élevait à £292 millions (2015 : £300 millions).

Le Groupe a mis en place un certain nombre de programmes d'obligations sécurisées, pour lesquels des Entités à responsabilité limitée ont été constituées pour le cantonnement de paniers d'actifs et pour garantir les obligations sécurisées émises par le Groupe. A la date de reporting, le Groupe avait sur-garanti les programmes figurant dans le tableau ci-dessus pour se conformer aux conditions des programmes, afin de garantir la cote des obligations sécurisées et d'assurer la flexibilité opérationnelle. De temps à autre, l'obligation de fourniture de la garantie incombant au Groupe peut augmenter afin de respecter les règles formelles applicables aux programmes. Le Groupe peut également apporter volontairement une garantie à l'appui de la cote des obligations sécurisées.

Le Groupe comptabilise la totalité du passif associé à la sécurisation et aux programmes de titrisation des obligations dans "Titres obligataires en émission", bien que les obligations du groupe se limitent aux flux de trésorerie générés par les actifs sous-jacents. Le Groupe pourrait être tenu de fournir un soutien supplémentaire à un certain nombre de programmes de titrisation des obligations à l'appui des cotes de crédit des obligations émises, sous la forme de l'augmentation des réserves de liquidités et de la détention de titres subordonnés. Par ailleurs, certains programmes contiennent des obligations contractuelles qui exigent, de la part du Groupe, le rachat des actifs dont la cote de crédit est susceptible de subir une détérioration.

Le Groupe n'a pas proposé spontanément de racheter les actifs faisant partie de ses programmes publics de titrisation pendant l'exercice 2016 (2015 : néant). Lesdits rachats sont effectués afin de respecter les dates d'échéance prévisionnelles des titres émis pour ces programmes.

### 17 Entités structurées

Les participations du Groupe dans des entités structurées sont consolidées. (Cf. note 16)

### 18 Provision pour pertes par dépréciation sur prêts et créances

#### Estimations comptables et jugements déterminants

La provision pour pertes par dépréciation sur prêts et créances est constituée par l'estimation la plus exacte formulée par la Direction des pertes encourues sur le portefeuille à la date du bilan. Dans la détermination du montant des provisions pour dépréciation nécessaires, le Groupe utilise différents modèles statistiques. La Direction doit juger la solidité des résultats fournis par ces modèles et, si nécessaire, apporter les réajustements requis. Les provisions pour dépréciation comprennent deux composantes, une composante déterminée individuellement et une composante déterminée de manière globale (ou collective).

Les provisions pour dépréciation individuelle sont généralement constituées pour les portefeuilles des prêts du Groupe. Les éléments d'actifs sont examinés régulièrement ceux qui présentent une vulnérabilité réelle ou potentielle sont placés sur une watch list, qui assure une plus étroite surveillance, tout impact (potentiellement) défavorable sur la capacité de remboursement étant utilisé pour évaluer l'opportunité ou non de transférer un certain actif à une Unité d'Assistance Commerciale spécifique.

Pour les actifs identifiés individuellement, on procède à l'analyse des futurs flux de trésorerie, ce qui requiert un jugement significatif de la part de la Direction concernant le montant et la date de réalisation desdits flux. Lorsque la dette est garantie, l'évaluation reflète les flux de trésorerie prévus suite à la réalisation de la garantie, après la déduction des coûts de réalisation, que la saisie ou la réalisation de la garantie soit probable ou non. La détermination des provisions pour dépréciation requiert l'exercice d'un jugement significatif de la part de la Direction sur des aspects tels que la conjoncture économique locale et les performances commerciales du client, ainsi que la valeur du titre détenu, pour lequel il peut ne pas y avoir de marché immédiatement disponible. Le montant réel des futurs flux de trésorerie ainsi que leur timing peuvent différer de manière significative des hypothèses formulées en vue de la détermination des provisions pour dépréciation : par conséquent, ces provisions peuvent être soumises à des variations au fur et à mesure que le temps passe et que la situation du client s'éclaircit.

Les provisions pour dépréciation globale sont généralement constituées pour des portefeuilles homogènes moins importants tels que les portefeuilles de détail. Pour des portefeuilles de moindre importance, des prêts homogènes, l'actif est inclus dans un ensemble d'actifs financiers assortis des mêmes caractéristiques de risque, dont la dépréciation a été testée collectivement. La segmentation prend en compte des facteurs, tels que le type d'actif, le secteur d'activité, la zone géographique, le type de garantie, l'éventuel impayé et les autres facteurs significatifs. Ces caractéristiques sont importantes pour l'estimation des futurs flux de trésorerie des ensembles desdits actifs, car elles sont indicatives de la capacité de remboursement de tous les montants dus par l'emprunteur selon les conditions contractuelles applicables aux actifs évalués.

En général, l'élément déclencheur de la dépréciation utilisé pour le calcul de la dépréciation d'un prêt ou d'un ensemble de prêts, est l'obtention du niveau de défaillance préalablement défini ou la faillite du client. Les prêts pour lesquels les contrats du Groupe prévoient la possibilité de ne pas exiger une part des intérêts ou du capital sont également considérés comme étant dépréciés et les prêts générés pour refinancer des actifs actuellement dépréciés sont également définis comme étant dépréciés.

En ce qui concerne le portefeuille des prêts hypothécaires non garantis du Groupe, la provision pour dépréciation est calculée pour les prêts douteux définis comme les prêts non remboursés depuis six mois ou plus (ou dans certains cas, lorsque le client est en état de faillite ou fait l'objet d'une saisie). Les flux de trésorerie estimés sont calculés sur la base de l'expérience historique et dépendent des estimations de la valeur prévisionnelle de la garantie, qui tient compte des futurs mouvements potentiels des prix de l'immobilier résidentiel, moins le coût relatif à la vente.

Pour les portefeuilles de prêts personnels non garantis, l'élément déclencheur de la dépréciation est représenté par un arriéré de paiement d'une ou deux mensualités ou par le fait que le client présente une ou plusieurs caractéristiques parmi celles mentionnées plus haut. Alors que l'élément déclencheur se fonde sur les performances en matière de paiement ou sur la situation de chaque élément d'actif, l'évaluation des futurs flux de trésorerie a recours à l'expérience historique des cohortes de portefeuilles similaires, si bien que l'évaluation est considérée comme étant collective. Les futurs flux de trésorerie sont estimés sur la base des flux de trésorerie contractuels des actifs faisant partie de la cohorte et de l'historique des pertes relatives à des actifs similaires. La méthode et les hypothèses employées pour l'estimation des futurs flux de trésorerie sont régulièrement vérifiées par le Groupe afin d'atténuer les différences éventuelles entre les estimations des pertes et les pertes effectivement encourues.

Les provisions pour dépréciation globale sont également soumises à des incertitudes en termes d'estimation et sont, notamment, sensibles aux variations de la conjoncture économique et des conditions de crédit, y compris l'interdépendance des prix de l'immobilier, les taux de chômage, les taux d'intérêt, le comportement de l'emprunteur et les tendances en matière de faillites personnelles. Il est difficile d'estimer, toutefois, de quelle manière les changements relatifs à un ou plusieurs facteurs parmi ceux évoqués ci-dessus pourraient avoir un impact sur la provision pour dépréciation collective.

L'estimation de la valeur de la garantie sur laquelle s'appuie le portefeuille de prêts immobiliers du Groupe au Royaume Uni est effectuée en appliquant les variations des indices de prix internes à la valeur initialement estimée du bien. Compte tenu de la taille relative du portefeuille de prêts immobiliers, l'une des variables significatives est constituée par le prix du bien, qui détermine la valeur des garanties adossées aux prêts pour ces portefeuilles. Le prix du bien était inférieur de dix pour cent à celui estimé le 31 décembre 2016, la charge de dépréciation augmentera d'environ £174 million pour les prêts immobiliers au Royaume Uni.

La provision collective inclut également une provision pour pertes inhérentes, à savoir les pertes déjà encourues qui n'ont, toutefois, pas encore été identifiées à la date du bilan. Les prêts non encore comptabilisés comme prêts douteux sont regroupés dans des portefeuilles homogènes, par principaux facteurs de risque. Les facteurs de risque pour les prêts au détail garantis incluent le rapport prêt indexé/valeur actuel, les arriérés relatives à de précédents prêts, les données internes relatives aux impayés tous produits confondus et les données externes des agences de crédit; pour les prêts au détail non garanti, ils incluent le respect des échéances de paiement et, dans le cas contraire, le nombre de mensualités impayées et, pour les prêts commerciaux, des facteurs tels que les taux de défaut de paiement et le taux de perte en cas de défaillance observés. La probabilité de dépréciation de chaque compte pendant la période d'émergence de la perte ainsi que la perte économique que chaque portefeuille est susceptible de générer en cas de dépréciation font l'objet d'une évaluation. La période d'émergence de la perte est déterminée, par la direction locale, pour chaque portefeuille; le Groupe a défini une série de périodes d'émergence de la perte en fonction des caractéristiques des portefeuilles. Les périodes d'émergence de la perte sont régulièrement examinées et mises à jour, si nécessaire. En général, les périodes utilisées au sein du Groupe varient entre un et douze mois, selon l'historique. Les portefeuilles non garantis ont généralement une période d'émergence de la perte plus courte que les portefeuilles garantis. Cette provision est sensible aux variations de la période d'émergence de la perte. La Direction exerce un niveau de jugement significatif dans la détermination de la provision pour dépréciation globale non identifiée, qui comporte également l'évaluation du niveau de risque global existant dans certains secteurs et l'impact d'un environnement à faible taux d'intérêt sur les périodes d'émergence des pertes. Dans le secteur Banque Commerciale, une augmentation d'un mois de la période d'émergence de la perte pour le portefeuille de prêts soumis à l'évaluation de la provision pour dépréciation globale non identifiée donnerait lieu à une augmentation de cette provision de £6 millions (2015 : £8 millions).

	Groupe			Banque		
	Prêts et avances aux clients £m	Titres obligataires £m	Total £m	Prêts et avances aux clients £m	Titres obligataires £m	Total £m
Bilan au 1er janvier 2015	5 683	143	5 826	5 541	21	5 562
Ajustement des changes et autres ajustements	214	-3	-217	-214	-	-214
Avances radiées	3 517	-29	-3 546	-3 440	-	-3 440
Reprise d'avances radiées au cours des exercices précédents						
Ans	622	4	626	532	-	532
Désactualisation	19	-	19	10	-	10
Charge inscrite au compte de résultat	217	-2	215	195	-	195
Solde au 31 décembre 2015	2 810	113	2 923	2 624	21	2 645
Ajustement des changes et autres ajustements	23	-	23	42	-2	40
Avances radiées	-1 154	-23	-1 177	-1 152	-	-1 152
Reprise d'avances radiées au cours des exercices précédents						
s						
Ans	479	1	480	462	-	462
Désactualisation	11	-	11	4	-	4
Charge inscrite au compte de résultat	216	-	216	191	-	191
Au 31 décembre 2016	2 385	91	2 476	2 171	19	2 190

Sur la provision totale constituée par la Banque pour les Prêts et avances consentis aux clients, un montant de £1,609 millions (2015 : £2,061 millions) concernait des prêts considérés (individuellement ou globalement) douteux à la date de reporting.

Sur la provision totale constituée pour les Prêts et avances consentis aux clients, des prêts d'un montant de, £1,749 millions (2015 : £1,677 millions) ont été soumis à une évaluation globale.

Sur la provision totale constituée par la Banque pour les Prêts et avances consentis aux clients, un montant de £1,475 millions (2015 : £1,941 millions) concernait des prêts considérés (individuellement ou globalement) douteux à la date de reporting.

Sur la provision totale constituée pour les Prêts et avances consentis aux clients, un montant de £1,531 millions (2015 : £1,467 millions) a été soumis à une évaluation globale.

## 19 Actif financier cessible

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Titres obligataires				
Titres d'état	2	-	2	-
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	-	17	-	17
Titres adossés à des actifs	13	82	13	82
Obligations d'entreprise et autres obligations	2 424	3 984	2 424	3 984
	2 439	4 083	2 439	4 083
Actions participatives	477	377	87	39
Total actif financier cessible	2 916	4 60	2 526	4 122

Au 31 décembre 2016, un montant de £2,551 millions (2015 : £4,052 millions) d'actif financier cessible du Groupe et de £2,162 millions (2015 : £3,716 millions) d'actif cessible de la Banque avait une échéance résiduelle contractuelle supérieure à un an. Cf. note 45(D).

Tous les éléments d'actif ont été soumis à un test de dépréciation individuel. Les critères appliqués pour déterminer l'occurrence d'une perte par dépréciation figurent à la note 2h.

## 20 Investissement dans des filiales de la Banque

	2016 £m	2015 £m
Au 1er janvier	199	250
Injections de capitaux et transferts supplémentaires	-	5
Dépréciation	-36	-56
Au 31 décembre	163	199

Les détails relatifs aux filiales et aux autres entités connexes figurent ci-dessus et sont intégrés dans ces Notes par référence.

Certaines filiales ne disposent pas, à l'heure actuelle, de réserves distribuables suffisantes pour payer des dividendes ; hormis cela, la capacité des filiales de la Société de payer des dividendes ou de rembourser des prêts ou des avances n'a été soumise à aucune autre restriction. Toutes les filiales réglementées doivent maintenir leur capital au niveau préalablement défini avec les autorités de régulation ; cette obligation pourrait avoir un effet sur la capacité des filiales de distribuer des dividendes.

## 21 Goodwill

	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Au 1er janvier et au 31 décembre	325	325	325	325
Coûts	944	944	426	426
Pertes par dépréciation cumulées	619	-619	-101	-101
Au 31 décembre	325	325	325	325

*1 Pour les acquisitions antérieures au 1er janvier 2004, date de transitions à l'IFRS, le coût ne comprend pas les montants amortis au 31 décembre 2003.*

Le goodwill inscrit au bilan du Groupe est soumis au moins une fois par an à un test de dépréciation consistant en la comparaison du montant recouvrable – à savoir le montant le plus élevé entre la juste valeur d'une unité productive de flux de trésorerie moins le coût de vente et sa valeur d'utilisation – avec la valeur comptable. Lorsque le test indique que la valeur comptable n'est pas recouvrable, celle-ci est amortie dans le compte de résultat en tant que dépréciation du goodwill. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill est alloué à l'unité génératrice de trésorerie concernée ; la totalité du solde de 325 millions £ (2015 : 325 millions £) a été affectée aux activités de banque privée.

Le montant recouvrable du goodwill au 31 décembre 2016 se fonde sur la valeur en utilisation. Ce calcul se fonde sur des projections des flux de trésorerie basés sur le plan économique quinquennal, les principales hypothèses prises en compte pour la planification concernant les perspectives économiques actuelles et les opinions relatives à la croissance économique, au taux de chômage, au marché de l'immobilier, aux taux d'intérêt et à la qualité du crédit. Les flux de trésorerie postérieurs à la durée du plan économique ne sont pas pris en compte aux fins du test de dépréciation. Le taux d'actualisation employé pour l'actualisation des flux de trésorerie prévisionnels est de 12 % (avant impôt), ce qui reflète, entre autres, les risques perçus dans les activités concernées. Selon la Direction, les changements raisonnablement envisageables relatifs aux principales hypothèses n'entraîneraient pas une baisse du montant recouvrable en dessous de la valeur comptable inscrite au bilan.

## 22 Autre actif incorporel

	Groupe				Banque		
	Relations de carte de crédit rachetées £m	Marques £m	Upgradings de logiciels immobilisés £m	Total £m	Upgradings de logiciels immobilisés £m	Relations de carte de crédit rachetées £m	Total £m
Coût :							
Au 1er janvier 2015	15	10	143	168	143	15	158
Acquisitions	–	–	26	26	26	–	26
Au 31 décembre 2015	15	10	169	194	169	15	184
Acquisitions	–	–	27	27	27	–	27
Au 31 décembre 2016	15	10	196	221	196	15	211
Amortissement cumulé :							
Au 1er janvier 2015	5	10	53	68	53	5	58

Charge de l'exercice (note 9)	3	–	21	24	21	3	24
Au 31 décembre 2015	8	10	74	92	74	8	82
Charge de l'exercice (note 9)	3	–	26	29	26	3	29
Au 31 décembre 2016	11	10	100	121	100	11	111
Montant inscrit au bilan au 31 décembre 2016	4	–	96	100	96	4	100
Montant inscrit au bilan au 31 décembre 2015	7	–	95	102	95	7	102

L'upgrading de logiciels immobilisés inclut principalement le personnel interne identifiable directement affecté à cette tâche et les autres coûts.

### 23 Immobilisations corporelles

	Groupe				Banque			
	Propriétés immobilières £m	Locaux £m	Equipement £m	Actif de location-exploitation £m	Total £m	Locaux £m	Equipement £m	Total £m
Coût ou estimation								
<b>Au 1er janvier 2015</b>	178	1 426	1 851	258	3 713	1 383	1 831	3 214
Ajustement des changes et autres ajustements	–	-1	1	–	–	–	1	1
Acquisitions	–	39	70	1	110	39	70	109
Variation de la juste valeur des investissements immobiliers (note 7)	7	–	–	–	7	–	–	–
Cessions	-74	-49	-173	-3	-299	-49	-173	-222
Cession d'activités	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Au 31 décembre 2015</b>	111	1 415	1 749	256	3 531	1 373	1 729	3 102
Ajustement des changes et autres ajustements	–	2	2	17	21	7	2	9
Acquisitions	–	26	55	4	85	26	55	81
Investissements dans des propriétés immobilières	19	–	–	–	19	–	–	–
Variation de la juste valeur des investissements immobiliers (note 7)	2	–	–	–	2	–	–	–
Cessions	-29	-46	-23	–	-98	-46	-17	-63
Cession d'activités	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Au 31 décembre 2016</b>	103	1 397	1 783	277	3 560	1 360	1 769	3 129
Amortissement cumulé :								
<b>Au 1er janvier 2015</b>	–	876	1 389	131	2 396	858	1 380	2 238
Ajustement des changes et autres ajustements	–	-1	-1	-1	-3	-2	-1	-3
Charge d'amortissement de l'exercice (note 9)	–	58	84	8	150	58	84	142
Cessions	–	-31	-173	–	-204	-31	-173	-204
<b>Au 31 décembre 2015</b>	–	902	1 299	138	2 339	883	1 290	2 173
Ajustement des changes et autres ajustements	–	1	-5	16	12	1	-6	-5
Charge d'amortissement de l'exercice (note 9)	–	59	82	2	143	59	82	141
Cessions	–	-17	-23	–	-40	-17	-14	-31
<b>Au 31 décembre 2016</b>	–	945	1 353	156	2 454	926	1 352	2 278
Montant inscrit au bilan au 31 décembre 2016	103	452	430	121	1 106	434	417	851
Montant inscrit au bilan au 31 décembre 2015	111	513	450	118	1 192	490	439	929

Le tableau ci-dessus analyse les mouvements dans les investissements immobiliers, tous classés en niveau 3. Cf. note 42 pour une description détaillée des niveaux dans la hiérarchie de la juste valeur.

Tous les investissements dans des propriétés immobilières ayant fait l'objet d'un contrat avaient été comptabilisés dans les états financiers (2015 : zéro£).

Au 31 décembre, les futurs loyers minimum dus au Groupe en vertu de contrats de location-exploitation non annulables étaient les suivants :

	2016 £m	2015 £m
Recouvrable à 1 an	8	19
1 à 5 ans	9	17
Total des futurs loyers minimum à recevoir	17	36

Les équipements faisant l'objet des contrats de location concernent principalement le leasing de véhicules. En 2015 et 2016, aucune location conditionnelle n'a été comptabilisée dans le compte de résultat pour des contrats de location-exploitation.

Par ailleurs, un revenu total minimum de sous-location de £27 millions pour le Groupe et £ zéro pour la Banque, au 31 décembre 2016 (2015 : £ zéro pour le Groupe et £zéro pour la Banque) devrait être encaissé dans le cadre de contrats de sous-location de locaux non annulables.

### 24 Autre actif

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Apurement des soldes	117	27	117	27

Investissements dans des joint-ventures et des entreprises associées	33	40	1	1
Autres actifs et paiements anticipés	510	666	504	618
Total autre actif	660	733	622	646

**25 Dépôts de banques**

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat	4 521	17	4 521	17
Autres dépôts de banques	1 670	1 524	1 635	1 508
Total dépôts de banques	6 191	1 541	6 156	1 525

Au 31 décembre 2016, un montant de £6,124 millions (2015 : £1,307 millions) de dépôts de banques du Groupe et de £6,124 millions (2015 : £1,306 millions) de la Banque avaient une échéance résiduelle contractuelle supérieure à un an. Cf. note 45.

**26 Dépôts de clients**

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Comptes courants non productifs d'intérêts	18 139	16 948	18 139	16 948
Comptes courants productifs d'intérêts	29 407	24 842	29 407	24 842
Comptes d'épargne et d'investissement	117 016	132 690	117 016	132 690
Autres dépôts de clients	14 755	15 566	14 720	15 536
Total dépôts de clients	179 317	190 046	179 282	190 016

Au 31 décembre 2016, un montant de £17,061 millions (2015 : £21,390 millions) de dépôts de clients du Groupe et £17,026 millions (2015 : £21,362 million) de la Banque avait une échéance résiduelle contractuelle supérieure à un an. Cf. note 45.

**27 Passif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat**

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Passif détenu à des fins de transaction				
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat	943	4 414	943	4 414
Positions courtes en titres	–	–	–	–
	943	4 414	943	4 414
Autre passif financier comptabilisé à sa juste valeur sur compte de résultat	2	1	–	–
Passif financier détenu à des fins de transaction et autre passif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat	945	4 415	943	4 414

Cf. note 45.

**28 Titres obligataires en émission**

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Titres à moyen terme émis	1 377	1 882	1 377	1 882
Obligations couvertes (note 16)	9 689	10 168	9 689	10 168
Effets de titrisation (note 16)	5 562	6 417	–	–
	16 628	18 467	11 066	12 050
Montants dus aux autres entités du Groupe	51	25	2 672	2 352
Total titres obligataires en émission	16 679	18 492	13 738	14 402

Au 31 décembre 2016, un montant de £11,672 millions (2015 : £15,813 million) de titres obligataires en émission du Groupe et de £8,178 millions (2015 : £10,043 millions) de la Banque avait une échéance résiduelle contractuelle supérieure à un an.

**29 Autre passif**

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Apurement des soldes	101	1	101	1
Autres créances et créances échues	723	1 097	560	946
Total autre passif	824	1 098	661	947

**30 Impôt différé**



**Estimations et opinions comptables essentielles**

La principale catégorie d'actif d'impôt différé concerne des pertes fiscales reportées. La recouvrabilité de l'actif d'impôt différé du Groupe par rapport aux pertes reportées se fonde sur l'évaluation du futur niveau de bénéfice imposable qui pourrait être réalisé et compensé avec les pertes. Les prévisions du Groupe concernant le niveau du futur bénéfice imposable tiennent compte des plans financiers et stratégiques à long terme du Groupe et des futurs ajustements fiscaux prévisionnels.

On tient compte, dans cette évaluation, des plans économiques, du plan d'exploitation quinquennal approuvé par le Conseil d'administration et des futures perspectives économiques, ainsi que des risques associés aux futures modifications de la réglementation.

Le total de l'actif d'impôt différé s'élève à £1,667 millions (2015 : £1,661 millions), tandis que le total du passif d'impôt différé de la Banque comprend £1,667 millions (2015 : £1,661 millions) de pertes fiscales reportées. Les pertes fiscales concernent les différentes entités légales et seront utilisées lorsque lesdites entités généreront un bénéfice imposable, bien que la quasi-totalité des pertes d'impôt non utilisées pour lesquelles un actif d'impôt différé a été comptabilisé soient générées par la Banque.

L'actif d'impôt différé devrait être employé sur plusieurs exercices, par chacune des entités qui ont généré les pertes. Selon la législation fiscale actuellement applicable au Royaume Uni, les pertes fiscales inutilisées ne comportent aucune date limite d'utilisation. Suite à la promulgation du Finance Acts en 2015 et 2016, une restriction est maintenant imposée sur le montant des bénéfices qui peut être compensé avec certaines pertes reportées, aux fins du calcul de l'impôt sur les sociétés dû. Une restriction supplémentaire imposée en 2016, a porté la période pendant laquelle le Groupe peut utiliser pleinement ses pertes fiscales de 2025 à 2031.

Les mouvements du solde de l'impôt net différé sont les suivants :

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Actif au 1er janvier	2 022	2 337	2 156	2 490
Ajustement des changes et autres ajustements	–	1	-5	1
Cessions d'activités	–	5	–	–
Comptabilisation sur compte de résultat (note 11)				
Suite à la modification de la loi britannique relative à l'impôt sur les sociétés	-75	18	-73	22
Création et annulation d'écarts temporaires	-13	-397	-129	-419
	-88	-379	-202	-397
Montant affecté aux fonds propres :				
Actifs financiers cessibles (note 35)	-23	–	-26	4
Couvertures des flux de trésorerie (note 35)	30	58	30	58
	7	58	4	62
Actif au 31 décembre	1 941	2 022	1 953	2 156

La position statutaire reflète l'actif et le passif d'impôt différé tels qu'ils figurant au bilan consolidé, en tenant compte de l'impossibilité de compenser l'actif et le passif en l'absence d'un droit de compensation légal. La déclaration fiscale de l'actif et du passif d'impôt différé envoie aux montants mentionnés dans le tableau ci-dessous dans lequel l'actif et le passif d'impôt différé sont classés par type.

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Position statutaire				
Actif d'impôt différé	1 941	2 022	1 953	2 156
Passif d'impôt différé	–	–	–	–
Actif net d'impôt différé	1 941	2 022	1 953	2 156
Déclaration fiscale				
Actif d'impôt différé	1 993	2 142	2 002	2 240
Passif d'impôt différé	-52	-120	-49	-84
Actif net d'impôt différé	1 941	2 022	1 953	2 156

La charge d'impôt différé incluse dans le compte de résultat consolidé comprend les écarts temporaires suivants :

	2016 £m	2015 £m
Amortissement accéléré	16	115
Pertes fiscales reportées	-9	-554
Provisions pour pertes par dépréciation	–	12
Autres écarts temporaires	95	48
Charge d'impôt différé comptabilisée sur compte de résultat	88	-379

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Actif d'impôt différé				
Amortissement accéléré	277	261	279	338
Autres provisions	37	–	33	–
Réévaluation de l'actif cessible	3	–	9	–
Pertes fiscales reportées	1 667	1 661	1 667	1 661

Autres écarts temporaires	9	220	14	241
Actif net d'impôt différé	1 993	2 142	2 002	2 240
Passif d'impôt différé				
Réévaluation de l'actif cessible	—	-9	—	—
Instruments dérivés	31	-61	-31	-61
Autres écarts temporaires	-21	-50	-18	-23
Passif total d'impôt différé	52	-120	-49	-84

Le Finance (No. 2) Act 2015 a introduit une majoration supplémentaire de 8 % sur les bénéfices des activités bancaires à partir du 1er janvier 2016.

La modification de la législation fiscale a entraîné une réduction de l'actif d'impôt différé net du Groupe au 31 décembre 2016 de £75 millions, entièrement comptabilisée dans le compte du résultat.

#### **Actif d'impôt différé non comptabilisé**

L'actif d'impôt différé de £35 millions pour le Groupe et de £33 millions pour la Banque (2015 : £93 millions pour le Groupe et £85 millions pour la Banque) n'a pas été comptabilisé en ce qui concerne les pertes en capital reportées, car il n'y a pas de futur bénéfice en capital prévu. Les pertes en capital peuvent être reportées pendant une durée indéterminée.

L'actif d'impôt différé de £84 millions pour le Groupe et £zéro pour la Banque (2015 : £68 millions pour le Groupe et £zéro pour la Banque) n'a pas été comptabilisé pour les pertes d'exploitation reportées générées par certaines entreprises étrangères, car les futurs bénéfices d'exploitation prévisionnels qui pourraient être compensés avec ces pertes sont limités. Les pertes d'exploitation peuvent être reportées indéfiniment sauf pour les pertes générées aux Etats Unis, qui expirent au bout de 20 ans.

De plus, aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé pour les impôts étrangers non allégés reportés au 31 décembre 2016, d'un montant de £39 millions pour le Groupe et pour la Banque (2015 : £39 millions pour le Groupe et pour la Banque), car il n'existe aucun futur bénéfice imposable prévisionnel pour lequel le crédit d'impôt étranger non allégé pourrait être utilisé. Ces crédits d'impôt peuvent être reportés indéfiniment.

### **31 Autres provisions**

#### **Estimations et opinions comptables essentielles**

Au 31 décembre 2016 le Groupe avait constitué des provisions pour un montant de £1,689 millions (2015 : £1,658 millions) pour le coût des dédommagements dus aux clients et les frais administratifs correspondants encourus suite à des violations passées de la réglementation, et notamment à la vente abusive d'une assurance de protection des paiements (2016 : £930 millions ; 2015 : £1,210 millions).

La détermination du montant de ces provisions, qui représente la meilleure estimation effectuée par la Direction du coût de règlement de ces demandes, requiert l'exercice d'un jugement significatif et comporte, souvent, la formation d'une opinion sur des questions intrinsèquement incertaines, telles que l'étendue des vérifications requises par les autorités de régulation, le nombre de futures plaintes, le nombre de plaintes qui seront maintenues, le coût moyen du dédommagement et l'impact des décisions de justice éventuellement applicables aux demandes reçues. Par conséquent, l'adéquation permanente des hypothèses sous-jacentes est régulièrement vérifiée par rapport à l'expérience effective et aux autres éléments probants et des ajustements sont apportés aux provisions, chaque fois que nécessaire.

Groupe	Provisions pour engagements £m	Assurance de protection des paiements £m	Autres provisions réglementaires £m	Biens locatifs inoccupés et autres biens locatifs £m	Total £m
<b>Au 1er janvier 2016</b>	26	1 210	448	215	1 899
Ajustement des changes et autres ajustements	19	—	—	7	26
Provisions appliquées	—	-546	-58	-94	-698
Charges (exonérations) de l'exercice	10	266	369	-6	619
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>35</b>	<b>930</b>	<b>759</b>	<b>122</b>	<b>1 846</b>

Banque	Provisions pour engagements £m	Assurance de protection des paiements £m	Autres provisions réglementaires £m	Biens locatifs inoccupés et autres biens locatifs £m	Total £m
<b>Au 1er janvier 2016</b>	26	1 205	448	212	1 891
Ajustement des changes et autres ajustements	19	—	—	2	21
Provisions appliquées	—	-539	-58	-86	-683
Charges (exonérations) de l'exercice	-10	250	369	-7	602
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>35</b>	<b>916</b>	<b>759</b>	<b>121</b>	<b>1 831</b>

#### **Provisions pour engagements**

Les provisions sont constituées lorsque le Groupe a contracté un engagement irrévocable d'avancer des fonds supplémentaires, alors que la capacité du client de respecter son obligation de remboursement suscite des doutes.

#### **Assurance de protection des paiements**

Le Groupe a augmenté sa provision pour frais de PPI d'un montant supplémentaire de £266 millions en 2016, ce qui porte le montant total de la provision à £4,787 millions.

La charge de la provision, en 2016, a été due, en grande partie, à l'augmentation du volume total des plaintes prévues suite à la prolongation de la date limite fixée par la Financial Conduct Authority (FCA) jusqu'à fin août 2019 et à la modification des règles et des orientations applicables dans le traitement des plaintes PPI déposées par les entreprises, à la lumière de la décision rendue par la Cour suprême, au Royaume Uni, dans l'affaire Plevin v Paragon Personal Finance Limited [2014] UKSC 61 (Plevin). Les règles et orientations définitives ont été publiées par la FCA le 2 mars 2017 (PS 17/3).

Au 31 décembre 2016, une provision de £930 millions relative aux plaintes et aux frais administratifs annexes était encore inutilisée. Le total des paiements au comptant s'est élevé à £546 millions pour l'exercice au 31 décembre 2016. La dépense ne cesse de baisser suite à la conclusion du réexamen des affaires précédemment traitées (réparation).

Le montant total provisionné pour les PPI correspond à la meilleure estimation du Groupe concernant le futur coût. Il reste, cependant, un certain nombre de risques et d'incertitudes, notamment en ce qui concerne les futurs volumes. Par conséquent, le coût pourrait différer de manière significative des estimations du Groupe et des

hypothèses sous-jacentes, et pourrait donc nécessiter une provision plus importante que celle prévue. Il existe une incertitude significative concernant l'impact des modifications de la réglementation proposées, l'impact de la campagne menée dans les médias par la FCA et par les sociétés de gestion des demandes de dédommagement [CMC] ainsi que concernant l'activité des clients.

Les principaux points sensibles concernent :

- Le nombre de plaintes déposées par les clients qui ont été reçues : une augmentation de 50.000 plaintes par rapport au niveau envisagé entraînerait une augmentation de la provision de £95 millions ;
- Le taux de conservation moyen par police : une augmentation de 1% de cette hypothèse entraînerait une augmentation de la provision de £10 millions ;
- Le montant moyen du dédommagement payé par police détenue : une augmentation de £100 de cette hypothèse entraînerait une augmentation de la provision de £55 millions.

1 Tous les facteurs de sensibilité sont influencés par un pourcentage de plaintes relevant des règles et orientations issues du cas Plevin (bas de page)

Autres provisions réglementaires Comptes bancaires packagés

Pendant l'exercice au 31 décembre 2016, le Groupe a provisionné £41 millions supplémentaires pour les plaintes relatives à une vente prétendument abusive de comptes bancaires packagés, portant ainsi le montant total de la provision à £91 millions. Au 31 décembre 2016, un montant de £60 millions sur cette provision restait inutilisé. Le montant total provisionné représente la meilleure estimation du Groupe concernant le coût futur probable, bien qu'un certain nombre de risques et d'incertitudes restent, notamment en ce qui concerne les futurs volumes.

#### Activités de gestion des arriérés

Suite à l'examen des activités de gestion des arriérés garantis et non garantis du Groupe, le Groupe a mis en place un certain nombre d'actions pour améliorer le traitement de la clientèle dans ce domaine. Suite à cela, le Groupe a provisionné un montant ultérieur de £163 millions en 2016 (ce qui porte la provision à un total de £278 millions), afin de couvrir les coûts d'identification et de rectification de certains frais et de certaines activités de gestion des arriérés. Au 31 décembre 2016, la provision inutilisée s'élevait à £278 millions (31 décembre 2015 : £115 millions).

#### Autres actions en justice et affaires de nature réglementaire

Dans le cadre de son activité, le Groupe a entamé des pourparlers avec la PRA, la FCA et d'autres organismes de régulation britanniques et étrangers et d'autres organisations gouvernementales, sur toute une série de questions. Le Groupe reçoit également des plaintes et des demandes de la part de clients concernant ses agissements passés : à cet effet, des provisions ont été constituées en vue de la couverture des frais qui pourraient être encourus en fonction des conclusions de ces affaires. En 2016, le groupe a provisionné un montant supplémentaire de £165 millions pour différentes affaires. Au 31 décembre 2016, le Groupe détenait des provisions inutilisées de £421 millions pour ces actions et d'autres affaires de nature réglementaire.

#### Biens locatifs inoccupés et autres biens locatifs

Des provisions pour les biens immobiliers locatifs vacants sont constituées selon une estimation prudentielle du revenu sous-locatif prévisionnel, par rapport au loyer principal, et de la possibilité de cession de la part du Groupe dans la location, en tenant compte de la conjoncture du marché immobilier. Ces provisions sont réévaluées tous les deux ans et seront, normalement, liquidées pendant la période de sous-recouvrement des loyers concernés, qui est actuellement, en moyenne, de quatre ans ; lors de la cession d'un bien avant la date prévue, le reliquat du solde de la provision en cours est libéré.

Des provisions ont été constituées pour les frais de personnel et les autres frais relatifs aux initiatives de restructuration du Groupe à la date à laquelle le Groupe s'engage formellement et irrévocablement à engager la dépense.

### 32 Passif subordonné

Les variations du Passif subordonné de l'exercice sont les suivantes :

	Actions privilégiées <sup>1</sup> £m	Titres privilégiés £m	Passif subordonné non daté £m	Passif subordonné daté £m	Total £m
<b>Au 1er janvier 2014</b>	—	723	4,750	2154	7627
Rachats et remboursements de l'exercice :	—	—	—	—	—
Obligations subordonnées à 11% 2014	—	-250	—	—	-250
<b>Au 31 décembre 2015</b>	—	469	4729	2162	7360
Rachats et remboursements de l'exercice :	—	20	-12	35	43
Titres réglementaires de premier rang perpétuels à 7.286%	—	-150	—	—	-150
Instruments subordonnés non datés à 4.25%	—	—	-102	—	-102
Titres de capital primaires à taux variable	—	—	-108	—	-108
	—	-150	-210	—	-360
Ajustement des taux de change et autres ajustements	—	10	80	(6)	84
<b>Au 31 décembre 2016</b>	—	329	4599	2,156	7084

<sup>1</sup> Depuis 2009, a émis 400 actions privilégiées à dividendes non cumulatifs à 6% d'une valeur de 25p chacune.

	Banque				
	Actions privilégiées 1 £m	Actions privilégiées £m	Passif subordonné non daté £m	Passif subordonné daté £m	Total £m
Au 1er janvier 2015	—	321	5 151	2 154	7 626
Ajustement des changes et autres ajustements	—	-3	-273	10	-266
<b>Au 31 décembre 2015</b>	—	318	4 878	2 164	7 360
Rachats et reprises de l'exercice	—	—	—	—	—
Titres réglementaires perpétuels de première catégorie à 7.286%	—	-150	—	—	-150
Instruments subordonnés non datés à 4.25%	—	—	-102	—	-102
Titres de capital primaires à taux variable	—	—	-108	—	-108
	—	-150	-210	—	-360
Ajustement des changes et autres ajustements	—	10	82	-8	84

Au 31 décembre 2016	178	4 750	2 156	7 084
---------------------	-----	-------	-------	-------

Depuis 2009, a émis 400 actions privilégiées à dividendes non cumulatifs à 6% d'une valeur de 25p chacune.

En cas de dissolution de l'émetteur, ces titres seront subordonnés aux créances des déposants et de tous les autres créanciers de l'émetteur, en dehors des créanciers dont les créances sont de même rang ou de rang inférieur à celui des détenteurs de créances du passif subordonné. La subordination de l'engagement spécifique subordonné est déterminée par rapport à l'émetteur et aux garants de l'obligation. Les créances des détenteurs d'actions et titres privilégiés sont généralement de rang inférieur à celui des créances des détenteurs de passif subordonné non daté, qui sont de rang inférieur, à leur tour, à celui des créances des détenteurs de passif subordonné daté. Le Groupe et la Banque n'ont enregistré aucun défaut de remboursement de capital ou intérêt ni aucune autre défaillance relative à leur passif subordonné au cours de l'exercice (2015 : néant).

### 33 Capital

(1) Capital autorisé	Groupe et Banque			
	2016 Nombre d'actions	2015 Nombre d'actions	2016 £m	2015 £m
Livre sterling				
Actions ordinaires à 25p				
Au 1er janvier et au 31 décembre	24 085 301 755	24 085 301 755	6 021	6 021
Titres réglementaires perpétuels de première catégorie à 8.117% à £10 chacun	250 000	250 000	3	3
Actions privilégiées perpétuelles non cumulées à 7.754% (Catégorie B) à 10£ chacune	150 000	150 000	2	2
			6026	6 026

  

(2) Capital émis	Groupe et Banque			
	2016 Nombre d'actions	2015 Nombre d'actions	2016 £m	2015 £m
Actions ordinaires émises et entièrement payées				
Actions ordinaires d'une valeur de 25 p chacune				
<b>Au 1er janvier et au 31 décembre</b>	23 388 340 552	23 388 340 552	5 847	5 847
Actions privilégiées émises et entièrement payées				
Actions privilégiées d'une valeur de 25 p chacune				
Au 1er janvier et au 31 décembre	400	400	—	—
Capital total au décembre	23 388 340 952	23 388 340 952	5 847	5 847

#### Capital et participations

Aucune restriction n'est applicable au transfert d'actions de la Banque, en dehors des restrictions établies par les Statuts et de certaines restrictions éventuellement imposées par la loi et la réglementation (par ex. la législation en matière de délit d'initiés).

#### Actions ordinaires

Les détenteurs d'actions ordinaires, qui détenaient 100% des actions ordinaires du capital au 31 décembre 2015, ont le droit de recevoir les comptes et les rapports de gestion, d'assister à, intervenir et voter lors des assemblées générales et de désigner des mandataires pour l'exercice de leurs droits de vote. Les détenteurs d'actions ordinaires peuvent également recevoir des dividendes (sous réserve des termes des Statuts de la Banque) et ont droit à la répartition des actifs de la Banque en cas de dissolution de celle-ci.

### 34 Compte de primes d'émission

	Groupe et Banque	
	2016 £m	2015 £m
Au 1er janvier et au 31 décembre	—	—

### 35 Autres réserves

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Fusions et autres réserves	1 600	1 600	1 600	1 600
Réserve de rachat du capital	482	482	482	482
Réserve de réévaluation concernant les actifs financiers cessibles	103	125	85	94
Réserve de couverture de la trésorerie	89	169	89	165
Réserve de conversion de devises	109	-108	129	122
Au 31 décembre	2 165	2 268	2 385	2 463

*1 Aucun mouvement dans les réserves en 2015 ou 2016.*

Les mouvements des autres réserves sont les suivants :

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Réserve de réévaluation pour l'actif financier cessible				
Au 1er janvier	125	133	94	120

Variation de la juste valeur de l'actif financier cessible	74	-11	73	-36
Impôt à court terme	—	2	—	2
Impôt différé	-1	—	-4	4
	73	-9	69	-30
Transfert au compte de résultat				
Cessions (note 8)	72	-37	-54	-32
Impôt différé	-22	—	-22	—
Impôt à court terme	-2	—	-2	—
	-96	-37	-78	-32
Dépréciation	1	38	—	36
Impôt différé	—	—	—	—
	1	38	-	36
Au 31 décembre	103	125	85	94

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Réserve de couverture de la trésorerie				
Au 1er janvier	169	483	165	479
Variation de la juste valeur des dérivés de couverture	122	182	122	182
Impôt différé	-29	-54	-29	-54
	93	128	93	128
Transfert au compte de résultat	-232	-554	-228	-554
Impôt différé	59	112	59	112
	-173	-442	-169	442
Au 31 décembre	169	89	165	

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Réserve de conversion de devises				
Au 1er janvier	-108	-193	122	113
Ecart de conversion de devises de l'exercice	26	78	7	9
Plus-values sur devises étrangères sur couverture des investissements nets (impôt zéro£).	25	7	—	—
Au 31 décembre	-109	-108	129	122

## 36 Bénéfices non distribués

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Au 1er janvier	5 496	12 983	4 580	10 980
Bénéfice de l'exercice	2 238	1 924	2 093	3 011
Dividendes payés	-3 500	-9 500	-3 500	-9 500
Distributions d'autres instruments de fonds propres, après impôt	-73	—	-73	—
Apports en capital reçus	82	89	82	89
Au 31 décembre	4 243	5 496	3 182	4 580

*La Banque n'a présenté pas d'états financiers, comme l'autorise le paragraphe 408 du Companies Act 2006.*

## 37 Autres instruments de fonds propres

	Groupe et Banque	
	2016 £m	2015 £m
Au 1er janvier	1 500	—
Autres titres de Catégorie 1 émis pendant l'exercice	—	1 500
Au 31 décembre	1 500	1 500

Les principales conditions associées à ce titre sont les suivantes :

- Ces titres sont de rang inférieur aux créances détenues vis-à-vis de la Banque par des détenteurs de créances non subordonnées, en cas de Liquidation.
- Ces titres sont productifs d'intérêt à taux fixe jusqu'à leur date de remboursement. En cas de non-rachat après la date de remboursement initiale, les titres AT1 seront productifs d'intérêts à des taux fixés périodiquement, de façon anticipée, pour des périodes de 5 ans, au taux mid-swap à 5 ans en vigueur plus le spread initial
- Les intérêts sur ces titres seront dus et exigibles uniquement à la discrétion de la Banque, laquelle pourra décider à tout moment d'annuler, en tout ou en partie, un Paiement d'Intérêts, qui serait dû à une certaine Date de Paiement des Intérêts. Certaines restrictions s'appliquent également aux paiements des intérêts, comme indiqués dans les conditions applicables.
- Les titres ne sont pas datés et sont remboursables, à la discrétion de la Banque, en totalité à la première date de remboursement, ou à toute Date de Paiement des

Intérêts ultérieure. De plus, les titres AT1 sont remboursables, à la discrétion de la Banque, en totalité, afin de respecter certaines obligations fiscales ou réglementaires. Tout remboursement nécessite l'autorisation préalable de la PRA.

- Les titres seront soumis à une Réduction de valeur permanente en cas de baisse du ratio Loaded Common Equity de Niveau 1 de la Banque en dessous d'un pourcentage de 7.0 %.

### 38 Dividendes

Les dividendes suivants ont été versés au cours de l'exercice :

	2016 £m	2015 £m
Dividendes définitifs de l'exercice précédent versés pendant l'exercice en cours	—	5 000
Dividendes intermédiaires	3 500	4 500
	3 500	9 500

### 39 Rémunérations en actions

Au cours de l'exercice 2016, Lloyds Banking Group plc a exploité un certain nombre de plans de rémunération en actions destinés aux salariés du Groupe réglés par les fonds propres. Les détails de tous les plans exploités par Lloyds Banking Group plc figurent ci-dessous ; ils ont gérés et exploités à tous les niveaux du Groupe Lloyds Banking. Le montant inscrit au compte de résultat du Groupe au titre des plans de rémunération en actions de Lloyds Banking Group plc, et inclus dans les frais de personnel (note 9), s'élevait à £110 millions (2015 : £144 millions).

#### Plans de primes à paiement différé

Le Groupe gère plusieurs plans de primes à paiement différé payés par les fonds propres. Les primes liées aux performances des salariés en 2015 ont été comptabilisées dans les charges au prorata du pourcentage de la période de report effectuée.

#### Plans d'épargne salariale

Les salariés éligibles peuvent signer des contrats d'épargne {Save As You Earn} permettant d'économiser jusqu'à £500 par mois ; à l'expiration d'une période fixe de trois ou cinq ans les salariés ont la possibilité d'employer l'épargne cumulée dans un délai de six mois à compter de la date d'expiration de la période fixe en vue de l'acquisition d'actions de Lloyds Banking Group à un prix réduit égal ou supérieur à 80% du prix de marché en vigueur au début de la période de proposition.

Les mouvements intervenus dans le nombre d'options d'achat d'actions en circulation dans le cadre des régimes SAYE figurent ci-dessous :

	2016		2015	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée du prix d'exercice (pence)	Nombre d'options	Moyenne pondérée du prix d'exercice (pence)
Au 1er janvier	850 146 220	50,99	783 626 383	48,73
Attribuées	454 667 560	47,49	156 797 949	60,70
Exercées	401 286 043	40,74	32 683 177	41,83
Confisquées	-10 590 490	56,02	-27 740 207	48,69
Annulées	204 238 535	60,23	24 943 674	56,04
Expirées	-10 005 816	57,08	-4 911 054	48,34
En circulation au 31 décembre	678 692 896	51,76	850 146 220	50,99
Exercables au 31 décembre	—	—	533 654	180,66

La moyenne pondérée du prix des actions à la date d'exercice des options pendant l'exercice 2016 était de £0.67 (2015 : £0.77). La moyenne pondérée de la durée de vie contractuelle restante des options en circulation au terme de l'exercice était de 2.9 ans (2015 : 1.9 ans).

La moyenne pondérée de la juste valeur des options SAYE octroyées en 2016 était de £0.13 (2015 : £0.17). Les justes valeurs des options SAYE ont été calculées sur la base d'un modèle Black-Scholes classique.

Pour les plans d'épargne en actions HBOS, aucune option n'a été exercée en 2015 ou 2016 et les options en circulation ont expiré au 31 décembre 2016. Les options en circulation au 31 décembre 2016 avaient un prix d'exercice de £1.8066 et une moyenne pondérée de durée de vie résiduelle de 0.4 ans.

#### Plan d'options d'achat d'actions

##### Plan de rémunération en actions destiné aux cadres du Groupe Lloyds Banking

Le Plan, qui accorde des options de souscription d'actions aux cadres du Groupe, a été adopté en décembre 2003. Les options faisant l'objet de ce plan ont été expressément accordées pour favoriser le recrutement et n'étaient, donc, pas soumises à des conditions de performances. Ce Plan est utilisé non seulement pour compenser les nouvelles recrues pour l'éventuelle perte d'attributions d'actions, mais aussi pour allouer des avantages à des membres du personnel clés afin de les conserver : dans certains cas, l'allocation peut être soumise à des conditions de performances.

Pour les options accordées le 27 mars 2014 selon le Plan de Transformation de la Banque Commerciale (CBTP), le nombre d'actions pouvant être allouées en mars 2017 pouvait varier d'un facteur de 0 à 4 par rapport à l'allocation initiale "sur objectif", en fonction du niveau de satisfaction des objectifs de performances. Une acquisition 'sur objectif' est soumise à la réalisation, par la division Banque Commerciale, d'un bénéfice sous-jacent de £2.5 milliards et d'un rendement de 2% sur les Actifs pondérés en fonction des risques ('RoRWA') au 31 décembre 2016. Les paiements prévus par le Plan seront effectués en cas de réalisation d'un bénéfice compris entre £1.9 milliards et £3 milliards de Bénéfice sous-jacent et entre 1.6% et 2.5% RoRWA.

Les Participants n'ont pas droit au versement de dividendes pour la période d'exercice :

	2016		2015	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée du prix d'exercice (pence)	Nombre d'options	Moyenne pondérée du prix d'exercice (pence)
En circulation au 1er janvier	221 397 597	Néant	233 389 084	Néant
Attribuées	4 298 701	Néant	9 813 363	Néant
Exercées	2 700 679	Néant	-13 313 421	Néant

Confisquées	3 863 477	Néant	-8 374 250	Néant
Expirées	169 861	Néant	-117 179	Néant
En circulation au 31 décembre	218 962 281	Néant	221 397 597	Néant
Exercibles au 31 décembre	4 504 392	Néant	3 972 911	Néant

La moyenne pondérée de la juste valeur des options accordées sur l'exercice s'élevait à £0.68 (2015 : £0.75). Les justes valeurs des options ont été déterminées à l'aide d'un modèle Black-Scholes classique. La moyenne pondérée du prix de l'action à la date d'exercice, en 2016, était de £0.64 (2015 : £0.83). La moyenne pondérée de la durée de vie contractuelle restante des options à la fin de l'exercice était de 5.1 ans (2015 : 6.1 ans).

#### Autres plans d'options d'achat d'actions

##### *Plan de primes à long terme destiné aux cadres de Lloyds Banking*

Selon le Plan de Primes à long terme [Long-Term Incentive Plan (LTIP)], mis en place en 2006, l'attribution d'actions est liée à l'amélioration des résultats de Lloyds Banking Group sur une période triennale. Les allocations sont effectuées dans les limites établies par les règles du Plan, selon lesquelles le nombre maximum d'actions allouables est égal à trois fois le salaire annuel. Dans des cas exceptionnels, cette valeur pourra atteindre quatre fois le salaire annuel.

Les participants pourront avoir droit aux dividendes payés pendant la période d'acquisition si les conditions liées aux résultats sont respectées. Un montant d'une valeur égale à celle des dividendes payés entre la date d'attribution et la date à laquelle le Comité des Rémunérations détermine que les conditions relatives aux résultats ont été remplies pourra être versé sur la base du nombre d'actions acquises. Le Comité des Rémunérations déterminera si les dividendes doivent être payés au comptant ou en actions.

Au terme de la période de performances relative à l'allocation 2013, les objectifs n'ayant pas été entièrement remplis, les allocations ont été acquises en 2016 au taux de 94.18 %.

	<b>2016 Nombre d'actions</b>	<b>2015 Nombre d'actions</b>
En circulation au 1er janvier	398 066 746	522 836 111
Attribuées	132 194 032	121 676 131
Acquises	140 879 465	-196 193 904
Confisquées	33 713 900	-50 251 592
Attribution de dividendes	2 560 615	–
En circulation au 31 décembre	358 228 028	398 066 746

Les actions attribuées en 2014 seront acquises en 2017 à un taux de 55 per cent.

La moyenne pondérée de la juste valeur des actions allouées pendant l'exercice s'est élevée à £0.64 (2015 : £0.78).

Les calculs de la juste valeur des actions octroyées sur l'exercice, au 31 décembre 2016, effectués selon le modèle Black-Scholes et la simulation Monte Carlo, se fondent sur les hypothèses ci-dessous :

	<b>Plans d'épargne salariale</b>	<b>Plans d'options d'achat d'actions 2003</b>	<b>LTIP</b>	<b>Commercial Transformation bancaire Plan</b>
Moyenne pondérée du taux d'intérêt sans risque	0.25%	0.36%	0.39%	0.43%
Moyenne pondérée de la durée de vie prévue	53,2 ans	51,9 ans	53,0 ans	50,8 ans
Moyenne pondérée de la volatilité prévue	30%	26%	24%	33%
Moyenne pondérée du rendement des dividendes prévu	4.5%	3.1%	0.0%	4.5%
Moyenne pondérée du prix des actions	£0.59	£0.69	£0.73	£0.78
Moyenne pondérée du prix d'exercice	£0.47	Néant	Néant	Néant

La volatilité escomptée mesure l'amplitude de la fluctuation prévue du prix des actions de Lloyds Banking Group pendant la durée de vie d'une option. La volatilité escomptée est estimée sur la base de la volatilité historique du prix journalier de clôture de l'action sur la période la plus récente par rapport à la durée de vie escomptée de l'action. La volatilité historique est comparée à la volatilité implicite générée par les options négociées sur le marché relatives aux actions du Groupe Lloyds Banking, afin d'évaluer la plausibilité de la volatilité historique et l'adéquation des ajustements effectués.

#### Actions d'appariement

Lloyds Banking Group s'engage à appairer les actions achetées par les salariés jusqu'à une valeur mensuelle de £45 ; ces actions d'appariement sont détenues en fiducie, pour le compte du salarié, pendant une période impérative de trois ans pendant laquelle le salarié aura droit aux dividendes payés sur les actions en question. L'allocation est soumise à des conditions non liées au marché : en cas de départ d'un salarié pendant la période de trois ans pour tout autre motif qu'une juste cause, la totalité des actions d'appariement sera confisquée. De même, si un salarié revend ses actions dans un délai de trois ans, ses actions d'appariement seront confisquées.

Le nombre d'actions d'appariement allouées en 2016 s'est élevé à 35,956,224 (2015 : 18,001,413), avec une valeur moyenne de £0.61 (2015 : £0.78), sur la base des prix de marché à la date d'attribution.

#### Attributions fixes d'actions

Les allocations fixes d'actions ont été mises en place en 2014 pour faire en sorte que l'allocation fixe totale soit proportionnelle à la fonction et offre une rémunération compétitive à certains salariés de Lloyds Banking Group, avec un juste équilibre entre rémunération fixe et rémunération variable, conformément à la réglementation. Les allocations fixes sont constituées d'actions de Lloyds Banking Group, libérées sur une période de 5 ans, à raison de 20% par an à compter de l'année d'attribution. Le nombre d'actions achetées 2016 a été de 10,031,272 (2015 : 8,237,469).

L'allocation fixe d'actions n'est soumise à aucune condition de performances, adéquation des performances ou récupération. Si un salarié quitte Lloyds Banking Group, le délai de libération des actions ne change pas.

#### 40 Transactions avec des parties apparentées

**Equipe de direction**

Les principaux dirigeants sont les personnes chargées de la planification, de la direction et du contrôle des activités d'une entité. Au 31 décembre 2014 and 2015, les dirigeants du Groupe font partie, avec les Administrateurs non-exécutifs, du Comité Exécutif de Lloyds Banking Group plc.

Le tableau ci-dessous contient le total détaillé des rémunérations des principaux dirigeants allouées à la Banque, sur une base estimative.

	2016 £m	2015 £m
Rémunération		
Salaires et autres avantages à court terme	7	6
Avantages postérieurs à l'emploi	–	–
Rémunérations en actions	9	7
	16	13

Le total des émoluments versés aux administrateurs s'est élevé à £5.4 millions (2015 : £4.4 millions).

Les cotisations totales payées par la société pour les plans de pension à prestations déterminées des dirigeants se sont élevées à £0.1 million (2015 : £0.1 million).

Le montant total versé au dirigeant de niveau hiérarchique le plus élevé (António Horta-Osório) était de £2,516,000 (2015 : (António Horta-Osório) 2,064,000) ; ce chiffre n'inclut pas les plus-values réalisées sur l'exercice des options d'actions Lloyds Banking Group plc sur ces deux exercices.

	2016 million	2015 million
<b>Plans d'option d'achat d'actions du Groupe Lloyds Banking</b>		
Au 1er janvier	9	13
Attribués (y compris les droits des principaux dirigeants désignés)	3	3
Exercées/Expirées (y compris les droits des principaux dirigeants désignés)	-9	-7
Au 31 décembre	3	9

	2016 Millions £	2015 Millions
<b>Plans de primes en actions du Groupe Lloyds Banking</b>		
Au 1er janvier	82	102
Attribués (y compris les droits des principaux dirigeants désignés)	29	37
Exercées/Expirées (y compris les droits des principaux dirigeants désignés)	-46	-57
Au 31 décembre	65	82

Les tableaux ci-dessous détaillent, de façon globale, les soldes en circulation à la fin de l'exercice ainsi que les recettes et les dépenses s'y rapportant, et les informations relatives aux autres transactions entre le Groupe Lloyds Banking et ses principaux dirigeants désignés :

	2016 £m	2015 £m
<b>Prêts</b>		
Au 1er janvier	5	3
Avances (y compris les droits des principaux dirigeants désignés)	3	4
Remboursements (y compris les droits des principaux dirigeants désignés)	-4	-2
Au 31 décembre	4	5

Les prêts peuvent être garantis et non garantis et doivent être remboursés au comptant. Les taux d'intérêt applicables aux prêts se sont élevés à 2.49% et 23.95% en 2016 (3.99 % et 23.95 % en 2015).

Aucune provision n'a été comptabilisée pour les prêts consentis aux principaux dirigeants (2015 : néant).

	2016 £m	2015 £m
<b>Dépôts</b>		
Au 1er janvier	13	16
Placements (y compris les dépôts des principaux dirigeants désignés)	41	58
Retraits (y compris les dépôts des anciens dirigeants)	42	-61
Au 31 décembre	12	13

Les dépôts placés par les principaux dirigeants étaient productifs d'intérêts pouvant aller jusqu'à 4.0 % en 2016 (2015 : 4.7 %). Au 31 décembre 2015 et 2016, le Groupe n'a pas fourni de garanties pour ses principaux dirigeants.

Au 31 décembre 2016, les transactions, accords et contrat conclus par le Groupe et ses filiales bancaires avec des administrateurs et d'autres personnes liées à ces derniers incluaient des montants non encore remboursés relatifs à des prêts et des transactions payées par carte de crédit d'un montant de £ £0.4 millions avec cinq administrateurs et deux personnes apparentées (2015 : £1 million avec quatre administrateurs et six personnes apparentées).

**Soldes et transactions avec des entités apparentées du Groupe Lloyds Banking****Soldes et transactions entre les membres du Groupe Bank of Scotland**

Conformément à la norme IFRS10 "Etats financiers consolidés", les transactions et les soldes entre la Banque et ses filiales et entre les filiales elles-mêmes ont été



éliminés par consolidation et ne sont donc pas comptabilisées comme transactions entre parties apparentées membres du Groupe.

La Banque, en sa qualité de société mère d'un Groupe bancaire, réalisé un grand nombre de transactions avec différentes filiales, qui sont incluses dans le Bilan de la Banque, comme suit :

	2016 £m	2015 £m
Actifs inclus dans :		
Prêts et créances	18 961	19 581
Passif inclus dans :		
Dépôts de banques et dépôts de clients	15 177	16 263
Titres obligataires en émission	2 665	2 327
Passif subordonné	151	151
	17 993	18 741

Compte tenu de la taille et du volume des transactions qui transitent par ces comptes, la communication d'informations relatives aux flux entrants et sortants bruts n'est pas pratique ni intéressante. En 2016, la Banque a encaissé des intérêts créditeurs sur les soldes d'actifs ci-dessus de £390 millions (2015 : £393 millions) et a encouru des intérêts débiteurs sur les soldes de passif susmentionnés de £365 millions (2015 : £408 millions).

#### **Soldes et transactions avec Lloyds Banking Group plc et les autres entités membres de Lloyds Banking Group**

La Banque et ses filiales ont des dettes et des créances vis-à-vis de la société mère de la Banque, Lloyds Banking Group plc et des entités apparentées de la Banque, qui figurent au bilan comme suit. Ces dettes et ces créances sont inscrites au bilan comme suit :

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
<b>Actifs inclus dans</b>				
Instruments financiers dérivés	8 502	9 205	8 502	9 205
Prêts et créances	52 692	38 776	52 625	38 620
Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat	943	4 230	943	4 230
	62 137	52 211	62 070	52 055

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
<b>Passif inclus dans :</b>				
Dépôts de banques et dépôts de clients	105 863	86 273	105 867	86 145
Instruments financiers dérivés	10 121	10 093	10 121	10 093
Passif subordonné	5 601	5 634	5 601	5 635
Titres obligataires en émission	139	598	7	175
Passif détenu à des fins de transaction	943	4 112	943	4 112
	122 667	106 710	122 539	106 160

Compte tenu de la taille et du volume des transactions qui transitent par ces comptes, la communication d'informations relatives aux flux entrants et sortants bruts n'est pas simple ni intéressante. En 2016, le Groupe a gagné £357 millions et la Banque £356 millions d'intérêts créditeurs sur les soldes ci-dessus (2015 : £447 millions pour le Groupe et £446 millions pour la Banque) ; le Groupe a encouru £2,134 millions et la Banque £2,130 millions d'intérêts débiteurs sur les soldes ci-dessus (2015 : £2,212 millions pour le Groupe et £2,200 millions pour la Banque).

Pendant l'exercice, certaines filiales et entités apparentées de Lloyds Banking ont encouru des dépenses dans l'intérêt de la Banque, qui n'ont pas été refacturés à cette dernière et la Banque a encouru des dépenses dans l'intérêt des filiales et des entités apparentées de Lloyds Banking Group qu'elle n'a pas refacturé auxdites entités.

#### **Autres données relatives aux entités apparentées**

##### **Joint-ventures et entreprises associées**

Au 31 décembre 2016, les prêts et avances aux clients non remboursés s'élèvent à £173 millions (2015 : £225 millions) et les soldes relatifs aux dépôts des clients à £15 millions (2015 : £8 million) concernant les joint-ventures et les entreprises associées.

Outre les soldes ci-dessus, le Groupe détient, par le biais de son activité de capital-risque, un certain nombre d'autres entreprises associées qui sont comptabilisées à leur juste valeur sur le compte de résultat. Au 31 décembre 2016, Ces sociétés détenaient des actifs d'environ £20 millions (2015 : £54 millions), un passif total d'environ £80 millions (2015 : £103 millions) et un chiffre d'affaires, au 31 décembre 2016, d'environ £8 millions (2015 : £114 millions) pour un bénéfice d'environ £5 millions (2015 : perte nette de £3 millions). De plus, le Groupe a apporté à ces sociétés un financement de £6 millions (2015 : £15 millions) sur lequel il a encaissé des intérêts d'un montant approximatif de £0.1 million (2015 : £0.5 million) pendant l'exercice.

#### **41 Passif éventuel et engagements**

##### **Commissions interbancaires**

En ce qui concerne les commissions multilatérales d'échange, le Groupe Lloyds Banking n'est pas directement impliqué dans les enquêtes et les litiges en cours (décrits ci-dessous), qui concerne des sociétés de cartes de crédit comme Visa et MasterCard. Cependant, le Groupe Lloyds Banking est membre de Visa, MasterCard, et d'autres systèmes de cartes.

Visa Inc a mené à bien son acquisition de Visa Europe le 21 juin 2016. La part du produit de la vente revenant à Lloyds Banking Group comprend une contrepartie au comptant d'environ £330 millions (dont environ £300 millions ont été encaissés lors de la conclusion de la vente et £30 millions seront payés dans trois ans) et des actions privilégiées, qui ont été évaluées par Lloyds Banking à la juste valeur. Les actions privilégiées sont convertibles en actions ordinaires de catégorie A de Visa

Inc ou leur équivalent, en cas d'occurrence de certains événements. Dans le cadre de cette transaction, le Groupe Lloyds Banking et d'autres banques britanniques ont également signé une convention de partage des pertes avec Visa Inc, qui indique clairement les modalités de répartition des dettes entre les parties, au cas où l'issue du litige évoqué ci-dessus établirait que Visa Inc est responsable de dommages payables par Visa Europe. L'obligation maximale pouvant être imputée au Groupe Lloyds Banking conformément à la convention de partage des pertes se limite à la contrepartie au comptant qui lui revient. Visa Inc peut également avoir recours à une indemnité générale, actuellement prévue par les réglementations d'exploitation de Visa Europe, en ce qui concerne les demandes d'indemnisation relatives à des activités interrégionales ou régionales d'établissement des commissions interbancaires.

#### **LIBOR et autres taux**

En juillet 2014, le Groupe Lloyds Banking annonçait qu'il était parvenu à un règlement de 217 millions de livres (selon les taux de change du 30 juin 2014) visant à régler avec les autorités britanniques et les autorités fédérales américaines une affaire, remontant à quelques années, relative à la manipulation des du taux LIBOR (London Interbank Offered Rate) et du Taux Repo Sterling soumis par plusieurs entreprises du Groupe Lloyds Banking à la British Bankers' Association (BBA). Le Groupe Lloyds Banking continue à coopérer avec d'autres gouvernements et d'autres autorités de contrôle, comme le Serious Fraud Office, la Commission de la Concurrence Suisse et plusieurs Procureurs Généraux d'États américains, en relation à leurs enquêtes concernant les données soumises par des membres du panel aux organismes en charge de la fixation du LIBOR et d'autres taux interbancaires proposés.

Certaines entreprises du Groupe Lloyds Banking, ainsi que plusieurs autres banques membres du Panel, ont également été assignées en tant que défenderesses dans le cadre de poursuites judiciaires privées, dont plusieurs recours collectifs initiés aux États-Unis et liés à leur rôle de banques du Panel de fixation des taux d'intérêt LIBOR du Dollar américain, du Yen japonais et de la livre Sterling. Les poursuites, qui concernent des accusations globalement similaires, font état de violations du Sherman Antitrust Act, du Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Act et du Commodity Exchange Act, ainsi que de plusieurs lois d'état et de plusieurs principes de common law. Certaines demandes des plaignants, y compris celles établies en vertu des lois antitrust américaines, ont été rejetées par le Tribunal Fédéral Américain du District Sud de New York (Tribunal de District). Les plaintes du plaignant concernant les taux de change et les marchés OTC ont été rejetées en novembre 2015 en raison de l'incompétence du tribunal à juger le Groupe Lloyds Banking.

Certaines entreprises du Groupe Lloyds Banking ont également été assignées pour des plaintes déposées au Royaume Uni faisant état de manipulations du LIBOR pour des produits de couverture des risques de taux et de change.

Pour l'instant, il est impossible de prédire l'ampleur et l'issue, pour le Groupe, des différentes enquêtes réglementaires en cours qui n'ont pas fait l'objet du règlement susmentionné, de toutes les poursuites judiciaires entamées par des particuliers ou de tout obstacle à l'interprétation ou à la validité des accords contractuels du Groupe, y compris en ce qui concerne leur calendrier et leur échelle.

#### **Litige avec des actionnaires britanniques**

En août 2014, le Groupe Lloyds Banking et plusieurs anciens administrateurs ont été assignés dans le cadre d'une plainte déposée devant la Haute Cour de Justice par plusieurs plaignants ayant détenu des actions chez Lloyds TSB Group PLC (LTSB) avant l'acquisition de HBOS PLC. Les plaignants affirmaient l'existence de violations d'obligations fiduciaires et de négligences relatives aux informations fournies aux actionnaires concernant l'acquisition et la recapitalisation de LTSB. Il est impossible, pour l'instant, de déterminer l'impact final éventuel pour le Groupe, mais le Groupe Lloyds Banking entend contester vigoureusement ces accusations.

#### **Plan d'indemnisation des clients des services financiers**

Le Financial Services Compensation Scheme (FSCS) est le fonds de compensation réglementaire indépendant britannique de dernier recours, pour les clients de sociétés prestataires de services financiers autorisés. Ce fonds indemnise les clients si une société n'est pas en mesure ou ne semble pas être en mesure de payer des demandes de dédommagement déposées à son encontre. Le FSCS est financé par des prélèvements effectués auprès des entreprises du secteur des services financiers autorisés. Chaque institution de dépôt contribue au FSCS, en fonction de la part du total des dépôts protégés détenue par elle au 31 décembre de l'année qui précède l'année du programme, qui se déroule du 1er avril au 31 mars.

En 2008, suite au défaut de paiement de plusieurs dépositaires, le FSCS a emprunté des fonds au Trésor de sa Majesté, afin de régler les frais d'indemnisation des clients de ces sociétés. Au 31 mars 2016, à savoir à la date de clôture du dernier exercice du fonds FSCS pour lequel des comptes ont été publiés, le solde en capital non remboursé sur ces emprunts s'élevait à £15,655 millions (31 mars 2015 : £15,797 millions). Bien que la majorité de ce prêt soit remboursée via les fonds réalisés par le FSCS suite à la vente d'actifs, par des liquidités excédentaires ou par d'autres recouvrements effectués sur les actifs des sociétés défaillantes, tout déficit sera financé par les dépositaires qui adhèrent au FSCS. Le montant des futurs prélèvements payables par le Groupe dépend de plusieurs facteurs, dont les montants recouvrés par le FSCS et provenant de la vente d'actifs, la participation du Groupe au marché des banques de dépôt au 31 décembre, le niveau de dépôts protégés et le nombre de dépositaires participants.

#### **Administration fiscale**

Le Groupe constitue une provision pour d'éventuelles dettes fiscales se rapportant aux montants dus à l'administration fiscale, y compris suite à une interprétation et une application différente, par l'Administration Fiscale Britannique, d'une certaine norme fiscale. Le Groupe Lloyds Banking est impliqué dans une procédure en cours concernant un dégrèvement de groupe des pertes subies par son ancienne filiale bancaire irlandaise, dont les activités ont cessé le 31 décembre 2010. En 2013, HMRC a informé le Groupe Lloyds Banking que, selon sa propre interprétation de la réglementation britannique autorisant le dédommagement de ces pertes, sa demande devait être rejetée. La Direction estime que, si la position de HMRC était acceptée, cela entraînerait une augmentation des passifs d'impôts actuels d'environ 600 millions de livres et à une réduction d'environ 400 millions de livres des actifs d'impôts différés du Groupe Lloyds Banking (impact général pour le Groupe : 200 millions de livres). Le Groupe Lloyds Banking ne partage pas la position de HMRC et, après avoir demandé l'avis d'un expert, il estime que cette affaire ne devrait pas entraîner des impôts supplémentaires. Il existe plusieurs autres procédures en cours pour lesquelles le Groupe Lloyds Banking est en pourparlers avec HMRC ; aucune d'entre elles ne devrait avoir un impact significatif sur la situation financière du Groupe.

#### **Reprise de prêts immobiliers**

En août 2014, la Haute Cour d'Irlande du Nord a donné raison à des emprunteurs dans le cadre de trois cas types de prêts immobiliers résidentiels, concernant certains aspects des pratiques du Groupe Lloyds Banking relatives au nouveau calcul des mensualités contractuelles des clients en retard de paiement. La FCA est activement engagée dans le secteur en ce qui concerne ces questions. Lloyds Banking Group Le Groupe Lloyds Banking répondra de manière appropriée dans le cadre de cette affaire et à toute enquête, procédure ou mesure réglementaire qui pourrait être entamée, en temps voulu, par rapport à ces questions. La FCA a émis une consultation sur les nouvelles orientations relatives au traitement des clients défaillants en matière de prêts immobiliers. Cela concerne les mesures de réparation vis-à-vis des clients qui ont pu être affectés par les modalités de calcul des mensualités sur les prêts immobiliers. Le résultat de cette consultation devrait être disponible au premier trimestre 2017.

Mise à jour relative à l'Annonce faite par la FCA concernant le délai de prescription des plaintes relatives aux assurances ADI (Assurance Décès Invalidité), et Plevin v Paragon Personal Finance Limited

#### **Activités de traitement des arriérés de remboursement des prêts immobiliers**

Le 26 mai 2016, Lloyds Banking Group a été informée du début d'une enquête de la FCA relative aux activités de traitement des arriérés de remboursement des prêts du Groupe. Cette enquête est encore en cours et il est actuellement impossible de formuler des prévisions fiables concernant les éventuelles obligations qui pourraient en résulter.

**HBOS Reading – examen de la clientèle**

Le Groupe Lloyds Banking entreprend l'examen d'un certain nombre de cas relatifs à des clients, précédemment gérés par l'ancien Service des Créances douteuses de HBOS, basé à Reading. Ce réexamen fait suite à la conclusion d'une procédure pénale dans le cadre de laquelle un certain nombre de personnes, dont deux anciens employés de HBOS, ont été condamnées pour des faits de corruption, négociation frauduleuse et blanchiment d'argent intervenus avant l'acquisition de HBOS par Lloyds Banking Group, en 2009. Cette révision vient de commencer et il est impossible de déterminer, pour le moment, l'impact financier ultime de cette affaire sur le Groupe Lloyds Banking.

**Autres litiges et procédures de nature réglementaire**

Par ailleurs, dans le cadre normal de ses activités, le Groupe est concerné par d'autres réclamations et pourrait faire l'objet de poursuites réelles ou éventuelles (dont des recours collectifs) entamées par des employés actuels ou d'anciens employés, par des clients, par des investisseurs ou d'autres tiers, ou en leur nom. Le Groupe fait également l'objet de vérifications juridiques et réglementaires, de contestations, d'enquêtes et d'actions exécutoires, à la fois au Royaume Uni et à l'étranger. Toutes ces affaires importantes sont régulièrement réévaluées, avec l'aide d'un conseiller professionnel externe si nécessaire, afin de déterminer les probabilités que le Groupe encoure une obligation. Si l'on estime qu'il est plus probable que le Groupe encoure une telle obligation, une provision est établie en fonction des meilleures estimations de la direction relatives à son montant, à la date de clôture de l'exercice concerné. Dans certains cas, il ne sera pas possible de formuler un avis, si, par exemple, les faits ne sont pas suffisamment clairs ou si plus de temps est nécessaire pour évaluer convenablement le fond de l'affaire et qu'aucune provision n'est prévue dans ce cas précis. Toutefois, le Groupe ne s'attend pas à ce que l'issue finale de ces affaires ait un effet négatif important sur sa situation financière, sur son exploitation ou sur ses liquidités.

**Passif et engagements éventuels liés aux activités bancaires**

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Passif éventuel				
Acceptations et avals	1	–	1	–
Autres :				
Autres postes servant de substituts de crédit direct	19	15	19	15
Cautions de bonne fin et autre passif éventuel lié à des transactions commerciales	83	90	83	89
	102	105	102	104
Total passif éventuel	103	105	103	104

Le passif éventuel, tel que mentionné ci-dessus, résulte de la normale activité bancaire et il n'est pas facile d'en quantifier les futurs effets financiers.

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Engagements				
Achats d'actifs à terme et dépôts à terme placés	28	23	28	23
Lignes de crédit confirmées inutilisées, lignes de crédit et autres engagements de prêt :				
Echéance initiale à moins d'un an :				
Offres de prêts immobiliers effectuées :	9 828	9 092	9 672	8 937
Autres engagements	21 817	21 099	21 748	20 929
	31 645	30 191	31 420	29 866
Echéance initiale à 1 an ou supérieure	3 651	3 992	3 651	3 992
Total engagements	35 324	34 206	35 099	33 881

Sur les montants mentionnés ci-dessus au poste "Lignes de crédit confirmées inutilisées, lignes de crédit et autres engagements de prêt", £14,431 millions (2015 : £13,592 million) pour le Groupe et £14,275 millions (2015 : £13,592 millions) pour la Banque étaient irrévocables.

**Engagements relatifs aux contrats de location-exploitation**

Lorsque le preneur est une société du Groupe, les futurs loyers minimum payables pour des contrats non annulables de location-exploitation de locaux sont les suivants :

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
À 1 an maximum	105	114	105	113
A plus d'1 an et moins de 5 ans.	332	362	332	361
A plus de 5 ans	431	461	431	461
Total des engagements relatifs aux contrats de location-exploitation	868	937	868	935

Les paiements relatifs aux engagements de location-exploitation représentent les loyers payables par le Groupe pour certains de ses biens immobiliers. Certains contrats de location-exploitation comportent des options de renouvellement et des clauses d'augmentation progressive du loyer, ayant, toutefois, un effet marginal. Aucun accord n'a été conclu pour le paiement de loyers conditionnels.

**Engagements en capital**

A l'exception des engagements assumés par le Groupe pour des investissements immobiliers (note 23), aucun autre investissement n'avait fait l'objet d'un contrat sans être provisionné au 31 décembre 2016 (2015 : zéro £).

**42 Instruments financiers****(1) Base de mesure de l'actif et du passif financier**

Les politiques comptables figurant à la note 2 décrivent les modalités de mesure des différentes catégories d'instruments financiers et de comptabilisation des recettes et des dépenses, y compris les plus/moins-values sur les justes valeurs.

Groupe	Instruments dérivés désignés comme instruments de couverture £m	A la juste valeur sur compte de résultat		Cessibles £m	Prêts et créances £m	Détenus au coût amorti £m	Total £m
		Détenus pour transaction £m	Désignés lors de la comptabilisation initiale £m				
Au 31 décembre 2016							
Actif financier							
En-caisse et soldes détenus auprès des banques centrales	—	—	—	—	—	2 840	2 840
Postes en cours de recouvrement par des banques	—	—	—	—	—	188	188
Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur sur compte de résultat	—	943	119	—	—	—	1 062
Instruments financiers dérivés	4 313	10 351	—	—	—	—	14 664
Prêts et créances							
Prêts et avances aux banques	—	—	—	—	1 116	—	1 116
Prêts et avances aux clients	—	—	—	—	268 899	—	268 899
Titres obligataires	—	—	—	—	169	—	169
Créances vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking	—	—	—	—	52 692	—	52 692
	—	—	—	—	322 876	—	322 876
Actifs financiers cessibles	—	—	—	2 916	—	—	2 916
Total actif financier	4 313	11 294	119	2 916	322 876	3 028	344 546
Passif financier							
Dépôts de banques	—	—	—	—	—	6 191	6 191
Dépôts de clients	—	—	—	—	—	179 317	179 317
Dettes vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking	—	—	—	—	—	105 863	105 863
Postes en cours de transmission aux banques	—	—	—	—	—	248	248
Passif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat	—	943	2	—	—	—	945
Instruments financiers dérivés	2 664	11 061	—	—	—	—	13 725
Effets en circulation	—	—	—	—	—	1 402	1 402
Titres obligataires en émission	—	—	—	—	—	16 679	16 679
Passif subordonné	—	—	—	—	—	7 084	7 084
Total passif financier	2 664	12 004	2	—	—	316 784	331 454

Groupe	Instruments dérivés désignés comme instruments de couverture £m	A la juste valeur sur compte de résultat		Cessibles £m	Prêts et créances £m	Détenus au coût amorti £m	Total £m
		Détenus pour transaction £m	Désignés lors de la comptabilisation initiale £m				
Au 31 décembre 2015							
Actif financier							
En-caisse et soldes détenus auprès des banques centrales	—	—	—	—	—	2 481	2 481
Postes en cours de recouvrement auprès des banques	—	—	—	—	—	172	172
Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrits à la juste valeur sur compte de résultat	—	4 230	226	—	—	—	4 456
Instruments financiers dérivés	4 208	10 718	—	—	—	—	14 926
Prêts et créances							
Prêts et avances aux banques	—	—	—	—	669	—	669
Prêts et avances aux clients	—	—	—	—	270 837	—	270 837
Titres obligataires	—	—	—	—	182	—	182
Créances vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking	—	—	—	—	38 776	—	38 776
	—	—	—	—	310 464	—	310 464
Actifs financiers cessibles	—	—	—	4 460	—	—	4 460
Total actif financier	4 208	14 948	226	4 460	310 464	2 653	336 959
Passif financier							
Dépôts de banques	—	—	—	—	—	1 541	1 541
Dépôts de clients	—	—	—	—	—	190 046	190 046
Dettes vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking	—	—	—	—	—	86 273	86 273
Postes en cours de transmission aux banques	—	—	—	—	—	342	342
Passif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat	—	4 414	1	—	—	—	4 415
Instruments financiers dérivés	2 558	10 771	—	—	—	—	13 329
Effets en circulation	—	—	—	—	—	1 112	1 112
Titres obligataires en émission	—	—	—	—	—	18 492	18 492
Passif subordonné	—	—	—	—	—	7 360	7 360
Total passif financier	2 558	15 185	1	—	—	305 166	322 910

Banque	Instruments	Détenus pour	A la juste valeur sur compte de résultat	Prêts et	Détenus au	Coût
--------	-------------	--------------	--	----------	------------	------

	dérivés désignés comme instruments de couverture	transaction	Désignés lors de la comptabilisation initiale	Cessibles	créances	coût amorti	amorti
Banque	£m	£m	£m	£m	£m	£m	£m
Au 31 décembre 2016							
Actif financier							
En-caisse et soldes détenus auprès des banques centrales	—	—	—	—	—	2 840	2 840
Postes en cours de recouvrement auprès des banques	—	—	—	—	—	188	188
Actif financier détenu à des fins et autre actif financier inscrits à la juste valeur cpte de résultat	—	943	6	—	—	—	949
Instruments financiers dérivés	4 313	9 611	—	—	—	—	13 924
Prêts et créances							
Prêts et avances aux banques	—	—	—	—	1 022	—	1 022
Prêts et avances aux clients	—	—	—	—	262 122	—	262 122
Titres obligataires	—	—	—	—	162	—	162
Créances vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking	—	—	—	—	71 586	—	71 586
	—	—	—	—	334 892	—	334 892
Actifs financiers cessibles	—	—	—	2 526	—	—	2 526
Total actif financier	4 313	10 554	6	2 526	334 892	3 028	355 319
Passif financier							
Dépôts de banques	—	—	—	—	—	6 156	6 156
Dépôts de clients	—	—	—	—	—	179 282	179 282
Dettes vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking	—	—	—	—	—	121 045	121 045
Postes en cours de transmission aux banques	—	—	—	—	—	248	248
Passif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat	—	943	—	—	—	—	943
Instruments financiers dérivés	2 664	10 697	—	—	—	—	13 361
Effets en circulation	—	—	—	—	—	1 402	1 402
Titres obligataires en émission	—	—	—	—	—	13 738	13 738
Passif subordonné	—	—	—	—	—	7 084	7 084
Total passif financier	2 664	11 640	—	—	—	328 955	343 259

Banque	Instruments dérivés désignés comme instruments de couverture £m	At fair value through profit or loss		Cessibles £m	Prêts et créances £m	Détenus au coût amorti £m	Total £m
		Détenus pour transaction £m	Désignés lors de la comptabilisation initiale £m				
Au 31 décembre 2015							
Actif financier							
En-caisse et soldes détenus auprès des banques centrales	—	—	—	—	—	2 481	2 481
Postes en cours de recouvrement auprès des banques	—	—	—	—	—	172	172
Actif financier détenu à des fins de de transaction et autre actif financier inscrits à la juste valeur sur compte de résultat	—	4 230	5	—	—	—	4 235
Instruments financiers dérivés	4 208	10 331	—	—	—	—	14 539
Prêts et créances							
Prêts et avances aux banques	—	—	—	—	603	—	603
Prêts et avances aux clients	—	—	—	—	263 051	—	263 051
Titres obligataires	—	—	—	—	174	—	174
Créances vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking	—	—	—	—	58 201	—	58 201
	—	—	—	—	322 029	—	322 029
Actifs financiers cessibles	—	—	—	4 122	—	—	4 122
Total actif financier	4 208	14 561	5	4 122	322 029	2 653	347 578
Passif financier							
Dépôts de banques	—	—	—	—	—	1 525	1 525
Dépôts de clients	—	—	—	—	—	190 016	190 016
Dettes vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking	—	—	—	—	—	102 408	102 408
Postes en cours de transmission aux banques	—	—	—	—	—	342	342
Passif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat	—	4 414	—	—	—	—	4 414
Instruments financiers dérivés	2 558	10 418	—	—	—	—	12 976
Effets en circulation	—	—	—	—	—	1 112	1 112
Titres obligataires en émission	—	—	—	—	—	14 402	14 402
Passif subordonné	—	—	—	—	—	7 360	7 360
Total passif financier	2 558	14 832	—	—	—	317 165	555

**(2) Mesure de la juste valeur**

La juste valeur est le prix que l'on encaisserait sur la vente d'un actif ou qui serait payé pour le transfert d'une dette dans le cadre d'une transaction réalisée dans des conditions normales, entre acteurs du marché, à la date de la mesure. La mesure est effectuée à une certaine date et peut être sensiblement différente du montant qui sera effectivement payé ou reçu à la date d'échéance ou de règlement.

Chaque fois que possible, les justes valeurs ont été calculées à l'aide des prix de marché cotés non ajustés et en vigueur sur les marchés actifs pour des instruments identiques détenus par le Groupe. Lorsque des prix de marché cotés ne sont pas disponibles ou ne sont pas fiables en raison de leur faible liquidité, les justes valeurs ont été déterminées par des techniques d'évaluation utilisant, autant que possible, des données observables sur le marché, mais, dans certains cas, des données observables provenant d'autres sources que le marché. Les techniques d'évaluation utilisées incluent l'analyse des flux de trésorerie actualisés et les modèles de calcul des prix et, le cas échéant, la comparaison avec des instruments dotés de caractéristiques similaires à celles des instruments détenus par le Groupe.

Le Groupe gère des ajustements de l'évaluation pour ses expositions en instruments dérivés, sur une base nette, et détermine leurs justes valeurs sur la base de leurs expositions nettes. Dans tous les autres cas, les justes valeurs de l'actif et du passif financier mesurées à la juste valeur sont déterminées sur la base de leur exposition brute.

La valeur comptable des instruments financiers suivants constitue une approximation raisonnable de la juste valeur : en-caisse et avoirs auprès des banques centrales, Eléments en cours de recouvrement auprès des banques, éléments en cours de transmission aux banques, effets en circulation.

Etant donné la diversité des techniques d'évaluation employées et les estimations significatives effectuées, des comparaisons des justes valeurs entre les différents établissements financiers pourraient ne pas se révéler utiles. Nous conseillons, donc, aux lecteurs de ces états financiers de faire preuve de prudence dans l'utilisation de ces données pour l'évaluation de la situation financière du Groupe.

Les informations relatives à la juste valeur ne sont pas fournies pour les éléments autres que les instruments financiers ou pour d'autres éléments d'actif et de passif non-inscrits à leur juste valeur au bilan consolidé du Groupe. Ces postes incluent l'actif incorporel, tel que la valeur du réseau de succursales du Groupe, les relations à long terme avec des déposants et les relations avec des titulaires de cartes de crédit ; les locaux et les équipements et les fonds propres. Ces éléments étant essentiels, le Groupe estime que les données sur la juste valeur présentées ne reflètent pas la valeur sous-jacente du Groupe.

#### **Cadre de contrôle de la valorisation**

Les principaux éléments du cadre de contrôle pour l'évaluation des instruments financiers incluent la validation du modèle, la vérification de l'utilisation du produit et la vérification indépendante des prix. Ces fonctions sont confiées à des équipes dûment qualifiées en charge des risques et de la finance, qui sont indépendantes du secteur d'activité responsable des produits.

La validation du modèle concerne des aspects à la fois qualitatifs et quantitatifs relatifs aux nouveaux modèles. En ce qui concerne tout nouveau produit, une vérification de l'utilisation du produit est effectuée avant et après sa négociation. Les tests menés avant la négociation sont destinés à assurer que le nouveau modèle est intégré dans les systèmes du Groupe et que le reporting des bénéfices, des pertes et des risques est cohérent tout au long de la durée de vie du produit. Les tests menés après la négociation sont destinés à vérifier la valeur explicative du modèle utilisé, en contrôlant activement les paramètres du modèle et en comparant les structures de prix internes à des sources externes. Des procédures indépendantes de vérification des prix sont appliquées aux instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur. La fréquence de la vérification dépend de la disponibilité de données indépendantes, une fréquence mensuelle étant une condition requise minimum. Les écarts d'évaluation non conformes aux seuils établis sont signalés à la Direction. Les résultats de la vérification des prix par une source indépendante et des réserves d'évaluation sont analysés chaque mois par la Direction.

Des comités composés des principaux responsables des risques et de la direction financière et commerciale se réunissent au moins une fois par trimestre pour analyser et approuver les évaluations effectuées dans des domaines qui requièrent un jugement plus approfondi, notamment ce qui concerne les titres non cotés, le crédit structuré, les options négociables et la réserve d'Ajustement de l'Evaluation du Crédit.

#### **Valorisation de l'actif et du passif financier**

L'actif et le passif financier comptabilisé à la juste valeur ou pour lequel des justes valeurs ont été déclarées a été réparti selon trois différents niveaux, en fonction de la qualité et de la fiabilité des informations utilisées pour la définition de la juste valeur.

### **(3) Actif et passif financier comptabilisé à sa juste valeur**

#### **Estimations et opinions comptables essentielles**

Les techniques de valorisation des instruments financiers de niveau 2 et, plus particulièrement, de niveau 3 nécessitent des jugements et des estimations de la part de la Direction, dont l'étendue dépend de la complexité de l'instrument et de la disponibilité d'informations observables sur le marché. De plus, avec la pratique du marché, le Groupe applique des ajustements du crédit, du débit et du financement, dans la détermination de la juste valeur de ses postes de dérivés non garantis. Vous trouverez une description de ces ajustements à la note 70. D'autres informations détaillées sur les instruments financiers de niveau 3 et la sensibilité de leur valorisation, y compris en ce qui concerne l'effet de l'application d'autres hypothèses raisonnablement possibles dans la détermination de la juste valeur, figurent ci-dessous. Les détails sur la sensibilité au risque de marché résultant des actifs détenus à des fins de transaction et des autres positions de trésorerie figurent ci-dessous.

#### **(A) Actif financier, sauf instruments dérivés**

#### **Hiérarchie d'évaluation**

L'approche d'évaluation de la juste valeur est de nature récurrente. Il n'y a pas eu de transferts significatifs entre le niveau 1 et le niveau 2 au cours de l'exercice.

Groupe Au 31 décembre 2016	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat				
Prêts et avances consentis aux clients	-	943	-	943
Actions participatives	-	-	119	119
Total actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier à sa juste valeur sur compte de résultat	-	943	119	1 062
Actif financier cessible				
Titres obligataires :				
Titre d'état	-	2	-	2
Titres adossés à des actifs	-	13	-	13
Obligations d'entreprise et autres obligations	-	2 424	-	2 424
	-	8	469	477
Actions participatives	-	8	469	477
Total actif financier cessible	-	2 447	469	2 916
Total actif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	-	3 390	588	3 978

Groupe Au 31 décembre 2015	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat				
Prêts et avances aux clients	–	4 230	–	4 230
Actions participatives	–	–	226	226
Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat	–	4 230	226	4 456
Actif financier cessible				
Titres obligataires :				
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	–	17	–	17
Titres adossés à des prêts immobiliers	–	82	–	82
Obligations d'entreprise et autres obligations	–	3 984	–	3 984
	–	4 083	–	4 083
Actions participatives	1	37	339	377
Total actif financier cessible	1	4 120	339	4 460
Total actif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	1	8 350	565	8 916

Banque Au 31 décembre 2016	Evaluation Niveau 1 £m	Evaluation Niveau 2 £m	Evaluation Niveau 3 £m	Total £m
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier à sa juste valeur sur compte de résultat				
Prêts et avances consentis aux clients	–	943	–	943
Actions participatives	–	–	6	6
Total actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier à sa juste valeur sur compte de résultat	–	943	6	949
Actif financier cessible				
Titres obligataires :				
Titres d'état	–	2	–	2
Titres adossés à des prêts immobiliers	–	13	–	13
Obligations d'entreprise et autres obligations	–	2 424	–	2 424
	–	2 424	–	2 439
Actions participatives	–	6	81	87
Total actif financier cessible	–	2 445	81	2 526
Total actif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	–	3 388	87	3 475

Banque Au 31 décembre 2015	Level 1 Valuation £m	Level 2 Valuation £m	Level 3 Valuation £m	Total £m
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur sur compte de résultat				
Prêts et avances consentis aux clients	–	4,230	–	4,230
Actions du capital	–	–	5	5
Total Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur sur compte de résultat	–	4,230	5	4 235
Actif financier cessible	4,235			
Titres obligataires :				
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	–	17	–	17
Titres adossés à des prêts immobiliers	–	82	–	82
Obligations d'entreprise et autres obligations	–	3 984	–	3 984
	–	4 083	–	4 083
Actions participatives	–	37	2	39
Total actif financier cessible	–	4,120	2	4 122
Total actif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	–	8,350	7	8 357

### Mouvements dans le portefeuille de niveau 3

Le tableau ci-dessous analyse les mouvements des actifs financiers de niveau 3, sauf instruments dérivés (évaluation récurrente)

Groupe	2016			2015		
	Actif détenu pour Transaction et autre actif financier à la juste valeur sur compte de résultat £m	Cessible £m	Total actif financier, sauf dérivés £m	Actif détenu pour transaction et autre actif financier à la juste valeur sur compte de résultat £m	Cessible £m	Total actif financier, sauf dérivés £m
Au 1er janvier	226	339	565	172	270	442
Ajustement des changes et autres ajustements	1	4	5	1	1	2
(Moins) plus-values comptabilisées au compte de résultat dans autres revenus	-15	–	-15	87	–	87
Plus-values comptabilisées dans autre résultat dans la réserve de réévaluation pour les actifs financiers cessibles	–	32	32	–	11	11
Achats	–	102	102	1	68	69
Ventes	93	-39	-132	-35	-11	-46
Transferts au portefeuille de niveau 3	–	31	31	–	–	–
Au 31 décembre	119	469	588	226	339	565
Plus-values comptabilisées dans le compte de autre résultat, concernant la variation de ces actifs détenus au 31 décembre	64	–	64	92	–	92

Le tableau ci-dessous analyse les mouvements des actifs financiers de niveau 3,

Banque	2016			2015		
	Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat £m	Cessible £m	Total actif financier sauf dérivés £m	Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat £m	Cessible £m	Total actif financier sauf dérivés £m
Au 1er janvier	5	2	7	5	–	5
Ajustement des changes et autres ajustements	1	–	1	1	5	6
Plus(moins)-valeurs comptabilisées dans autre résultat global dans la réserve de réévaluation pour les actifs financiers cessibles	–	48	48	–	-2	-2
Ventes	–	–	–	-1	-1	-2
Transferts au portefeuille de niveau 3	–	31	31	–	–	–
Au 31 décembre	6	81	87	5	2	7
Plus-values comptabilisées dans le compte de résultat, dans autre résultat, concernant la variation de la juste valeur de ces actifs détenus au 31 décembre	–	–	–	–	–	–

#### Méthode de valorisation de l'actif financier, sauf instruments dérivés

##### Prêts et avances aux banques

Il s'agit principalement de contrats de prise en pension. La juste valeur de ces actifs est déterminée à l'aide de techniques d'actualisation des flux de trésorerie. Les taux d'actualisation résultent des courbes repo observables spécifiques au type de titre acheté selon la convention de prise en pension.

##### Titres obligataires

Les titres obligataires mesurés à leur juste valeur et classés comme des titres de Niveau 2 sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie à l'aide d'un différentiel de crédit applicable à l'instrument concerné.

Lorsque l'activité de négociation des titres obligataires est limitée, le groupe emploie des modèles d'évaluation, des informations largement partagées concernant les prix fournis par des services de fixation des prix externes ainsi que des cotations fournies par des agents de change ou des gestionnaires principaux en vue de la détermination d'une évaluation adéquate. Les titres obligataires sont classés comme Niveau 3 s'il existe des données d'évaluation significatives qui ne peuvent être corroborées par des sources de marché ou si les valeurs existantes présentent de graves incohérences. Les catégories d'actifs classées en Niveau 3 incluent principalement des obligations de prêt garanties et des titres de créance garantis.

##### Investissements de capitaux

Les investissements dans des actions et des fonds non cotés sont évalués à l'aide de différentes techniques selon la politique d'évaluation du Groupe et les International Private Equity and Venture Capital Guidelines.

En fonction des autres secteurs d'activité et des circonstances de l'investissement, les évaluations d'actions non cotées se fondent sur les multiples de bénéfices, la valeur nette de l'actif ou les flux de trésorerie actualisés.

- Un certain nombre de ratios de bénéfices sont utilisés pour l'évaluation du portefeuille et notamment les multiples cours/bénéfice, bénéfice avant intérêts et impôt et bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement. Le multiple spécifiquement choisi est approprié pour le type d'activité faisant l'objet de l'évaluation et résulte, par référence, du multiple basé sur le marché actuel. On prend également en considération, dans la sélection du multiple approprié, les attributs du risque, les perspectives de croissance et l'endettement financier d'activités comparables.

- Les évaluations des flux de trésorerie actualisés se fondent, généralement, sur les prévisions de la Direction, avec l'application de rendements de sortie ou de multiples finaux appropriés ainsi que de taux d'utilisation actualisés adéquats en fonction de l'investissement concerné, du secteur d'activité ou des taux de rendement économique les plus récents. Les récentes transactions impliquant la vente d'activités similaires peuvent être utilisées, parfois, en tant que cadre de référence pour la sélection du multiple adéquat.

- Pour les investissements de capitaux, la valeur la plus récente en compte capital calculée par le gestionnaire du fonds est employée comme base d'évaluation et ajustée, si nécessaire, pour l'alignement des techniques d'évaluation sur la politique d'évaluation du Groupe.

Les investissements en actions non cotées et ceux dans des biens de la société détenus dans le fonds d'assurance-vie sont valorisés sur la base des évaluations effectuées par des entités externes. La Direction prend en compte les informations pertinentes, telles que les transactions récemment réalisées et les informations reçues sur certains investissements, en vue de l'ajustement des informations reçues de la part de l'entité externe, si nécessaire.

#### (B) Passif financier, sauf instruments dérivés

##### Hiérarchie d'évaluation

Groupe	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
<b>Au 31 décembre 2016</b>				
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier à sa juste valeur sur compte de résultat	–	–	2	2
Passif détenu à des fins de transaction				
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat	–	943	–	943
Positions courtes en titres	–	–	–	–
	–	943	–	943
Total actif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	–	943	2	945
<b>Au 31 décembre 2015</b>				
Passif financier détenu à des fins de transaction et autre passif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat	–	–	1	1
Passif détenu à des fins de transaction				



Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat	–	4 414	–	4 414
Positions courtes en titres	–	–	–	–
	4 414		–	4 414
Total passif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	–	4,414	1	4 415

Banque	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
<b>Au 31 décembre 2016</b>				
Passif détenu à des fins de transaction				
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat	–	943	–	943
Total passif détenu à des fins de transaction	–	943	–	943
Total passif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	–	943	–	943
<b>Au 31 décembre 2015</b>				
Passif détenu à des fins de transaction				
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat	–	4 414	–	4 414
Total passif détenu à des fins de transaction	–	4 414	–	4 414
Total passif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	–	4 414	–	4 414

Le tableau ci-dessous analyse les mouvements du passif financier de niveau 3, sauf instruments dérivés

Groupe	Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat £m
Au 1er janvier 2015	5
Rachats	-4
Au 31 décembre 2015	1
Moins-values comptabilisées dans le compte de résultat, dans autre résultat	1
Au 31 décembre 2016	2
Plus-values comptabilisées dans le compte de résultat, dans autre résultat concernant la variation de la juste valeur de ce passif au 31 décembre 2016	–
Plus-values comptabilisées dans le compte de résultat, dans autre résultat concernant la variation de la juste valeur de ce passif au 31 décembre 2015	–

#### Méthode d'évaluation du passif financier, sauf instruments dérivés

##### *Passif détenu à des fins de transaction relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat*

La juste valeur de ces éléments de passif est calculée à l'aide de techniques basées sur l'actualisation de flux de trésorerie. Les taux d'actualisation résultent des courbes repo observables pour chaque type de titre vendu dans le cadre du contrat de rachat.

#### (C) Instruments dérivés

Groupe	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
<b>Au 31 décembre 2016</b>				
Actif dérivé	–	14 081	583	14 664
Passif dérivé	–	-13,668	-57	-13,725
<b>Au 31 décembre 2015</b>				
Actif dérivé	–	14 584	342	14 926
Passif dérivé	–	-13,291	-38	-13,329

Banque	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
<b>Au 31 décembre 2016</b>				
Actif dérivé	–	13 341	583	13 924
Passif dérivé	–	-13,304	-57	-13,361
<b>Au 31 décembre 2015</b>				
Actif dérivé	–	14 197	342	14 539
Passif dérivé	–	-12,938	-38	-12,976

Lorsque les éléments d'actif et de passif dérivé du Groupe ne sont pas négociés par un établissement boursier, ils sont évalués à l'aide de techniques d'évaluation, dont la méthode des flux de trésorerie actualisée et les modèles de simulation des prix des options, selon les cas. Les types d'instruments dérivés classés comme niveau 2 et les techniques d'évaluation incluent :

- Les swaps de taux d'intérêt évalués selon le modèle des flux de trésorerie actualisée ; les données les plus significatives de ces modèles sont les courbes de rendement des taux d'intérêt développées à partir des taux faisant l'objet d'une cotation publique.
- Les instruments dérivés de taux de change ne contenant pas d'options dont le prix est établi sur la base des taux fournis par des sources publiques
- Les instruments dérivés de crédit évalués à l'aide de modèles classiques basés sur des données observables, sauf en ce qui concerne les éléments classés comme niveau 3, qui sont évalués selon les taux officiellement publiés et les courbes de swaps de défaut de remboursements des crédits (CDS).
- Des produits moins complexes d'options sur taux d'intérêt et change de devises, qui sont évalués à l'aide de surfaces de volatilité y développées sur la base de plafonds de taux d'intérêt publiés, de swaptions et d'autres volatilités d'options ; les informations relatives à l'asymétrie de la volatilité implicite des prix des options fournies par un service de fixation des prix de marché par consensus. Pour des options plus complexes, le Groupe calibre ses modèles à l'aide de données observables at-the-money ; si nécessaire, le Groupe procède à un ajustement pour des positions out-of-the-money positions en recourant à un service de fixation des prix de marché par consensus.

Des produits complexes de taux d'intérêt et de change comportant une dispersion significative des prix fixés par consensus ou impliquant des coûts de financement implicites importants et non observables sont classés comme produits de niveau 3.

Si un dispositif de protection du crédit, généralement sous la forme d'un swap de défaut de remboursement du crédit, a été acheté ou souscrit sur des Titres adossés à des actifs, le titre est désigné comme titre adossé à des actifs sur une base négative et l'Actif ou le Passif dérivé sui en résulte est classé comme instrument de niveau 2 ou de niveau 3 selon la classification du titre adossé à des actifs sous-jacent.

Le tableau ci-dessous analyse les mouvements des Actifs et Passifs dérivés de niveau 3 comptabilisés à la juste valeur. Suite aux modifications apportées à la méthode d'évaluation en 2015, les swaps d'inflation non garantis ne sont pas censés comporter des données non observables significatives et ont été transférés du niveau 3 au niveau 2.

	Groupe		Banque	
	Actifs dérivés £m	Passif dérivé £m	Actifs dérivés £m	Passif dérivé £m
Au 1er janvier 2015	522	-101	522	-101
Ajustement des changes et autres ajustements	19	–	-19	–
Plus (moins)-valeurs comptabilisées dans le compte de résultat, dans autre résultat	22	-6	22	-6
(Ventes) rachats	51	29	-51	29
Transferts à partir du portefeuille de niveau 3	132	40	-132	40
Au 31 décembre 2015	342	-38	342	-38
Ajustement des changes et autres ajustements	53	-3	53	-3
Plus(moins)-valeurs comptabilisées dans le compte de résultat, dans autre résultat	144	-16	144	-16
Transferts au portefeuille de niveau 3	44	–	44	–
Au 31 décembre 2016	583	-57	583	-57
Plus(moins)-valeurs comptabilisées dans le compte de résultat, dans autre résultat, concernant la variation de la juste valeur de ces actifs ou de ce passif détenu(s) au 31 décembre 2016	144	-16	144	-16
Plus(moins)-valeurs comptabilisées dans le compte de résultat, dans autre résultat, concernant la variation de la juste valeur de ces actifs ou de ce passif détenu(s) au 31 décembre 2015	8	-1	8	-1

#### Ajustements des valorisations des instruments dérivés

Les instruments financiers dérivés inscrits au bilan pour leur juste valeur sont ajustés, si nécessaire, pour prendre en compte le risque de crédit, de liquidité du marché et d'autres risques.

#### (i) Ajustements de l'évaluation des instruments dérivés non garantis, sauf contreparties « mono-gamme »

	2016 £m	2015 £m
Au 1er janvier	191	178
Charge sur compte de résultat (crédit)	111	-14
Transferts	-16	27
Au 31 décembre	286	191

Représenté par

	2016 £m	2015 £m
Ajustement de l'évaluation du crédit	253	156
Ajustement de l'évaluation du débit	15	-10
Ajustement de l'évaluation du financement	48	45
	286	191

Les Ajustements de la Valorisation du Débit et du Crédit (CVA et DVA) s'appliquent aux expositions en produits dérivés négociables de gré à gré du Groupe avec des contreparties non soumises à des accords de garantie interbancaire standards. Ces expositions concernent en grande partie la fourniture de solutions de gestion du risque pour les entreprises clientes de la Division Banque Commerciale.

Le CVA est adopté lorsque le Groupe a une future exposition positive non garantie (actif), tandis que le DVA est adopté lorsque le Groupe a une future exposition négative non garantie (passif). Ces ajustements reflètent les taux d'intérêt et les prévisions relatives à la solvabilité de la contrepartie ainsi que le différentiel de crédit propre du Groupe.

Le CVA est sensible à :

- La taille actuelle de la position mark-to-market de l'actif non garanti ;
- Les prévisions relatives à la future volatilité de l'actif sous-jacent ; et
- Les prévisions relatives à la solvabilité de la contrepartie.

Dans les cas dans lesquels l'exposition vis-à-vis d'une contrepartie devient douteuse, l'ajustement de la valorisation de tout instrument dérivé associé est transféré et soumis à une évaluation de la perte spécifique, avec les autres éléments d'actif et de passif non dérivé que la contrepartie pourrait détenir auprès du Groupe.

Les spreads de marché sur Swaps sur Défaut de Crédit (CDS) sont utilisés pour développer la probabilité de défaut de la contrepartie concernée. Pour les contreparties non cotées, les cotes de crédit internes et les courbes de marché du secteur des CDS ainsi que les taux de recouvrement sont utilisés. The La Perte en cas de défaillance (PCD) se fonde sur les taux de recouvrement du marché et les évaluations internes du crédit.

L'association de la détérioration d'un cran de la cote de crédit des contreparties en instruments dérivés et d'une augmentation de 10% de la PCD entraîne une augmentation du CVA de £30 millions de livres sterling. La valeur actuelle de marché est employée pour estimer l'exposition prévisionnelle pour les produits non gérés par le modèle, à savoir, principalement, des options de taux d'intérêt complexes négociées en très faibles volumes. Pour celles-ci, le CVA est calculé sur une base complémentaire (représentant, au total, zéro £ du Solde global de CVA au 31 décembre 2016).

Le DVA est sensible à :

- La taille actuelle de la position mark-to-market sur le passif non garanti ;

- Les prévisions relatives à la future volatilité du marché du passif sous-jacent ; et
- Le différentiel de crédit (spread) CDS propre du Groupe.

Les expositions au risque utilisées pour le calcul du CVA et du DVA sont fortement influencées par les taux d'intérêt. Compte tenu de la nature de l'activité du Groupe, les expositions CVA/DVA sont généralement similaires, de manière à ce que les ajustements de la valorisation baissent lorsque les taux d'intérêt augmentent. Une augmentation de 1% du spread du CDS entraînerait une baisse de 93 millions £ de l'ajustement de la valorisation globale, à 145 millions £. Le modèle de CVA utilisé par le Groupe ne prend en compte aucune corrélation entre le niveau des taux d'intérêt et celui des taux de défaut.

Le Groupe a également comptabilisé un Ajustement de l'Evaluation du Financement en vue de l'ajustement du coût net du financement des positions en instruments dérivés non garantis. Cet ajustement est calculé sur la future exposition prévue actualisée selon un coût de financement adéquat. Une augmentation de 10 points de base du coût de financement entraînerait une augmentation de l'ajustement de l'évaluation du financement d'environ £9 millions de livres sterling.

#### (ii) Liquidité du marché

Le Groupe inclut des ajustements de l'évaluation mid to bid-offer par rapport au coût prévisionnel de clôture des positions de risque de marché du Groupe dans un délai compatible avec l'activité de négociation historique et à la tendance historique des spreads enregistrés par les salles de marché dans le cadre de l'activité, dans des conditions de marché normales.

Au 31 décembre 2016, l'activité de négociation d'instruments dérivés du Groupe détenait des ajustements de la valorisation mid to bid-offer de £41 million (2015 : £26 million).

#### (D) Sensibilité des valorisations du portefeuille de niveau 3

	Techniques d'évaluation	Données non observables significatives	Au 31 décembre 2016			Au 31 décembre 2015		
			Effet des hypothèses alternatives raisonnablement envisageables 2			Effet des hypothèses alternatives raisonnablement envisageables 2		
			Valeur comptable £m	Variations favorables £m	Variations défavorables £m	Valeur comptable £m	Variations favorables £m	Variations défavorables £m
Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat	Valeur de l'actif sous-jacent/actif net (incl. prix des biens immobiliers) <sup>3</sup>	n/a	119	6	-10	226	21	-26
Investissements en capital et capital-risque			119			226		
Actifs financiers cessibles	Valeur de l'actif sous-jacent/actif net (incl. prix des biens immobiliers) <sup>3</sup>	n/a	469	30	-35	339	25	-27
Investissements en capital et capital-risque			469			339		
Actif financier dérivé	Modèle du calcul du prix des options	Volatilité du taux d'intérêt (0%/115)						
Swaps de taux d'intérêt			583	-2	-8	342	3	-1
			583			342		
Actif financier de niveau 3 comptabilisé à sa juste valeur	2		1,171			907		
Passif financier détenu à des fins de transaction et autre passif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat						1	-	-
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier à sa juste valeur sur compte de résultat	Modèle du calcul du prix des options	Volatilité du taux d'intérêt (0%/115)	57	-	-	38	-	-
Passif financier dérivé			57			38		
Dérivés de taux d'intérêt								
Passif financier comptabilisé à sa juste valeur de niveau 3			59			39		

<sup>1</sup> Les "fourchettes" des valeurs les plus faibles et les plus élevées utilisées pour les évaluations de niveau 3 sont mentionnées, si nécessaire.

<sup>2</sup> Lorsque l'exposition à une valeur observable est gérée sur une base nette, seul l'impact net figure au tableau.

<sup>3</sup> Les valeurs de l'actif sous-jacent /actif net représentent la juste valeur.

#### Données non observables

Les données non observables significatives affectant l'évaluation des titres obligataires, les investissements dans des actions non cotées et des produits dérivés sont les suivants :

- Les taux d'intérêt et les taux d'inflation sont référencés dans certains produits dérivés pour lesquels le paiement reçu par le détenteur dépend de l'évolution des références sous-jacentes dans le temps.
- Les différentiels de crédit représentent la différence requise pour compenser une moindre qualité du crédit pour l'instrument de référence ; des spreads plus élevés entraînent une juste valeur plus faible.
- Les paramètres de volatilité représentent les attributs essentiels de l'évolution de l'option ; des volatilités plus élevées indiquent, en règle générale, une plus vaste gamme de résultats possibles.
- Les multiples de bénéfices sont utilisés pour l'évaluation de certains investissements d'actions non cotées ; un multiple plus élevé donnera lieu à une juste valeur plus élevée.

#### Hypothèses alternatives raisonnablement envisageables

Les techniques d'évaluation appliquées à de nombreux instruments du Groupe de niveau 3 impliquent souvent l'utilisation de deux ou plusieurs données interdépendantes. Le calcul de l'effet d'hypothèses alternatives raisonnablement envisageables inclus dans le tableau ci-dessus reflète cette interdépendance.

**Titres obligataires**

Les d'hypothèses alternatives raisonnablement envisageables ont été déterminées pour les investissements en crédit structuré du Groupe par un assouplissement du différentiel de crédit.

**Instruments dérivés**

Des hypothèses alternatives raisonnablement envisageables ont été définies pour les swaptions faisant partie des portefeuilles d'instruments dérivés du Groupe dont les prix ont été calculés selon des modèles standards de calcul des prix du marché. Ces modèles requièrent des volatilités des taux d'intérêt qui peuvent ne pas être observables à plus long terme. Afin d'obtenir des valorisations alternatives raisonnablement envisageables, ces volatilités ont été adaptées, dans une fourchette comprise entre 0 et 115 % (2015 : 1 % et 63 %).

**Investissements dans des actions non cotées, en capital-risque et dans des sociétés immobilières**

Les techniques d'évaluation utilisées pour les investissements en actions non cotées et capital-risque varient en fonction de la nature de l'investissement. Les évaluations alternatives raisonnablement envisageables pour ces investissements ont été calculées en faisant référence à l'approche adoptée en tenant compte du secteur d'activité et de la conjoncture : dans cette optique, les données suivantes ont été prises en considération :

- Pour les évaluations fondées sur des multiples de bénéfices, les attributs de risque, les perspectives de croissance et l'endettement financier d'entreprises similaires sont pris en compte dans la sélection du multiple adéquat ;
- Les taux d'actualisation utilisés dans l'évaluation des flux de trésorerie ; et
- Conformément aux International Private Equity and Venture Capital Guidelines, les valeurs des investissements sous-jacents dans des portefeuilles d'investissements de capitaux.

**(4) Actif et passif financier comptabilisé au coût amorti****(A) Actif financier****Hiérarchie d'évaluation**

Le tableau ci-dessous analyse la juste valeur des actifs financiers du Groupe et de la Banque comptabilisés à leur coût amorti par une méthode de valorisation (niveau 1, 2 ou 3, selon la description figurant à la page 63). Les prêts et créances sont principalement classés en Niveau 3 en raison des données non observées significatives utilisées dans les modèles de valorisation, alors que, lorsque les données sont observables, les titres obligataires sont classés en niveau 1 ou 2.

Groupe	Valeur comptable £m	Juste valeur £m	Hiérarchie d'évaluation		
			Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m
<b>Au 31 décembre 2016</b>					
Prêts et créances					
Prêts et avances aux clients	268 899	270 153	—	—	270 153
Prêts et avances aux banques	1 116	1 115	—	—	1 115
Titres obligataires	169	152	—	139	13
Créances vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking	52 692	52 692	—	—	52 692
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus					
Prêts et avances aux clients	—	—	—	—	—
Prêts et avances aux banques	—	—	—	—	—
<b>Au 31 décembre 2015</b>					
Prêts et créances					
Prêts et avances aux clients	270 837	272 000	—	—	272 000
Prêts et avances aux banques	669	669	—	—	669
Titres obligataires	182	160	7	145	8
Créances vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking	38 776	38 776	—	—	38 776
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus					
Prêts et avances consentis aux clients	—	—	—	—	—
Prêts et avances consentis aux banques	—	—	—	—	—
<b>Banque</b>					
Banque	Valeur comptable £m	Juste valeur £m	Hiérarchie d'évaluation		
			Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m
<b>Au 31 décembre 2016</b>					
Prêts et créances					
Prêts et avances aux clients	262 122	263 155	—	—	263 155
Prêts et avances aux banques	1 022	1 022	—	—	1 022
Titres obligataires	162	146	—	137	9
Créances vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking	71 586	71 586	—	—	71 586
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus					
Prêts et avances aux clients	—	—	—	—	—
Prêts et avances aux banques	—	—	—	—	—
<b>Au 31 décembre 2015</b>					
Prêts et créances					
Prêts et avances aux clients	263 051	264 188	—	—	264 188
Prêts et avances aux banques	603	603	—	—	603
Titres obligataires	174	152	7	143	2
Créances vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking	58 201	58 201	—	—	58 201
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus					
Prêts et avances aux clients	—	—	—	—	—

Prêts et avances aux banques	–	–	–	–	–
------------------------------	---	---	---	---	---

**Méthode d'évaluation*****Prêts et avances consentis aux clients***

Le Groupe accorde des prêts et des avances à des entreprises, des commerces et des particuliers, à taux fixe et variable, en raison de leur nature à court terme. La Valeur comptable des prêts à taux variable et des financements par crédit-bail est réputée être la juste valeur.

Afin de déterminer la juste valeur des Prêts et avances consentis aux clients, les prêts sont séparés dans des portefeuilles dotés de caractéristiques similaires. Un certain nombre de techniques sont employées pour l'estimation de la juste valeur des prêts à taux fixe ; elles tiennent compte des pertes de crédit escomptées sur la base des tendances historiques, des taux d'intérêts, de la vigueur sur le marché et des futurs flux de trésorerie escomptés. Pour les expositions des clients de détail, la juste valeur est généralement estimée par l'actualisation des flux de trésorerie escomptés (y compris les intérêts aux taux contractuels) aux taux de marché pour des prêts similaires offerts par le Groupe et d'autres établissements financiers. Certains prêts relatifs à des biens immobiliers résidentiels sont accordés à taux fixe, pour des périodes limitées, généralement de deux à cinq ans, au terme desquelles les prêts reviennent à taux variable. La juste valeur de ces prêts est estimée aux taux de marché appliqués pour des prêts similaires, d'une durée égale à la période à taux fixe restant à courir. La juste valeur des prêts commerciaux est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie prévus. Aucun ajustement n'est effectué pour la gestion de l'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt.

**Prêts et avances consentis aux banques**

La Valeur comptable des Prêts et avances en faveur des banques à court terme est réputée être leur juste valeur. La juste valeur de Prêts et avances en faveur des banques est estimée par l'actualisation des futurs flux de trésorerie au taux d'actualisation du marché ajuste pour prendre en compte le différentiel de crédit du débiteur ou, s'il n'est pas observable, le différentiel de crédit d'emprunteurs dotés d'une qualité de crédit similaire.

**Titres obligataires**

La juste valeur des titres obligataires, qui avaient été précédemment comptabilisés dans les actifs détenus à des fins de transaction et qui ont été reclassés ensuite dans les Prêts et créances, est principalement déterminée sur la base des cotations fournies par les gestionnaire principal et, lorsque celles-ci ne sont pas disponibles, par d'autres techniques, y compris par la référence au spread applicable sur des actifs similaires contractés avec le même débiteur, ou aux prix indiqués par des services de fixation des prix par consensus, aux cotations communiquées par les agents de change et à d'autres données de recherche.

**Contrats de prise en pension**

La valeur comptable est considérée comme une approximation de la juste valeur, compte tenu de la nature à court terme de ces instruments.

***(B) Passif financier*****Hiérarchie d'évaluation**

Le tableau ci-dessous analyse la juste valeur du passif financier du Groupe et de la Banque comptabilisé au coût amorti, par méthode de valorisation (niveau 1, 2 ou 3, comme décrit à la page 63).

Groupe	Valeur comptable £m	Juste valeur £m	Hiérarchie d'évaluation		
			Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m
<b>Au 31 décembre 2016</b>					
Dépôts de banques	6 191	6 191	–	6 191	–
Dépôts de clients	179 317	179 420	–	171 529	7 891
Dettes vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking	105 863	105 863	–	105 863	–
Titres obligataires en émission	16 679	16 621	–	16 621	–
Passif subordonné	7 084	7 118	–	7 118	–
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus					
Dépôts de banques	4 521	4 521	–	4 521	–
<b>Au 31 décembre 2015</b>					
Dépôts de banques	1 541	1 541	–	1 541	–
Dépôts de clients	190 046	189 764	–	178 702	11 062
Dettes vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking	86 273	86 273	–	86 273	–
Titres obligataires en émission	18 492	18 159	–	15 259	2 900
Passif subordonné	7 360	7 416	–	7 416	–
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus					
Dépôts de banques	17	17	–	17	–

Banque	Valeur comptable £m	Juste valeur £m	Hiérarchie d'évaluation		
			Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m
<b>Au 31 décembre 2016</b>					
Dépôts de banques	6 156	6 156	–	6 156	–
Dépôts de clients	179 282	179 385	–	171 527	7 858
Dettes vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking	121 045	121 045	–	121 045	–
Titres obligataires en émission	13 738	11 146	–	11 146	–
Passif subordonné	7 084	7 097	–	7 097	–
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus					
Dépôts de banques	4 521	4 521	–	4 521	–
<b>Au 31 décembre 2015</b>					
Dépôts de banques	1 525	1 525	–	1 525	–
Dépôts de clients	190 016	189 734	–	178 700	11 034
Dettes vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking	102 408	102 408	–	102 408	–
Titres obligataires en émission	14 402	12 091	–	12 091	–

Passif subordonné	7 360	7 394	—	7 394	—
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus					
Dépôts de banques	17	17	—	17	—

**Méthode d'évaluation****Dépôts de banques et dépôts de clients**

La juste valeur des dépôts des banques et des clients remboursables à la demande est censée être égale à leur Valeur comptable.

La juste valeur de tous les autres dépôts est estimée à l'aide des flux de trésorerie actualisée, par l'application des taux de marché, s'il y a lieu, ou des taux actuels applicables aux dépôts d'une durée similaire restant à courir.

**Titres obligataires en émission**

La juste valeur des Titres obligataires en émission à court terme est approximativement égale à la Valeur comptable. La juste valeur des autres titres obligataires est calculée sur la base des prix de marché cotés, si disponibles. Lorsque ceux-ci ne sont pas disponibles, la juste valeur est estimée à l'aide des techniques basées sur l'actualisation des flux de trésorerie, à un taux qui reflète le taux d'intérêt de marché et le spread propre du Groupe.

**Passif subordonné**

La juste valeur du Passif subordonné est déterminée par rapport aux prix de marché cotés, si disponibles, ou par rapport aux prix de marché cotés pour des instruments similaires. Le passif subordonné est classé comme niveau 2, puisque les données utilisées pour en déterminer la juste valeur sont largement observables.

**Contrats de rachat**

La valeur comptable est considérée comme une approximation raisonnable de la juste valeur compte tenu de la nature à court terme de ces instruments.

**(5) Reclassement du passif financier**

Aucun reclassement d'actif financier en 2015 et 2016

**43 Transferts d'actif financier**

Aucun actif financier significatif transféré n'a été entièrement décomptabilisé, tout en étant toujours exposé. Vous trouverez ci-dessous des informations détaillées concernant les actifs financiers transférés qui sont encore entièrement comptabilisés :

Le Groupe et la Banque concluent des transactions de rachat et de prêt de titres dans le cadre normal de l'activité, qui ne donnent pas lieu à la décomptabilisation de l'actif financier couvert puisque la quasi-totalité des risques et des avantages, y compris le risque de crédit, de taux d'intérêt, de paiement d'acompte et les autres risques de paiement sont conservés par le Groupe. Dans tous les cas, le cessionnaire aura le droit de vendre ou de ré-nantir les actifs concernés.

Comme indiqué à la note 16, le poste Prêts et créances comprend les prêts transférés dans le cadre des plans de titrisation et de sécurisation d'obligations du Groupe. Le Groupe conservant une très grande partie des risques et des avantages associés à ces prêts, compris le risque de crédit, de taux d'intérêt, de paiement d'acompte et de liquidité, ils continuent à figurer au bilan du Groupe. Les actifs transférés aux programmes de titrisation et sécurisation d'obligations ne peuvent pas être employés pendant qu'ils font partie des programmes. Cependant, le Groupe a le droit de sortir les prêts des programmes d'obligations sécurisées lorsqu'ils dépassent les conditions requises par les programmes. De plus, lorsque le Groupe a conservé certains titres émis dans le cadre des programmes de titrisation et de sécurisation d'obligations, il peut vendre ou nanter les titres conservés.

Le tableau ci-dessous montre les valeurs comptables des actifs transférés et des éléments de passif correspondants. Pour les transactions de rachat et de prêt de titres, le passif associé représente l'obligation du Groupe de racheter les actifs transférés. Pour les programmes de sécurisation, le passif associé correspond aux titres en émission. Sauf mention contraire ci-dessous, les postes de passif figurant dans le tableau suivant n'ont pas uniquement recours aux actifs transférés.

	Groupe		Banque	
	Valeur comptable des actifs transférés £m	Valeur comptable du passif associés £m	Valeur comptable des actifs transférés £m	Valeur comptable du passif associé £m
<b>Au 31 décembre 2016</b>				
Transactions de rachat et prêt de titres				
Actifs financiers cessibles	—	—	—	—
Prêts et créances				
Prêts et avances aux clients	9 916	—	9 916	—
Titres obligataires comptabilisés dans « prêts et créances »	—	—	—	—
Programmes de titrisation				
Prêts et créances				
Prêts et avances consentis aux clients	34 218	5 562	—	—
	Groupe		Banque	
	Valeur comptable de l'actif transféré £m	Valeur comptable du passif transféré £m	Valeur comptable de l'actif transféré £m	Valeur comptable du passif transféré £m
<b>Au 31 décembre 2015</b>				
Transactions de rachat et prêt de titres				
Actifs financiers cessibles	102	17	102	17
Prêts et créances				
Prêts et avances aux clients	22 170	—	22 170	—
Titres obligataires comptabilisés dans « prêts et créances »	75	—	75	—
Programmes de titrisation				
Prêts et créances				
Prêts et avances consentis aux clients 1	35 807	6 417	—	—

1 La Valeur comptable du passif associé, pour le Groupe, exclut les titres de titrisation détenus par le Groupe, d'un montant de £18,642 millions (2015 : £19,208 millions)

**Compensation de l'actif et du passif financier**

Les données suivantes concernent l'actif et le passif financier qui ont été compensés dans le bilan et ceux qui n'ont pas été compensés, mais pour lesquels le Groupe a en place des contrats-cadres de compensation avec des contreparties.

Groupe Au 31 décembre 2016	Montant brut de l'actif et du passif  £m	Montants Compensés dans le bilan  £m	Montants nets inscrits au bilan  £m	Montants correspondants lorsque la compensation dans le bilan est interdite		Compensation des montants correspondants autorisée £m
				Garantie au comptant / nantie £m	Garantie reçue non au nantie £m	
<b>Actifs financiers</b>						
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier à sa juste valeur sur compte de résultat :						
Sauf prises en pension	119	—	119	—	—	119
Prises en pension	943	-	943	-	-943	119
	1 062	-	1 062	-	-943	119
Instruments financiers dérivés	14 664	14 664	-1 214	-1 214	-1 840	11 610
Prêts et avances consentis aux banques :						
Sauf prises en pension	1 116	—	1 116	-443	—	673
Prises en pension	—	—	—	—	—	—
	1 116	—	1 116	-443	—	673
Prêts et avances consentis aux clients						
Sauf prises en pension	268 899	—	268 899	-159	-888	267 852
Prises en pension	—	—	—	—	—	—
	268 899	—	268 899	-159	-888	267 852
Titres obligataires	169	—	169	—	—	169
Actifs financiers cessibles	2 916	-	2 916	—	—	2 916
<b>Passif financier</b>						
Dépôts de banques						
Sauf prises en pension	1 670	—	1 670	-1 213	—	457
Prises en pension	4 521	—	4 521	—	-4 521	—
	6 191	-	6 191	-1 213	-4 521	457
Dépôts de clients						
Sauf prises en pension	179 317	—	179 317	-1	-888	178 428
Prises en pension	—	—	—	—	—	—
	179 317	—	179 317	-1	-888	178 428
Passif financier détenu à des fins de transaction et autre passif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat :						
Sauf mise en pension	2	—	2	—	—	2
Mise en pension	943	—	943	—	-943	—
	945	-	945	—	-943	2
Instruments financiers dérivés	13 725	-	13 725	-602	-2,938	10 185

1 Après provision pour dépréciation

2 Les montants compensés au bilan, comme indiqué ci-dessus, représentent des produits dérivés et des contrats de rachat avec les centres de compensation conformes aux critères de compensation prévus par l'IAS 32.

3 Le Groupe conclut des contrats d'instruments dérivés, de rachat et de mise en pension avec différentes contreparties, qui sont régis par des contrats-cadres de compensation de type standard pour le secteur. Le Groupe détient et fournit des garanties au comptant ou en titres pour des transactions en produits dérivés couvertes par ces contrats. Le droit de compenser les soldes dans le cadre de ces contrats-cadres de compensation ou de compenser des garanties au comptant ou en titres est uniquement accordé en cas d'impayé ou de défaillance et, par conséquent, ces accords ne peuvent pas faire l'objet de compensation selon l'IAS 32.

Groupe Au 31 décembre 2015	Montant brut de l'actif et du passif  £m	Montants com- pensés dans le bilan  £m	Montants nets inscrits au bilan  £m	Montants correspondants lorsque la compensation dans le bilan est interdite		Compensation des montants corres- pondants autorisée  £m
				Garantie au comptant / nantie £m	Garantie reçue non au nantie £m	
<b>Actifs financiers</b>						
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier à sa juste valeur sur compte de résultat :						
Sauf prises en pension	226	—	226	—	—	226
Prises en pension	4 230	—	4 230	—	-4 230	—
	4 456	-	14 456	-	-4 230	226
Instruments financiers dérivés	14 926	—	14 926	-1 280	-1 908	11 738
Prêts et avances aux banques :						
Sauf prises en pension	669	—	669	-303	—	366
Prises en pension	—	—	—	—	—	—
	669	—	669	-303	—	366
Prêts et avances aux clients						
Sauf prises en pension	270 837	—	270 837	-81	-1 067	269 689
Prises en pension	—	—	—	—	—	—
	270 837	—	270 837	-81	-1 067	269 689
Titres obligataires	182	-	182	—	—	1682
Actifs financiers cessibles	4 460	—	4 460	-	-16	4 444
<b>Passif financier</b>						
Dépôts de banques						
Sauf prises en pension	1 524	—	1 524	-1 220	—	304

Prises en pension	17	—	17	—	-17	—
	1 541	-	1 541	-1 220	-17	304
Dépôts de clients						
Sauf prises en pension	190 046	—	190 046	-60	-1 067	188 919
Prises en pension	—	—	—	—	—	—
	190 046	—	190 046	-60	-1 067	188 919
Passif financier détenu à des fins de transaction et autre passif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat :						
Sauf mise en pension	1	—	1	—	—	1
Mise en pension	4 414	—	4 414	—	-4 414	-
	4 415	-	4 415	-	-4 414	1
Instruments financiers dérivés	13 329	-	13 329	-3884	-1 900	11 045

1 Après provision pour dépréciation

2 Les montants compensés au bilan, comme indiqué ci-dessus, représentent des produits dérivés et des contrats de rachat avec les centres de compensation conformes aux critères de compensation prévus par l'IAS 32.

3 Le Groupe conclut des contrats d'instruments dérivés, de rachat et de mise en pension avec différentes contreparties, qui sont régis par des contrats-cadres de compensation de type standard pour le secteur. Le Groupe détient et fournit des garanties au comptant ou en titres pour des transactions en produits dérivés couvertes par ces contrats. Le droit de compenser les soldes dans le cadre de ces contrats-cadres de compensation ou de compenser des garanties au comptant ou en titres est uniquement accordé en cas d'impayé ou de défaillance et, par conséquent, ces accords ne peuvent pas faire l'objet de compensation selon l'IAS 32.

Les effets de la sur-garantie n'ont pas été pris en compte dans le tableau ci-dessus.

#### 45 Gestion du risque financier

Les instruments financiers sont essentiels pour l'activité du Groupe et, par conséquent, les risques qui y sont associés représentent une composante significative des risques que le Groupe doit affronter.

Les principaux risques qui affectent l'utilisation des instruments financiers par le Groupe sont les suivants : risque de crédit ; risque de marché, comprenant le risque de taux d'intérêt et le risque de change ; le risque de liquidité et le risque d'assurance. Vous trouverez ci-dessous des informations sur la gestion de ces risques par le Groupe.

##### (1) Risque de crédit

L'exposition au risque de crédit du Groupe concerne les instruments ci-dessous, en particulier au Royaume Uni. Le niveau de propension au risque de crédit est défini par le Conseil d'administration et est décrit et communiqué par le biais de toute une série d'indicateurs de mesure conçus à partir d'un ensemble de mesures comptables et de crédit des performances du portefeuille, incluant l'utilisation de différents systèmes de notation du risque de crédit, qui mesure le risque de crédit relatif aux Prêts et avances consentis aux clients et aux banques, au niveau de la contrepartie, à l'aide de trois facteurs, à savoir : (i) la probabilité de défaillance de la contrepartie en ce qui concerne ses obligations contractuelles; (ii) l'exposition actuelle vis-à-vis de la contrepartie et son évolution probable, d'après laquelle le Groupe définit son exposition au risque de défaut; et (iii) le ratio de perte probable sur les obligations inexécutées, la perte en cas de défaillance. Le Groupe adopte différentes approches pour l'atténuation du risque de crédit, et notamment la mise en place de procédures de contrôle interne, l'obtention de garanties, la signature de contrats-cadres de compensation et d'autres dispositifs de transfert du risque de crédit, tels que les ventes d'actifs et les transactions en produits dérivés.

##### A Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit du Groupe et de la Banque en cas d'inexécution des obligations de contreparties figure ci-dessous. Les garanties détenues ne sont pas prises en compte et l'exposition maximale en termes de perte - incluant les montants détenus pour la couverture du passif lié à des contrats en unité de compte et à des fonds with-profit - est considérée comme la valeur comptable inscrite au bilan ou bien, pour les transactions hors bilan en produits non dérivés et les garanties financières, leurs montants nominaux contractuels.

Groupe	Au 31 décembre 2016			Au 31 décembre 2015		
	Exposition maxi £m	Compens.2 £m	Net exposure £m	Exposition maxi £m	Compens 2 £m	Net exposure £m
Prêts et créances						
Prêts et avances nets aux banques	1 116	—	1 116	669	—	669
Prêts et avances nets aux clients	268 899	-888	268 011	270 837	-1 067	269 770
Titres obligataires, net 1	169	—	169	182	—	182
	270 184	-888	269 296	271 688	-1 067	270 621
Actifs financiers cessibles	2 439	—	2 439	4 083	—	4 083
Actifs détenus à des fins de transaction et autres actifs financiers à leur juste valeur dans le compte de résultat 3 :						
Prêts et avances	943	—	943	4 230	—	4 230
Titres obligataires, bons du trésor et autres papiers monétaires	—	—	—	—	—	—
	943	—	943	4 230	—	4 230
Actif dérivé	14 664	-1 838	12 826	14 926	-1 898	13 028
Garanties financières	207	—	207	229	—	229
Eléments hors bilan						
Acceptations et avals	1	—	1	—	—	—
Autres postes servant de substituts de crédit direct	19	—	19	15	—	15
Cautions de bonne fin et autre passif éventuel lié à des transactions commerciales	83	—	83	90	—	90
Engagements irrévocables	14 431	—	14 431	13 592	—	13 592
	14 534	—	14 534	13 697	—	13 697
	302 971	-2 726	300 245	308 853	-2 965	305 888

1 Montants comptabilisés après déduction des provisions pour dépréciation.

2 Les postes compensés incluent les montants des dépôts disponibles pour la compensation et les montants compensables en vertu de contrats-cadres de compensation non conformes aux critères établis par l'IAS 32, afin de permettre la présentation des prêts et des avances ainsi que de l'Actif dérivé, dans les Etats Financiers, après déduction de ces soldes.

3 Sauf actions participatives.

Banque	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
--------	---------------------	---------------------



	Exposition maxi £m	Compens.2 £m	Net exposure £m	Exposition maxi £m	Compens 2 £m	Net exposure £m
Prêts et créances						
Prêts et avances nets aux banques	1 022	–	1 022	603	–	603
Prêts et avances nets aux clients	262 122	-888	261 234	263 051	-977	262 074
Titres obligataires, net 1	162	–	162	174	–	174
	263 306	-888	262 418	263 828	-977	262 851
Actifs financiers cessibles	2 439	–	2 439	4 083	–	4 083
Actifs détenus à des fins de transaction et autres actifs financiers à leur juste valeur dans le compte de résultat 3 :						
Prêts et avances	943	–	943	4 230	–	4 230
Titres obligataires, bons du trésor et autres papiers monétaires	–	–	–	–	–	–
	943	–	943	4 230	–	4 230
Actif dérivé	13 664	-1 838	12 826	15 539	-1 898	12 641
Garanties financières	207	–	207	228	–	228
Eléments hors bilan						
Acceptations et avals	1	–	1	–	–	–
Autres postes servant de substituts de crédit direct	19	–	19	15	–	15
Cautions de bonne fin et autre passif éventuel lié à des transactions commerciales	83	–	83	90	–	90
Engagements irrévocables	14 275	–	14 275	13 592	–	13 592
	14 378	–	14 378	13 696	–	13 696
	295 197	-2 726	292 471	300 604	-2 875	297 729

1. Montants comptabilisés après déduction des provisions pour dépréciation correspondantes

2. Les postes compensés incluent les montants des dépôts disponibles pour la compensation et les montants compensables en vertu de contrats-cadres de compensation non conformes aux critères établis par l'IAS 32, afin de permettre la présentation des prêts et des avances ainsi que de l'Actif dérivé, dans les Etats Financiers, après déduction de ces soldes.

Sauf actions participatives.

## B. Concentrations de risques

La gestion du risque de concentration du Groupe concerne les concentrations nominatives, sectorielles ou limitées à un pays ainsi que le contrôle de l'exposition globale du Groupe concernant certains produits.

Au 31 décembre 2015, les concentrations d'expositions les plus significatives concernaient les prêts immobiliers (représentant 90 % du total des Prêts et avances consentis aux clients) et les autres prêts personnels (à savoir 4 % du total). Cf. note 15.

## C. Qualité du crédit des actifs

### Prêts et créances

L'analyse des prêts entre banque de détail et banque commerciale a été réalisée en fonction du type d'exposition et non pas du segment d'activité dans lequel l'exposition a été enregistrée. Sont incluses dans le détail les expositions vis-à-vis des clients particuliers et des petites entreprises, tandis que les expositions relatives à la banque commerciale concernent les expositions vis-à-vis des autres entreprises et des grandes institutions.

### Prêts et avances - Groupe

Au 31 décembre 2016	Prêts et avances aux banques £m	Prêts et avances nets aux clients				Avances inscrites à leur juste valeur au compte de résultat £m
		Détail- prêts immobiliers £m	Détail – autres £m	Commercial £m	Total £m	
Non impayés et non douteux	1 110	235 184	10 309	13 466	258 959	943
Impayés mais non douteux	6	6 358	133	75	6 566	–
Douteux - pas de provision requise	–	392	162	178	732	–
- provision détenue	–	3 393	300	1 334	5 027	–
Brut	1 116	245 327	10 904	15 053	271 284	943
Provision pour pertes par dépréciation (note 18)	–	-1 575	-179	-631	-2 385	–
Valeur comptable nette inscrite au bilan	1 116				268 899	943
Au 31 décembre 2015						
Non impayés et non douteux	664	235 356	9 776	15 161	260 293	–
Impayés mais non douteux	5	7 022	147	132	7 301	–
Douteux - pas de provision requise	–	411	211	546	1 168	–
- provision détenue	–	3 111	219	1 555	4 885	–
Brut	669	245 900	10 353	17 394	273 647	–
Provision pour pertes par dépréciation (note 18)	–	-1 479	-182	-1 149	-2 810	–
Valeur nette comptable inscrite au bilan	669				270 837	–

1. Sauf créances vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking

Les critères appliqués par le Groupe pour la détermination de l'existence d'une preuve objective de perte par dépréciation figurent à la note 2(h). Les prêts et créances comprennent des avances qui ont été individuellement jugées comme douteuses, d'un montant brut avant provision pour dépréciation de £1,459 millions (2015 : £2,157 millions).

### Prêts et avances non impayés et non douteux – Groupe

Au 31 décembre 2016	Prêts et avances aux banques	Prêts et avances consentis aux clients				Prêts et avances désignées à la juste valeur sur compte
		Détail- prêts	Détail – autres	Commercial	Total	

	£m	immobiliers £m	£m	£m	£m	de résultat £m
Bonne qualité	1 067	234 184	8 518	6 849		943
Qualité satisfaisante	29	797	1 542	4 387		–
Qualité inférieure	3	39	159	2 064		–
Qualité insuffisante, mais non douteux	11	164	90	166		–
Total Prêts et avances non impayés et non douteux	1 110	235 184	10 309	13 466	258 959	943
Au 31 décembre 2015						
Bonne qualité	635	234 715	8 108	6 188		–
Qualité satisfaisante	21	509	1 442	4 842		–
Qualité inférieure	4	26	154	3 804		–
Qualité insuffisante, mais non douteux	4	106	72	327		–
Total Prêts et avances non impayés et non douteux	664	235 356	9 776	15 161	260 293	–

Les définitions de prêts et avances de bonne qualité, qualité satisfaisante, faible qualité et qualité insuffisante mais non douteuse applicables à la banque privée et à la banque commerciale diffèrent, en raison des différentes caractéristiques de ces expositions et de leurs modalités de gestion interne : par conséquent, les totaux ne sont pas fournis. Les prêts commerciaux ont été classés à l'aide des modèles internes de notation de la probabilité de défaut cartographiés de manière à être comparables aux cotes de crédit délivrées par des entités externes. Les prêts et avances de bonne qualité sont ceux qui ont les plus faibles probabilités de défaut estimées, les autres classements reflétant, progressivement, des niveaux de défaut plus élevés. Les classes utilisées pour les prêts aux particuliers prennent en compte les niveaux de recouvrement prévisionnels pour les prêts immobiliers, ainsi que les probabilités de défaut estimées à l'aide des modèles de notation internes.

#### Prêts et avances impayées mais non-douteux – Groupe

Au 31 décembre 2016	Prêts et avances aux banques £m	Prêts et avances consentis aux clients				Prêts et avances désignés à la juste valeur sur compte de résultat £m
		Détail- prêts immobiliers £m	Détail - autres £m	Commercial £m	Total £m	
0-30 jours	6	3 087	92	52	3 231	–
30-60 jours	–	1 357	36	5	1 398	–
60-90 jours	–	854	–	2	856	–
90-180 jours	–	1 060	1	6	1 067	–
Plus de 180 jours	–	–	4	10	14	–
Total prêts et avances impayés mais non douteux	6	6 358	133	75	6 566	–
Au 31 décembre 2015						
0-30 jours	5	3 484	98	66	3 648	–
30-60 jours	–	1 464	38	22	1 524	–
60-90 jours	–	912	5	11	928	–
90-180 jours	–	1 162	1	4	1 167	–
Plus de 180 jours	–	–	5	29	34	–
Total prêts et avances impayés mais non douteux	5	7 022	147	132	7 301	–

Un actif financier est « impayé » lorsque la contrepartie n'a pas effectué le remboursement à la date prévue.

Au 31 décembre 2016	Prêts et avances aux banques £m	Prêts et avances aux clients				Avances £m
		Détail- prêts immobiliers £m	Détail - autres £m	Commercial £m	Total £m	
Non impayés et non douteux	1 016	229 338	10 265	13 162	252 765	943
Impayés mais non douteux	6	5 885	133	101	6 119	–
Douteux - pas de provision requise	–	349	147	178	674	–
- provision détenue	–	3 027	299	1 409	4 735	–
Brut	1 022	238 599	10 844	14 850	264 293	943
Provision pour pertes par dépréciation (note 18)	–	-1 352	-183	-636	-2 171	–
Au 31 décembre 2015						
Non impayés et non douteux	598	228 805	9 749	14 726	253 280	–
Impayés mais non douteux	5	6 463	147	158	6 768	–
Douteux - pas de provision requise	–	368	183	547	1 098	–
- provision détenue	–	2 751	216	1 562	4 529	–
Brut	603	238 387	10 295	16 993	265 675	–
Provision pour pertes par dépréciation (note 18)	–	-1 267	-186	-1 171	-2 624	–

1 Sauf créances vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking

Les prêts et créances incluent les avances individuellement jugées comme douteuses d'un montant brut avant provision pour dépréciation de £1,455 millions (2015 : £2,154 millions).

#### Prêts et avances non impayés et non douteux- Banque

Au 31 décembre 2016	Prêts et avances aux banques £m	Prêts et avances consentis aux clients				Prêts et avances à la juste valeur sur compte de résultat £m
		Détail- prêts immobiliers £m	Détail – autres £m	Commercial £m	Total £m	

Bonne qualité	974	228 370	8 480	6 663		943
Qualité satisfaisante	29	767	1 539	4 372		–
Qualité inférieure	2	38	157	1 964		–
Qualité insuffisante, mais non douteux	11	163	89	163		–
Total Prêts et avances non impayés et non douteux	1 016	229 338	10 265	13 162	252 765	943
Au 31 décembre 2015						
Bonne qualité	574	228 210	8 105	5 763		–
Qualité satisfaisante	21	463	1 428	4 840		–
Qualité inférieure	1	26	146	3 804		–
Qualité insuffisante, mais non douteux	2	106	70	319		–
Bonne qualité	574	228 210	8 105	5 763		–
Total prêts et avances non impayés et non douteux	598	228 805	9 749	14 726	253 280	–

**Prêts et avances impayés mais non douteux - Banque**

Au 31 décembre 2016	Prêts et avances aux banques £m	Prêts et avances consentis aux clients Prêts et avances				A la juste valeur sur compte de résultat £m
		Détail- prêts immobiliers £m	Détail - autres £m	Commercial £m	Total £m	
0-30 jours	6	2 871	92	78	3 041	–
30-60 jours	–	1 264	36	5	1 305	–
60-90 jours	–	779	–	2	781	–
90-180 jours	–	971	1	6	978	–
Plus de 180 jours	–	–	4	10	14	–
Total prêts et avances impayés mais non douteux	6	5 885	133	101	6 119	–
Au 31 décembre 2015						
0-30 jours	5	3 240	98	92	3 430	–
30-60 jours	–	1 333	38	21	1 392	–
60-90 jours	–	836	5	11	852	–
90-180 jours	–	1 054	1	5	1 060	–
Plus de 180 jours	–	–	5	29	34	–
Total prêts et avances impayés mais non douteux	5	6 463	147	158	6 768	–

**Titres obligataires comptabilisés dans « prêts et créances »**

Groupe	2016			2015		
	Catégorie d'investissement £m	Autre £m	Total £m	Catégorie d'investissement £m	Autre £m	Total £m
Titres adossés à des actifs						
Titres adossés à des prêts immobiliers	30	–	30	30	–	30
Autres titres adossés à des actifs	122	7	129	135	7	142
	152	7	159	165	7	172
Obligations d'entreprise et autres obligations	22	79	101	–	123	123
Exposition brute	174	86	260	165	130	295

1 Cote de crédit égale ou supérieure à « BBB »

1 Le poste "autres" comprend la catégorie de sous-investissement (2016 : zéro£ ; 2015 : zéro£) et les titres non cotés (2016 : £86 millions ; 2015 : £130 millions).

Banque	2016			2015		
	Catégorie d'investissement £m	Autre £m	Total £m	Catégorie d'investissement £m	Autre £m	Total £m
Titres adossés à des actifs						
Titres adossés à des prêts immobiliers	30	–	30	30	–	30
Autres titres adossés à des actifs	122	7	129	135	7	142
	152	7	159	165	7	172
Obligations d'entreprise et autres obligations	22	-	22	–	23	23
Exposition brute	174	7	181	165	30	195
Provision pour pertes par dépréciation			-19			-21
Total titres obligataires classés comme prêts et créances			162			174

1 Cote de crédit égale ou supérieure à « BBB »

1 Le poste "autres" comprend la catégorie de sous-investissement (2016 : zéro£ ; 2015 : zéro£) et les titres non cotés (2016 : £7 millions ; 2015 : £30 millions).

**Actif financier cessible (sauf actions participatives)**

Cf. note 19(D)

Groupe	2016			2015		
	Investissement grade1 £m	Autres £m	Total £m	Investissement grade1 £m	Autres £m	Total £m
Titres obligataires						

Titres d'état	2	–	2	–	–	–
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	–	–	–	17	–	17
Titres adossés à des actifs						
Mortgage-backed securities	13	–	13	82	–	82
Other asset-backed securities	–	–	–	–	–	–
	13	–	13	82		
Obligations d'entreprise et autres obligations	2 424	–	2 424	3 984		
	2 439	–	2 439	4 083		
Créances vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking		–	–			
Total actif financier cessible détenu			2 439		–	4 083

1 Cote de crédit égale ou supérieure à « BBB.

Banque	2016			2015		
	Catégorie d'investissement £m	Autres £m	Total £m	Catégorie d'investissement £m	Autres £m	Total £m
Titres obligataires						
Titres d'état	2	–	2	–	–	–
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	–	–	–	17	–	17
Titres adossés à des actifs						
Titres adossés à des prêts immobiliers	13	–	13	82	–	82
Autres titres adossés à des actifs	–	–	–	–	–	–
	13	–	13	82	–	82
Obligations d'entreprise et autres obligations	2 424	–	2 424	3 984	–	3 984
	2 439	–	2 439	4 083	–	4 083
Créances vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking		–	–			–
Total actif financier cessible détenu			2 439			4 083

1 Cote de crédit égale ou supérieure à « BBB.

## Actif dérivé

Cf. note 13.

	2016			2015		
	Catégorie d'investissement £m	Autre £m	Total £m	Catégorie d'investissement £m	Autre £m	Total £m
Instruments financiers dérivés						
Groupe						
Instruments détenus à des fins de transaction et autres instruments	4 201	862	5 063	3 945	565	4 510
Couverture	1 099	–	1 099	1 209	1	1 210
	5 300	862	6 162	5 154	566	5 720
Créances vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking			8 502			9 206
Total instruments financiers dérivés			14 664			14 926
Banque						
Instruments détenus à des fins de transaction et autres instruments	3 461	862	4 323	3 558	565	4 123
Couverture	1 099	–	1 099	1 209	1	1 210
	4 560	862	5 422	4 767	566	5 333
Créances vis-à-vis d'entités membres du Groupe Lloyds Banking			8 502			9 206
Total instruments financiers dérivés			13 924			14 539

1 Cote de crédit égale ou supérieure à « BBB

2 Le poste "autres" comprend la catégorie de sous-investissement (2016 : zéro£ ; 2015 : zéro£) et les titres non cotés (2016 pour le Groupe et la Banque : £zéro ; 2015 pour le Groupe et la Banque : £2 millions).

## Garanties financières et engagements de prêt irrévocables

Les garanties financières représentent l'engagement du groupe d'exécuter les obligations assumées par un client vis-à-vis d'un tiers en cas de défaillance du client. L'engagement de prolongation du crédit concerne les parts non utilisées des autorisations de prolongation du crédit sous la forme de prêts, garanties ou lettres de crédit. Le Groupe est théoriquement exposé à la perte pour un montant égal au total des garanties ou des engagements non utilisés ; cependant, le montant probable de la perte devrait être nettement inférieur ; la plupart des engagements de prolongation du crédit sont soumis à la condition du respect, par le client, de certains critères applicables au crédit.

## D. Sûretés détenues à titre de garantie de l'actif financier

Le Groupe détient des garanties pour la protection des Prêts et créances et des engagements de prêt irrévocables ; des informations de nature qualitative et, si nécessaire, quantitative concernant la garantie sont fournies ci-dessous. Les garanties constituées pour la protection de l'actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat ainsi que pour l'Actif dérivé figurent ci-dessous.

### Prêts et créances

Le Groupe a constitué des garanties pour les Prêts et avances en faveur des banques et des clients, comme indiqué ci-dessous. Le Groupe ne fournit pas de garanties pour les titres obligataires, y compris en ce qui concerne les Titres adossés à des actifs et les Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires, classés comme Prêts et créances.

### Prêts et avances aux banques

Ces transactions sont généralement réalisées aux conditions habituellement applicables aux activités de prêt garanti standards.

**Prêts et avances aux clients****Prêts aux particuliers****Prêts immobiliers**

Vous trouverez ci-dessous une analyse du ratio prêt/valeur des prêts immobiliers résidentiels du Groupe. La valeur de la garantie utilisée pour déterminer les ratios prêt/valeur a été estimée sur la base de la dernière évaluation, ajustée pour prendre en compte les mouvements ultérieurs des prix de l'immobilier, après la constitution d'une provision pour erreur d'indexation et dégradations.

Groupe	2016				2015			
	Ni impayés ni douteux £m	Impayés mais non douteux £m	Douteux £m	Brut £m	Ni impayés ni douteux £m	Impayés mais non douteux £m	Douteux £m	Brut £m
Inférieur à 70 %	170 747	4 475	2 053	177 275	159 955	4 135	1 628	165 718
70% à 80%	33 861	908	557	35 326	37 782	1 163	573	39 518
80% à 90%	19 546	569	430	20 545	22 914	804	461	24 179
90% à 100%	6 913	207	301	7 421	9 042	524	330	9 896
Supérieur à 100%	4 117	199	444	4 760	5 663	396	530	6 589
Total	235 184	6 358	3 785	245 327	235 356	7 022	3 522	245 900

Banque	2016				2015			
	Ni impayés ni douteux £m	Impayés mais non douteux £m	Douteux £m	Brut £m	Ni impayés ni douteux £m	Impayés mais non douteux £m	Douteux £m	Brut £m
Inférieur à 70%	167 132	4 184	1 895	173 211	156 435	3 878	1 506	161 819
70% à 80%	32 873	827	486	34 186	36 593	1 053	509	38 155
80% à 90%	18 810	508	373	19 691	21 882	714	398	22 994
90% à 100%	6 642	185	250	7 077	8 581	464	272	9 317
Supérieur à 100%	3 881	181	372	4 434	5 314	354	434	6 102
Total	229 338	5 885	3 376	238 599	228 805	6 463	3 119	238 387

**Autres**

La majorité des prêts au détail non immobiliers ne sont pas cautionnés. Au 31 décembre 2016, le montant des prêts non immobiliers douteux s'élevait à £283 millions, avant provision pour dépréciation de £179 millions (2014 : £247 millions, avant provision pour dépréciation de £182 millions). La juste valeur de la garantie constituée pour ces prêts s'élevait à zéro £ (2014 : zéro £). Dans la détermination de la juste valeur de la garantie, aucun montant spécifique n'a été attribué au coût de réalisation et la valeur de la garantie de chaque prêt a été limitée au montant en capital de l'avance non encore remboursée, afin d'éliminer les effets sur-garantie et de fournir une image plus transparente de l'exposition du Groupe.

Les prêts au détail non-douteux autres qu'immobiliers s'élevaient à £10442 millions (2014 : £9923 millions). Les décisions en matière de prêts se fondent, en général, sur la capacité du débiteur de rembourser dans le cadre de son activité normale, plutôt que sur la fiabilité des garanties fournies. Les valeurs des garanties sont évaluées de manière rigoureuse lors de la souscription du prêt et sont ensuite vérifiées régulièrement, selon la politique de l'unité opérationnelle en matière de crédit.

Les données relatives au risque de crédit pour les prêts au détail non-immobiliers non-douteux font apparaître l'actif sans déduction de la garantie, montrant, donc, l'exposition maximale à la perte. Le Groupe estime qu'il s'agit d'une approche adéquate. La valeur de la garantie est réexaminée lorsque des éléments observables semblent indiquer des difficultés de la part de l'emprunteur. Les prêts au détail non immobiliers non-douteux, y compris les éventuelles garanties associées, sont gérés client par client plutôt que sur la base d'un portefeuille global. La Direction ne dispose d'aucune information globale relative aux garanties pour la totalité du portefeuille de prêts non immobiliers non-douteux au détail.

**Prêts commerciaux****Prêts garantis douteux**

La valeur des garanties est testée afin de détecter de signes observables des difficultés de l'emprunteur ; cette évaluation sert à déterminer les provisions pour pertes potentielles et à définir la stratégie de la direction, en vue du redressement de l'activité de l'entreprise ou du remboursement de la dette.

Au 31 décembre 2016, les prêts commerciaux douteux garantis s'élevaient à £552 millions, après déduction d'une provision pour dépréciation de £293 millions (2015 : £530 millions, après déduction d'une provision pour dépréciation de £467 millions). La juste valeur des garanties détenues pour ces prêts s'élevait à £657 millions (2014 : £265 millions). Aucun montant spécifique n'a été attribué aux frais de réalisation. Dans la détermination de la garantie totale détenue par le groupe pour les prêts commerciaux garantis douteux, la valeur de la garantie de chaque prêt a été limitée au montant en capital de l'avance en cours, afin d'éliminer les effets de tout sur-nantissement et de fournir une image plus transparente de l'exposition du Groupe.

Les prêts commerciaux garantis douteux et les garanties correspondantes concernent les prêts accordés aux sociétés foncières et aux clients du secteur financier, du secteur du commerce et d'autres secteurs, comme les transports, la distribution, l'hôtellerie et la construction.

**Prêts garantis non douteux**

Les prêts commerciaux garantis non-douteux s'élevaient à £6,500 millions (2015 : £7,111 millions).

Pour les prêts commerciaux garantis non douteux, le Groupe déclare ses actifs avant déduction des garanties et comptabilise, donc, son exposition maximale aux pertes. Le Groupe estime que cette approche est valide, car la valeur des garanties à l'origine et pendant une période d'activité favorable peut ne pas être représentative de la valeur des garanties, si le débiteur connaît une période de difficultés.

Les prêts commerciaux garantis non douteux sont principalement gérés sur la base des liquidités. Parfois, cela peut inclure une évaluation des garanties sous-jacentes, même si, pour les prêts douteux, cela n'implique pas forcément une évaluation sur la base de la juste valeur. Aucune information globale concernant les garanties relatives à l'intégralité du portefeuille de prêts commerciaux garantis non douteux n'a été fournie à la Direction.

Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat (sauf actions participatives)

L'actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat concerne les contrats de rachat considérés comme des prêts garantis, d'une valeur comptable de £943 millions pour le Groupe et la Banque (2015 : £4230 millions pour le Groupe et la Banque). Les garanties détenues à leur juste valeur s'élèvent à un montant de £996 millions pour le Groupe et la Banque (2015 : £3794 millions pour le Groupe et la Banque) ; le Groupe est en mesure

d'en réaffecter en garantie la totalité. Au 31 décembre 2016, £996 millions avaient été réaffectés en garantie pour le Groupe et la Banque (2015 : £666 millions pour le Groupe et la Banque).).

De plus, les titres détenus en garantie sous la forme de titres d'emprunt s'élevaient à £32,834 pour le Groupe et la Banque (2015 : £zéro pour le Groupe et la Banque). Au 31 décembre 2016, un montant de £2765 millions de titres pour le Groupe et la Banque avait été revendu ou re-nanti à titre de couverture des transactions du Groupe (2015 : £zéro pour le Groupe et la Banque).

Ces transactions ont généralement été réalisées conformément à des conditions habituelles pour des activités de prêts garantis standard.

#### **Actif dérivé, après compensation des montants dans le cadre de conventions de compensation**

Le Groupe réduit son exposition aux risques de crédit par le biais de conventions de compensation et par l'obtention de garanties sous la forme de liquidités ou de titres très liquides. En ce qui concerne l'actif dérivé net après compensation des montants, selon les conventions de compensation, d'un montant de £12,826 millions pour le Groupe et la Banque (2015 : £13,028 millions pour le Groupe et £12,641 millions pour la Banque), une garantie au comptant de £1214 millions était détenue pour le Groupe et la Banque (2015 : £1,280 millions pour le Groupe et la Banque).

#### **Engagements de prêt irrévocables et autres engagements éventuels liés au crédit**

Au 31 décembre 2016, on comptait plusieurs engagements de prêt irrévocables et autres engagements éventuels liés aux opérations de crédit, à hauteur de £14,534 million pour le Groupe et de £14,378 millions pour la Banque (2015 : £13,697 millions pour le Groupe et £13,696 millions pour la Banque). Des garanties sont détenues à titre de sûreté en cas d'utilisation du prêt, sur un montant de £10,044 millions pour le Groupe et de £9,888 millions pour la Banque (2015 : £9,551 millions pour le Groupe et la Banque) de ces soldes.

#### **Garanties reprises**

Au cours de l'exercice, des garanties ont été recouvrées pour un montant de, £213 millions pour le Groupe et de £185 millions pour la Banque (2015 : £182 millions pour le Groupe et £151 millions pour la Banque), il s'agissait en grande partie de garanties sur des biens immobiliers résidentiels. En ce qui concerne les portefeuilles au détail, le Groupe n'a pas la possession physique des biens ou des autres actifs détenus en garantie et a recours à des agents externes chargés d'en réaliser la valeur, dans les plus brefs délais, généralement dans le cadre d'une vente aux enchères, afin de régler la dette. Tout produit excédentaire éventuel de la vente est restitué à l'emprunteur ou traité conformément aux dispositions applicables en matière d'insolvabilité. Dans certaines circonstances, le Groupe prend physiquement possession des actifs détenus en garantie dans le cadre de prêts commerciaux. Dans ces cas, les actifs sont inscrits au bilan du Groupe et sont classés en fonction des politiques comptables du Groupe.

#### **E Sûretés nanties à titre de garantie**

Le Groupe nantit des actifs principalement pour des contrats de rachat et des transactions de prêt de titres, qui sont généralement réalisées conformément à des conditions habituelles pour des contrats de prêts garantis standards.

#### **Transactions de rachat**

##### **Dépôts de banques**

Les Dépôts de banques comprennent des dépôts détenus en garantie relatifs à des facilités accordées, pour une valeur comptable de £4,521 millions pour le Groupe et la Banque (2015 : £17 millions pour le Groupe et la Banque) et une juste valeur de £5,703 millions pour le Groupe et la Banque (2015 : £17 millions pour le Groupe et la Banque).

##### **Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat**

La juste valeur des actifs nantis dans le cadre de transactions de rachat - comptabilisées comme emprunts garantis en vertu desquels la partie bénéficiaire de la garantie est autorisée, par contrat ou selon les pratiques en vigueur, à redonner les biens en garantie s'élevait à £943 millions pour le Groupe et la Banque (2015 : £4,180 millions pour le Groupe et la Banque).

#### **Transactions de prêt de titres**

Les actifs financiers suivants inscrits au bilan ont été prêtés à des contreparties dans le cadre de transactions de prêt de titres

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Prêts et avances aux clients	–	22 170	–	22 170
Titres obligataires comptabilisés dans 'prêts et créances »	–	75	–	75
Actifs financiers cessibles	30	86	30	86
	30	22 331	30	22 331

#### **Titrisation et obligations couvertes**

Outre l'actif détaillé ci-dessus, le Groupe détient également des Actifs grevés dans le cadre des programmes de titrisation et d'obligations couvertes du Groupe. Cf. notes 16 et 17.

## **(2) Risque de marché**

### **Risque de taux d'intérêt**

Le risque lié aux taux d'intérêts peut résulter de différentes caractéristiques de re-tarification des actifs et des passifs. Les passifs sont soit insensibles aux fluctuations du taux d'intérêt –par exemple des dépôts de clients sans intérêts ou avec de faibles taux d'intérêts - soit sensibles aux changements de taux d'intérêts tout en étant assujettis à des taux qui peuvent varier à la discrétion du Groupe, et qui reflètent généralement, pour des raisons de compétitivité, les variations du taux de base de la Banque d'Angleterre. Les taux applicables sur les autres dépôts sont fixés par contrat pour toute la durée du dépôt.

De nombreux actifs bancaires sont sensibles aux fluctuations du taux d'intérêt : le volume des actifs à taux géré est important, comme par exemple les prêts immobiliers à taux variable, qui peuvent être considérés comme une compensation naturelle aux risques des taux d'intérêt découlant des passifs à taux gérés. Toutefois, une partie importante des titres d'emprunt, tels que de nombreux prêts personnels et immobiliers, sont assujettis à des taux d'intérêt qui sont fixés de manière contractuelle.

Le Groupe et la Banque déterminent deux types de relations comptables de couverture pour les risques de taux d'intérêt : les couvertures de juste valeur et les couvertures de flux de trésorerie. Le Groupe et la Banque sont exposés à des risques de taux d'intérêt sur juste valeur pour leurs prêts à taux fixe à la clientèle, pour leurs dépôts de clients à taux fixe et la majorité de leur passif subordonné, ainsi qu'à des risques de taux d'intérêt sur flux de trésorerie sur leurs prêts à taux variables et leurs dépôts, ainsi que pour leur passif subordonné à taux variable.

Au 31 décembre 2016, le montant nominal total en capital des swaps de taux d'intérêt désignés comme couverture de la juste valeur s'élevait à £19,771 millions (2015 : £21,352 millions) pour le Groupe et la Banque, avec un actif net de juste valeur de £2000 millions (2015 : £2,118 millions) pour le Groupe et la Banque (cf. note 13). Les pertes sur les instruments de couverture se sont élevées à £268 millions (2015 : pertes de £384 millions) pour le Groupe et la Banque. Les plus-values sur les éléments couverts imputables au risque couvert se sont élevées à £265 millions (2015 : plus-value de £380 millions) pour le Groupe et à £265 millions (2015 : perte de £371 millions) pour la Banque.

Par ailleurs, le Groupe détient un petit nombre de couvertures des flux de trésorerie principalement utilisées pour couvrir les variations du coût de financement dans l'activité commerciale. Ces flux de trésorerie devraient se réaliser à échéance de 5 ans et les ajustements de la comptabilité de couverture figureront au compte de résultat à la date de réalisation. Le montant nominal total en capital des swaps de taux d'intérêt désignés comme couverture des flux de trésorerie au 31 décembre 2016 s'élevait à £39,525 millions (2015 : £44,922 millions) pour le Groupe et pour la Banque, avec un passif net de juste valeur de £351 millions (2015 : passif de £476 millions) pour le Groupe et la Banque (cf. note 13). En 2016, l'inefficacité comptabilisée au compte de résultat résultant du passif de trésorerie s'élevait à £zéro (2015 : £zéro) pour le Groupe et pour la Banque.

### Risque de charge

Les activités de banque de détail et d'entreprise encourent des risques de change dans le cadre de la prestation des services destinés à leur clientèle. Toutes les expositions non-structurelles au risque de change hors négociation sont transférées au secteur de négociation au sein duquel sont contrôlées et surveillées. Ces risques résident dans les centres de négociation autorisés, qui sont soumis à des limites d'exposition. Les limites sont vérifiées chaque jour par les centres locaux et sont signalées au service central en charge du risque de marché.

Des risques résultent aussi des investissements du Groupe à l'étranger. L'exposition structurelle du Groupe au risque de change est représentée par la valeur nette des fonds propres en devises étrangères et des investissements de passif subordonné dans les filiales et les succursales. Les plus/moins-values réalisées sur l'exposition structurelle au risque de change sont comptabilisées dans les réserves.

Le Groupe couvre en partie son risque de conversion de devises relatif à l'investissement net dans des activités à l'étranger à l'aide d'emprunts croisés en devises. Au 31 décembre 2015, le montant total en capital de ces emprunts s'élevait à £135 millions (2015 : £233 millions). En 2016, un gain lié à l'inefficacité, d'un montant de 3 million de livres avant impôt et de 2 millions de livres après impôt (2015 : 1 millions avant et après impôt résultant de la couverture des investissements nets, a été comptabilisé dans le compte de résultat.

Les principales activités du Groupe à l'étranger se déroulent en Europe et en Amérique du Nord. Le tableau suivant contient un récapitulatif détaillé des expositions structurelles du groupe au risque de change, après couverture des investissements nets :

### Opérations réalisées dans la devise de fonctionnement du Groupe

Groupe	Euro £m	Dollar US £m	Autre devise sauf £ £m
Au 31 décembre 2016			
Exposition brute	30	110	4
Couvertures des investissements nets	25	-110	—
Risque total structurel de change, après couvertures des investissements nets	5	—	4
Au 31 décembre 2015			
Exposition brute	102	126	1
Couvertures des investissements nets	-101	-132	—
Risque total structurel de change, après couvertures des investissements nets	1	-6	1

  

Banque	Euro £m	Dollar US £m	Autre devise sauf £ £m
Au 31 décembre 2016			
Exposition brute	18	13	—
Couvertures des investissements nets	-25	-110	—
Risque total structurel de change, après couvertures des investissements nets	-7	-97	—
Au 31 décembre 2015			
Exposition brute	95	45	—
Couvertures des investissements nets	-101	-132	—
Risque total structurel de change, après couvertures des investissements nets	-6	87	—

### (3) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini en tant que risque que le Groupe ne possède pas de ressources suffisantes pour couvrir ses engagements à l'échéance ou qu'elle ne puisse respecter ses engagements qu'à un coût excessif. Le risque de liquidité est géré par une série de mesures, tests et états principalement basés sur l'échéance contractuelle. Le Groupe effectue des stress tests mensuels de sa position de liquidité par rapport à différents scénarios, dont ceux prescrits par le PRA. La propension du Groupe au risque de liquidité est également calibrée selon une série d'indicateurs de mesure de la liquidité en période de stress.

Les tableaux ci-dessous analysent le passif lié aux instruments financiers du Groupe et de la Banque, à l'exclusion du passif résultant des contrats d'assurance et d'investissement avec participation, sur la base des futurs flux de trésorerie non actualisés, en fonction de l'échéance contractuelle, en les répartissant par échéance selon la durée restante à courir à la date du bilan ; les soldes dont l'échéance n'est pas fixée sont inclus dans la catégorie des échéances supérieures à 5 ans. Certains soldes, inclus dans le tableau ci-dessous en fonction de leur durée résiduelle, sont remboursables à la demande, contre paiement d'une pénalité.

Groupe	Jusqu'à 1 mois £m	1-3 mois £m	3-12 mois £m	1-5 ans £m	Plus de 5 ans £m	Total £m
Au 31 décembre 2016						
Dépôts de banques	16	35	10	5 805	326	6 192
Dépôts de clients	139 084	4 284	18 982	16 891	790	180 031

Passif détenu à des fins de transaction	943	—	—	—	2	945
Titres obligataires en émission	579	2 506	2 597	10 927	920	17 529
Passif subordonné	—	—	56	5 298	1 781	7 135
Total passif financier non-dérivé	140 622	6 825	21 645	38 921	3 819	211 832
Passif financier dérivé						
Instruments dérivés réglés bruts - sorties	666	548	543	4 798	4 413	10 968
Instruments dérivés réglés bruts - entrées	472	-492	-520	-4 601	-4 082	-10 167
Instruments dérivés réglés bruts - flux net	194	56	23	197	331	801
Passif dérivé réglé brut	2 510	17	87	210	244	3 068
Total passif financier dérivé	2 704	73	110	407	575	3 869
<b>Au 31 décembre 2015</b>						
Dépôts de banques	36	—	9	1 496	—	1 541
Dépôts de clients	137 615	7 667	23 898	21 546	901	191 627
Passif détenu à des fins de transaction	4 415	—	—	—	1	4 416
Titres obligataires en émission	503	261	3 441	8 967	7 337	20 509
Passif subordonné	219	18	265	831	6 793	8 126
Total passif financier non-dérivé	142 788	7 946	27 613	32 840	15 032	226 219
Passif financier dérivé						
Instruments dérivés réglés bruts - sorties	169	190	752	2 851	4 263	8 225
Instruments dérivés réglés bruts - entrées	-57	-150	-731	-2 787	-3 770	-7 495
Instruments dérivés réglés bruts - flux net	112	40	21	64	493	730
Passif dérivé réglé net	2 131	27	92	307	360	2 917
Total passif financier dérivé	2 243	67	113	371	853	3 647

Les contrats de garantie financière du Groupe sont comptabilisés en tant qu'instruments financiers et inscrits au bilan à leur juste valeur. La majorité des contrats de garantie financière du Groupe sont remboursables à la demande, en cas de défaillance de la partie couverte par la garantie. Il est prévisible, toutefois, que la plupart des garanties expirent sans avoir été utilisées. Le montant nominal contractuel de ces garanties s'élevait, au total, à £207 millions, au 31 décembre 2016, (2015 : £229 millions) dont £36 millions à échéance d'un an ; £39 millions venant à échéance entre un et trois ans ; £12 millions entre 3 et 5 ans ; et £120 millions à plus de 5 ans (2015 : £39 millions expirant à un an ; £26 millions entre 1 et 3 ans ; £30 millions entre 3 et 5 ans ; et £134 millions à plus de 5 ans).

Le montant en capital du Passif subordonné non daté sans option de rachat est inclus dans la colonne à plus de 5 ans ; les intérêts, d'un montant d'environ de £6 millions (2015 : £16 millions) par an pour le Groupe et la Banque, dus pour lesdits instruments aussi longtemps qu'ils seront en émission ne sont pas inclus au-delà de 5 ans.

Banque	Jusqu'à 1 mois £m	1-3 mois £m	3-12 mois £m	1-5 ans £m	Plus de 5 ans £m	Total £m
<b>Au 31 décembre 2016</b>						
Dépôts de banques	16	—	10	5 805	326	6 157
Dépôts de clients	139 083	4 284	18 982	16 890	756	179 995
Passif détenu à des fins de transaction	943	—	—	—	—	943
Titres obligataires en émission	6	2 315	1 601	9 636	1 043	14 601
Passif subordonné	—	—	—	5 049	2 036	7 085
Total passif financier non-dérivé	140 048	6 599	20 593	37 380	4 161	208 781
Passif financier dérivé						
Instruments dérivés réglés bruts - sorties	666	548	543	4 798	4 048	10 603
Instruments dérivés réglés bruts - entrées	-472	-492	-520	-4 599	-4 081	-10 164
Instruments dérivés réglés bruts - flux net	194	56	23	199	-33	439
Passif dérivé réglé net	2 510	17	87	210	244	3 068
Total passif financier dérivé	2 704	73	110	409	211	3 507
<b>Au 31 décembre 2015</b>						
Dépôts de banques	20	—	9	1 496	—	1 525
Dépôts de clients	137 614	7 667	23 898	21 546	743	191 468
Passif détenu à des fins de transaction	4 415	—	—	—	—	4 415
Titres obligataires en émission	2 103	176	2 471	6 578	4 320	15 648
Passif subordonné	219	18	265	784	6 631	7 917
Total passif financier non-dérivé	144 371	7 861	26 643	30 404	11 694	220 973
Passif financier dérivé						
Instruments dérivés réglés bruts - sorties	167	190	748	2 460	3 916	7 481
Instruments dérivés réglés bruts - entrées	-56	-150	-729	-2 413	-3 768	-7 116
Instruments dérivés réglés bruts - flux net	111	40	19	47	148	365
Passif dérivé réglé net	2 131	27	92	307	360	2 917
Total passif financier dérivé	2 242	67	111	354	508	3 282

Groupe	A 1 an max. £m	1-3 ans £m	3-5 ans £m	A plus de 5 ans £m	Total £m
<b>Au 31 décembre 2016</b>					
Acceptations et avals	1	—	—	—	1
Autre passif éventuel	60	16	—	26	102



Total passif éventuel	61	16	-	26	103
Engagements de prêt	31 646	1 401	698	1 551	35 296
Autres engagements	1	6	10	11	28
Engagement total	31 647	1 407	708	1 562	35 324
Total passif éventuel et engagements	31 708	1 423	708	1 588	35 427

Groupe	A 1 an max. £m	1-3 ans £m	3-5 ans £m	A plus de 5 ans £m	Total £m
Au 31 décembre 2015					
Acceptations et avals	-	-	-	-	-
Autre passif éventuel	84	6	-	15	105
Total passif éventuel	84	6	-	15	105
Engagements de prêt	30 114	1 458	666	1 945	34 183
Autres engagements	-	-	-	23	23
Engagement total	30 114	1 458	666	1 968	34 206
Total passif éventuel et engagements	30 198	1 464	666	1 983	34 311

Banque	A 1 an max £m	1-3 ans £m	3-5 ans £m	Plus de 5 ans £m	Total £m
Au 31 décembre 2016					
Acceptations et avals	1	-	-	-	1
Autre passif éventuel	60	16	-	26	102
Total passif éventuel	61	16	-	26	103
Engagements de prêt	31 421	1 401	698	1 551	35 071
Autres engagements	1	6	10	11	28
Total engagements	31 422	1 407	708	1 562	35 099
Total passif éventuel et engagements	31 483	1 423	708	1 588	35 202

Banque	A 1 an max £m	1-3 ans £m	3-5 ans £m	Plus de 5 ans £m	Total £m
Au 31 décembre 2015					
Acceptations et avals	-	-	-	-	-
Autre passif éventuel	84	5	-	15	104
Total passif éventuel	84	5	-	15	104
Total engagements de prêt	29 866	1 398	649	1 945	33 858
Autres engagements	-	-	-	23	23
Total engagements	29 866	1 398	649	1 968	33 881
Total postes éventuels et engagements	29 950	1 403	649	1 983	33 985

#### 46 Capital

##### Gestion du capital

Au sein du Groupe, le capital de chaque entité est géré activement à une fréquence adéquate ; par ailleurs, les ratios réglementaires constituent un facteur essentiel dans les processus de planification et de budgétisation et les ratios prévisionnels sont mis à jour et vérifiés régulièrement pendant l'exercice par le Comité de l'Actif et du Passif de Lloyds Banking Group. Les augmentations de capital sont effectuées en tenant compte de l'évolution de la réglementation, de la croissance prévue et de la devise dans laquelle sont libellés les actifs faisant l'objet du risque. Les politiques et les procédures relatives aux capitaux sont soumises à une supervision de la part d'une entité indépendante.

Le Groupe mesure le montant de son capital selon le cadre réglementaire défini par la Directive et le Règlement sur les exigences de fonds propres (paquet CRD IV), telle qu'appliquée au Royaume Uni par le biais de la déclaration de politique PS7/13 de la Prudential Regulation Authority (PRA). L'application du paquet CRD IV est soumise à la phase de transition autorisée par la PS7/13.

Pendant l'exercice, les différentes entités réglementées membres du Groupe et le Groupe lui-même se sont conformés à chacune des normes externes imposées en matière de fonds propres.

##### Evolution de la réglementation en matière de capital

Le cadre réglementaire à l'intérieur duquel opère le Groupe continue à évoluer au niveau mondial grâce à l'activité du Financial Stability Board (FSB) et du Comité de Bâle sur le Contrôle Bancaire (BCBS), et au niveau européen principalement suite à la mise en œuvre du paquet de normes techniques et de directives CRD IV et au Royaume Uni à travers la PRA et les directives du Financial Policy Committee (FPC). Le Groupe continue à suivre de très près ces évolutions, en analysant les impacts possibles en termes de capital, afin d'assurer le maintien d'une solide structure de capital au niveau du Groupe et de chaque entité réglementée, qui aille au-delà des exigences de base imposées et de la propension au risque du Groupe et qui soit conforme aux attentes du marché.

##### Ressources en capital

Les ressources en capital transitoires du Groupe selon la CRD IV peuvent se résumer comme suit :

	2016 £m	2015 £m
Fonds propres de base de catégorie 1	9 097	9 035
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	1 827	1 966

Capital de catégorie 2	6 572	6 020
Total capital	17 496	17 021

**Etat des flux de trésorerie****Variations de l'actif d'exploitation**

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Variations des prêts et créances	3 714	3 477	2 710	2 342
Variations des montants dus par des entités du Groupe	13 916	15 597	-13 385	15 329
Variation des instruments financiers dérivés et de l'actif financier et détenu à des fins de transaction inscrits à leur juste valeur dans le compte de résultat	3 776	18 291	4 003	18 379
Variations des autres actifs d'exploitation	60	1 071	18	1 047
Variations de l'actif d'exploitation	-6 366	38 436	-6 654	37 097

**Variations du passif d'exploitation**

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Variations des dépôts de banques	4 651	-751	4 631	-759
Variations des dépôts de clients	9 271	-13 451	-10 742	-13 481
Variations des montants dus à des entités du Groupe	21 051	53	19 987	1 606
Variations des titres obligataires en émission	1 795	-1 910	-670	-3,148
Variations des instruments financiers dérivés et du passif détenu à des fins de transaction	3 074	-17 435	-3 086	-17 417
Variations des autres éléments de passif d'exploitation	-78	-	-105	35
Variations du passif d'exploitation	11 484	-33 494	10 015	-33 164

**Eléments non-monétaires et autres éléments**

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Amortissement	172	174	170	166
Dividendes reçus de la part des filiales	-	-	-9	-1 284
Réévaluation des propriétés immobilières	2	-7	-	-
Provision pour pertes sur prêts	216	215	191	195
Radiation de provisions pour pertes sur prêts, après déduction des recouvrements	697	-2 920	-689	-2 908
Dépréciation d'actifs financiers cessibles	1	38	-	36
Pertes par dépréciation sur investissements dans des filiales	-	-	36	56
Provision pour assurance de protection des paiements	266	1 102	250	1 036
Autres mouvements relatifs aux provisions	259	208	267	209
Désactualisation des provisions pour dépréciation	11	19	4	10
Composante de change sur bilan	3 232	750	-1 701	419
Intérêts payés sur passif subordonné	220	239	219	239
Autres postes non monétaires	355	-524	-224	-517
Total postes non monétaires	3 141	-706	-1 486	-2 343
Paiements relatifs aux autres provisions	58	-193	-58	-193
Paiements relatifs aux provisions pour assurance de protection des paiements	546	-810	-539	-741
Autres	2	7	-	-
Total autres postes	-602	-996	-597	-934
Eléments non-monétaires et autres éléments	-3 743	-1 702	-2 083	-3 277

*1 Dans l'examen des mouvements intervenus dans chaque poste de bilan, l'impact des fluctuations des taux de change est supprimé afin de montrer l'impact des flux de trésorerie sous-jacents.*

**d. Analyse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie inscrits au bilan**

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
En-caisse et soldes détenus auprès de banques centrales	2 840	2 481	2 840	2 481
Moins : dépôts de réserve obligatoires	455	-452	-455	-452
	2 385	2,029	2 385	2,029
Prêts et avances aux banques	1 116	669	1 022	603
Moins : montants avec échéance égale ou supérieure à 3 mois dus par les entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	449	-309	-444	-305
Total trésorerie et équivalents de trésorerie				

*1 Les dépôts de réserves obligatoires sont détenus auprès des banques centrales conformément aux obligations légales ; ces dépôts ne sont pas disponibles pour le financement des opérations courantes du Groupe.*

#### Cession et clôture d'entités du Groupe, joint-ventures et entreprises associées

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Actifs nets vendus - participations dans des joint-ventures et des entreprises associées	5	22	—	—
Contrepartie au comptant reçue suite à la perte de participations dans des entités et des activités du Groupe	5	22	—	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie cédés	—	—	—	—
Flux de trésorerie entrants nets	5	22	—	—

#### 48 Événements intervenus depuis la date du bilan

Le 2 mars 2017, la FCA a confirmé que la date limite pour le dépôt des plaintes PPI de la part des consommateurs sera le 29 août 2019 et que les règles et les orientations définitives applicables au traitement de ces plaintes à la lumière de la jurisprudence Plevin entreront en vigueur en août 2017. Le Groupe a réévalué son provisionnement à la lumière de ces orientations, ce qui a donné lieu à une charge supplémentaire de £130 millions, qui porte la charge totale de l'exercice 2016 à £266 millions.

#### 49 Futurs développements comptables

Les prises de position comptables suivantes ne s'appliquent pas à l'exercice au 31 décembre 2015 et n'ont pas été prises en compte dans la préparation des présents états financiers.

A l'exception de l'IFRS 9, approuvée en novembre 2016, au 20 mars 2017 ces prises de position sont en attente d'aval de la part de l'Union Européenne.

#### IFRS 9 Instruments Financiers

L'IFRS 9 remplace l'IAS 39 Instruments Financiers : Comptabilisation et Evaluation pour les exercices postérieurs au 1er janvier 2018.

##### Classification et mesure

Selon l'IFRS 9, l'actif financier doit être classé dans une des trois catégories d'évaluation, à savoir : juste valeur dans le compte de résultat, juste valeur dans "autres éléments du résultat global" et coût amorti. Les actifs financiers seront mesurés au coût amorti s'ils sont détenus dans le cadre d'un modèle économique ayant pour but la conservation d'actifs financiers en vue du recouvrement de flux de trésorerie contractuels et si lesdits flux financiers représentant uniquement le paiement du capital et des intérêts. Les actifs financiers seront mesurés à leur juste valeur dans les autres éléments du résultat global s'ils sont détenus dans le cadre d'un modèle économique ayant pour but le recouvrement de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers et si lesdits flux financiers représentant uniquement le paiement du capital et des intérêts. Les actifs financiers ne relevant pas de l'un de ces deux modèles économiques ainsi que tous les instruments de fonds propres (à moins qu'ils n'aient été initialement comptabilisés selon leur juste valeur dans les autres éléments du résultat global) et tous les instruments dérivés sont mesurés à leur juste valeur dans le compte de résultat. Une entité pourra désigner, lors de la comptabilisation initiale, un actif financier mesuré à sa juste valeur dans le compte de résultat si cela élimine ou réduit de manière significative les probabilités d'erreur comptable.

Le Groupe a mis en place une évaluation afin de déterminer l'impact potentiel d'une modification de la méthode de classement et de mesure des actifs financiers. L'adoption de l'IFRS 9 ne devrait pas produire des modifications significatives concernant les bases de mesure des actifs existants ; cependant, l'impact définitif dépendra des faits et circonstances existants au 1er janvier 2018.

L'IFRS 9 conserve la plupart des règles existantes en matière de passif financier. Cependant, en ce qui concerne le passif financier désigné à sa juste valeur dans le compte de résultat, les plus ou moins-values imputables aux variations du risque de crédit propre pourront être présentées dans les autres éléments du résultat global. Il est probable que le Groupe décide d'adopter de façon anticipée cette présentation des plus/moins-values à compter du 1er janvier 2017. Actuellement, celles-ci sont comptabilisées dans le compte de résultat et expliquées à la note 29 relative aux états financiers.

##### Aperçu des dépréciations

Le modèle de dépréciation prévu par l'IFRS 9 s'appliquera à tous les actifs financiers comptabilisés au coût amorti, aux instruments obligataires comptabilisés à leur juste valeur dans les autres éléments du résultat global, aux créances locatives, aux engagements de prêt et aux garanties financières non mesurées à leur juste valeur dans le compte de résultat.

L'IFRS 9 remplace également l'approche actuelle de dépréciation de la 'perte encourue' par une approche de perte de crédit prévisionnelle, qui permet une comptabilisation anticipée de la perte IAS 39. Les pertes de crédit prévisionnelles correspondent à la moyenne pondérée objective de la probabilité de pertes de crédit déterminée par l'évaluation d'une série de résultats et de futures conditions économiques possibles.

Le modèle de dépréciation ECL comporte trois phases distinctes. Les entités doivent comptabiliser, lors de la comptabilisation initiale, une provision pour perte prévisionnelle sur 12 mois (phase n° 1) et une provision pour perte de crédit prévisionnelle sur la durée de vie, en cas d'augmentation significative du risque de crédit (phase 2). La Phase 3 requiert une preuve objective de la dépréciation, qui est similaire à l'orientation relative aux pertes encourues de l'IAS 39.

Selon l'IAS 39, les provisions sont comptabilisées pour les pertes qui ont été encourues, mais qui n'auraient pas pu être identifiées séparément. On procède à l'évaluation des probabilités de dépréciation des actifs à la date de bilan et de leur identification ultérieure ; le temps nécessaire à l'identification de l'occurrence de la dépréciation est désigné comme la période d'émergence de la perte. Le Groupe utilise différentes périodes d'émergence de la perte en fonction des caractéristiques du portefeuille : en moyenne, cette période est comprise, d'après l'expérience historique, entre un et douze mois. Les portefeuilles non garantis ont généralement une période d'émergence de la perte plus courte que les portefeuilles garantis. Selon l'IFRS 9, tous les prêts en phase 1 requièrent une provision pour perte mesurée selon un montant égal à une ECL de 12 mois, plus longue que la période d'émergence de la perte actuellement applicable à certains portefeuilles.

L'IAS 39 n'impose pas l'obligation de comptabiliser une ECL sur toute la durée de vie pour les prêts qui ont fait l'objet d'une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, mais qui ne sont pas douteux. Afin d'évaluer si un actif se trouve en phase 1 ou 2, il faut tenir compte de la variation relative de la probabilité d'occurrence d'un défaut pendant la durée de vie prévisionnelle de l'instrument, et non pas de la variation du montant des pertes de crédit prévisionnelles. Ceci implique la mise en place de tests quantitatifs associés à des indicateurs supplémentaires tels que la classification du risque de crédit. Une information prospective sera également prise en compte pour déterminer l'attribution de la phase. En générale, les actifs avec des impayés supérieurs à 30 jours, mais non douteux sont classés en phase 2.

L'IFRS 9 nécessite une plus vaste utilisation d'informations prospectives, et notamment de prévisions raisonnables et gérables sur la future conjoncture économique. La nécessité de prendre en compte différents scénarios économiques et leur possible impact sur la provision constitue un aspect très subjectif du modèle ECL. Le Groupe développe la capacité de modéliser un certain nombre de scénarios économiques et d'en saisir l'impact sur les pertes de crédit afin de faire en sorte que l'ECL global représente une répartition raisonnable des résultats économiques. Une gouvernance et une supervision adéquates seront mises en place pour ce processus.

#### **Modèles de dépréciation selon l'IFRS 9**

Pour tous les portefeuilles significatifs, le calcul de l'ECL selon l'IFRS 9 se fonde sur les systèmes, données et méthodes utilisés pour le calcul réglementaire des 'pertes provisionnelles'. Le Groupe prévoit que la définition de défaut aux fins de l'IFRS 9 sera alignée sur celle de Bâle afin d'assurer la cohérence à tous les niveaux du Groupe. Cependant, les modèles d'ECL conformes à l'IFRS 9 diffèrent, par divers aspects, des modèles réglementaires : par ex., les actifs de phase 2 selon l'IFRS 9 comportent le montant de la perte escomptée sur la durée de vie, alors que les modèles réglementaires génèrent des pertes provisionnelles sur 12 mois pour les prêts qui ne comportent pas d'impayés.

#### **Impact de l'IFRS9 sur le Groupe**

L'adoption de l'IFRS 9 peut donner lieu à une augmentation significative des provisions inscrites au bilan du Groupe pour la couverture des pertes de crédit et peut donc avoir un impact négatif sur la position réglementaire du Groupe au regard du capital. L'importance de l'augmentation de ces provisions dépend d'un certain nombre de facteurs, notamment de la composition des portefeuilles de prêts du Groupe et de la conjoncture économique prévue à la date de la mise en œuvre. Bien que le Groupe soit encore en train de perfectionner sa méthode et de compléter le développement des modèles de calcul de la provision requis, il est impossible de fournir une estimation fiable de l'impact de l'adoption de l'IFRS 9. Il est également trop tôt pour estimer l'impact du modèle de dépréciation conforme à l'IFRS 9 sur les résultats financiers, bien que l'obligation de transfert des actifs d'une phase à l'autre et d'intégration de données prospectives au calcul de la perte de crédit provisionnelle, notamment en ce qui concerne différents scénarios économiques, puissent donner lieu à des charges de dépréciation plus volatiles par rapport au modèle actuel de dépréciation selon l'IAS 39.

L'impact de l'IFRS 9 sur le capital réglementaire pourrait être affecté par la modification des règles imposées par les autorités de régulation. Le Comité de Bâle sur le Contrôle des Banques a publié deux documents sur l'impact de l'IFRS 9 sur le capital réglementaire, un document consultatif sur le 'Traitement réglementaire des provisions comptables : approche intermédiaire et dispositions transitoires' et un autre document sur les modifications à long terme. L'on ne sait pas encore avec certitude si les dispositions transitoires en matière de capital entreront en vigueur à partir du 1er janvier 2018.

#### **Comptabilité de couverture**

Les règles de comptabilité de couverture issues de l'IFRS 9 sont plus étroitement alignées sur les pratiques de gestion des risques et suivent une approche davantage basée sur les principes, que l'IAS 39. Cette norme ne traite pas de la comptabilité de macro-couverture, qui fait l'objet d'un projet IASB séparé. Le Groupe n'a pas encore pris une décision concernant la poursuite ou non de l'application de la comptabilité de couverture selon l'IAS 39 jusqu'à l'achèvement du projet de l'IASB en matière de macro-couverture. Le Groupe prévoit, pour le moment, de continuer à appliquer la comptabilité de couverture conforme à l'IAS 39 conformément à ce choix de politique comptable.

#### **Programme de mise en application de l'IFRS 9**

Le Groupe a mis en place un programme IFRS 9 pour assurer une pratique de plus grande qualité, conforme aux normes et aux orientations réglementaires. Ce programme concerne les fonctions Finance et Gestion du Risque du Groupe, sous la supervision des Comités d'orientation des Divisions et du Groupe. Les principales responsabilités de ce programme concernent la définition d'une méthode et d'une politique comptable conformes à l'IFRS 9, le développement de modèles ECL, la définition des exigences en matière de données et de systèmes et la mise en place d'un modèle d'exploitation et d'un cadre de gouvernance adéquats. Le programme progresse conformément aux plans de mise en œuvre établis.

Des méthodes ont été définies en matière de risque de crédit, tandis que la création et la validation du modèle sont en cours pour les principaux portefeuilles. Le modèle sécurisé pour la Banque de détail a été approuvé par le Comité de Gouvernance du Modèle. Les modèles et les processus applicables au risque de crédit seront testés pendant la période de fonctionnement en parallèle afin d'intégrer les changements et de contribuer à améliorer la compréhension des nouveaux modèles de dépréciation.

Des systèmes financiers et des règles de reporting sont en cours d'élaboration et de test. Les structures de contrôle et de gouvernance existantes ont été examinées et les modifications nécessaires par rapport à l'IFRS 9 ont été identifiées. Le cadre de gouvernance inclut la vérification, la comparaison et la validation d'informations prospectives concernant toute une série de scénarios économiques. Les plans de communication et de formation sont en place et l'impact sur les ressources appartenant aux Services Financiers et de gestion du Risque a été évalué, afin de s'assurer que tout est prêt pour la mise en œuvre de la nouvelle norme.

#### **IFRS 15 Recettes générées par les contrats conclus avec les Clients**

L'IFRS 15 remplace l'IAS 18 Produit des activités ordinaires et l'IAS 11 Contrats de Construction, mais ne concerne pas les instruments financiers et les contrats de location. Par conséquent, la comptabilisation des commissions liées aux cartes de crédit et aux produits packagés, par exemple, devra être revue. Cette norme ne devrait pas avoir un impact significatif sur les bénéfices du Groupe. L'adoption de l'IFRS 15 ne devrait pas avoir d'impact ou devrait avoir un impact limité sur les systèmes ou les processus. L'IFRS 15 entre en vigueur à partir du 1er janvier 2018.

#### **IFRS 16 Contrats de bail**

L'IFRS 16, qui remplace l'IAS 17 Contrats de Bail, impose aux preneurs de comptabiliser un poste d'actif pour le droit d'utilisation et un poste de passif pour les futurs paiements résultant d'un contrat de bail. Les preneurs comptabilisent une charge financière dans le passif et une charge de dépréciation dans l'actif, qui pourraient affecter la date de comptabilisation des dépenses sur les actifs loués. Cette modification devrait avoir principalement un impact sur les biens actuellement comptabilisés par le Groupe en tant que contrats de location-exploitation. Les systèmes financiers devront être modifiés pour prendre en compte les nouvelles règles et données comptables. Les règles comptables applicables au Bailleur restent alignées sur l'approche actuelle relevant de l'IAS 17. L'IFRS 16 s'appliquera aux exercices postérieurs au 1er janvier 2019.

#### **Modifications de moindre importance applicables aux autres normes comptables**

En 2016, l'IASB a publié des modifications de l'IAS 7 Etat des flux de trésorerie (qui requiert des données supplémentaires concernant les activités financières de l'entité concernée) et de l'IAS 12 Impôt sur le revenu (qui clarifie quand un actif d'impôt différé doit être comptabilisé par des pertes non réalisées) ainsi qu'un certain nombre de modifications mineures apportées aux IFRS, qui entreront en vigueur pour les exercices postérieurs au 1er janvier 2017 ou au 1er janvier 2018. Ces modifications ne devraient pas avoir d'impact significatif pour le Groupe.

### **50 Autres informations**

Bank of Scotland plc et ses filiales constituent un groupe de services financiers leader, basé au Royaume Uni. Ses membres fournissent une vaste gamme de services bancaires et financiers, à des clients basés au Royaume Uni et dans certains pays étrangers.

La société mère directe de Bank of Scotland plc est HBOS plc, tandis que sa société mère ultime est la société de droit écossais Lloyds Banking Group plc. Des copies

des états financiers consolidés annuels et du rapport annuel de Lloyds Banking Group plc sont disponibles auprès du siège de Lloyds Banking Group, 25 Gresham Street, London EC2V 7HN ou peuvent être téléchargés sur le site [www.lloydsbankinggroup.com](http://www.lloydsbankinggroup.com).

**Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est disponible au siège social de la société.